

UCL

Université
catholique
de Louvain

Faculté des sciences économiques, sociales, politiques et de communication (ESPO)
Ecole des Sciences Politiques et Sociales (PSAD)

Le défi pour les puissances moyennes d'un ordre international en transition

Le jeu d'équilibriste de l'Australie entre la Chine et les États-Unis

Mémoire réalisé par
Catherine Eucher

Promoteur(s)
Tanguy Struye de Swielande

Lecteur(s)
Kimberly Orinx

Année académique 2017-2018

Master en relations internationales à finalité diplomatie et résolution de conflits

Déclaration de déontologie

Code de déontologie pour les étudiants en matière d'emprunts, de citations et d'exploitation de sources diverses :

« Je déclare sur l'honneur que ce mémoire a été écrit de ma plume, sans avoir sollicité d'aide extérieure illicite, qu'il n'est pas la reprise d'un travail présenté dans une autre institution pour évaluation, et qu'il n'a jamais été publié, en tout ou en partie. Toutes les informations (idées, phrases, graphes, cartes, tableaux, ...) empruntées ou faisant référence à des sources primaires ou secondaires sont référencées adéquatement selon la méthode universitaire en vigueur. Je déclare avoir pris connaissance et adhérer au Code de déontologie pour les étudiants en matière d'emprunts, de citations et d'exploitation de sources diverses et savoir que le plagiat constitue une faute grave. »

Eucher Catherine

Louvain-la-Neuve, le 24/05/2018

Avant-propos

Je voudrais tout d'abord remercier Monsieur *Tanguy Struye de Swielande*, professeur à l'Université catholique de Louvain-la-Neuve et promoteur de ce mémoire, pour sa disponibilité et ses conseils avisés. Je le remercie également pour la qualité des connaissances qu'il a su transmettre en tant qu'enseignant.

Je saisis cette occasion pour adresser mes remerciements à l'ensemble du corps professoral et administratif de l'Université catholique de Louvain-la-Neuve pour la richesse de leur enseignement et leur dévouement.

Je souhaite particulièrement remercier *Guy Delsarte*, *Laura van Lerberghe* et *Benoit Siberdt* pour leurs relectures attentives de ce mémoire. Je remercie également ma famille et mes proches pour le soutien et la confiance qu'ils ont su m'apporter tout au long de mon parcours universitaire ainsi que dans la réalisation de ce mémoire.

Table des matières

Liste des abréviations	5
Introduction	6
Chapitre I : la puissance moyenne traditionnelle australienne	10
1. Le concept de puissance moyenne	10
2. Caractéristiques de l'État	14
3. L'Australie dans son environnement régional	19
3.1. Lignes directrices de la politique étrangère australienne	19
3.2. Un tournant contesté vers l'Asie	20
3.3. Relations bilatérales	22
3.4. Investissement dans les organisations régionales	26
Chapitre II : entre l'allié traditionnel américain et le partenaire économique chinois	27
1. L'Australie et les États-Unis : le lien anglo-saxon	27
1.1. Histoire et évolution de la relation diplomatique	27
1.2. Une alliance défensive traditionnelle	29
2. L'Australie et la Chine : le lien asiatique	32
2.1. Histoire et évolution de la relation diplomatique	32
2.2. Une interdépendance économique	36
Chapitre III : déséquilibre de la hiérarchie internationale	38
1. D'une hégémonie à une hiérarchie duale	39
2. Conséquences régionales des mutations hiérarchiques	41
2.1. Un dilemme de sécurité inévitable	41
2.2. Réaction américaine : le pivot asiatique	43
3. Un futur incertain	45
3.1. Montée des tensions en Asie-Pacifique	45
3.2. Quel nouvel ordre international ?	48

Chapitre IV : devenir une puissance moyenne créative	51
1. Éviter un scénario catastrophe.....	51
2. Maintenir l'équilibre par le <i>hedging</i>	53
3. Une puissance moyenne créative	54
3.1. Un rôle de médiateur sur mesure	55
3.2. <i>Institutional balancing</i>	56
3.3. Un concert des puissances moyennes	60
4. Une vision à long terme : une puissance moyenne indépendante	64
Conclusion.....	66
Bibliographie	71
Annexes	81

Liste des abréviations

ADF : Force de défense australienne (Australian Defence Force)

ADIZ : Zone d'identification de défense aérienne (Air Defense Identification Zone)

ANZUS : Traité de sécurité entre l'Australie, la Nouvelle-Zélande et les États-Unis (Australia, New Zealand, United States Security Treaty)

APC : Communauté d'Asie-Pacifique (Asia-Pacific Community)

APEC : Association économique pour l'Asie-Pacifique (Asia Pacific Economic Cooperation)

ARF : Forum régional de l'ASEAN (ASEAN Regional Forum)

AUSMIN : Consultation ministérielle entre l'Australie et les États-Unis (Australia-United States ministerial Consultation)

ChAFTA : Accord de libre-échange entre la Chine et l'Australie (China, Australia Free Trade Agreement)

CPTPP : Partenariat Trans-Pacifique global et progressiste (Comprehensive and Progressive Agreement for Trans-Pacific Partnership)

CSCA : Conférence pour la sécurité et la coopération en Asie (Conference on Security and Cooperation in Asia)

EAS : Sommet de l'Asie de l'Est (East Asian Summit)

FMI : Fond monétaire international

FPDA : Accord de défense entre l'Australie, la Malaisie, la Nouvelle-Zélande, Singapour et le Royaume-Uni (Five Power Defence Arrangements)

IORA : Association des États riverains de l'océan Indien (Indian Ocean Rim Association)

OCDE : Organisation de coopération et de développement économiques

OMC : Organisation mondiale du commerce

ONU : Organisation des Nations Unies

PCC : Parti communiste chinois

Quad : Dialogue sécuritaire quadrilatéral (Quadrilateral Security Dialogue)

RCEP : Partenariat économique régional global (Regional Comprehensive Economic Partnership)

RPC : République populaire de Chine

TPP : Partenariat Trans-Pacifique (Trans-Pacific Partnership)

Introduction

[Australia] has a European background and is set in intimate geographical propinquity to Asia [...] This ambivalence brings some strength and offers promise of a future of which Australia can be confident, a future of increasing influence (Garfield Barwick, 1964).¹

Cette citation, extraite d'un discours du ministre australien des Affaires étrangères devant la Chambre des représentants en 1964, illustre parfaitement la position de l'Australie sur la scène internationale. L'histoire de Canberra est partagée entre d'un côté des racines liées à l'Occident et d'un autre côté, une géographie asiatique. Pour Barwick, cette configuration est un atout majeur pour son pays et ne peut que définir un avenir prometteur. Au regard des cinquante années qui se sont écoulées depuis cette affirmation, il est intéressant d'évaluer comment cette dichotomie a évolué. Cette particularité de l'Australie peut-elle continuer à jouer en sa faveur dans un ordre international en transition ?

Le lien de l'Australie avec l'Occident remonte à l'arrivée des Britanniques sur l'île océanienne en 1770. Ce pays acquiert son indépendance en 1901, mais va rester très proche de la Grande-Bretagne jusqu'à l'éclatement de la Seconde Guerre mondiale.² Cette dernière oblige l'Australie à se trouver un allié plus puissant, à même d'assurer sa sécurité. Les autorités australiennes se tournent alors vers les États-Unis pour trouver le soutien nécessaire.³ Le rapprochement entre les deux États est facilité par leurs similitudes tant sur le plan historique que culturel et politique. Après la guerre, le lien australo-américain va se renforcer continuellement en particulier dans les domaines diplomatique et sécuritaire. Aujourd'hui, l'Australie considère les États-Unis comme son plus proche allié. Ce dernier assure sa sécurité notamment grâce à un traité défensif signé après la Seconde Guerre mondiale et à son parapluie nucléaire.⁴ Le lien avec Washington permet également à la puissance moyenne australienne d'accroître sensiblement son influence sur la scène internationale. Cette alliance ne se fait toutefois pas sans coûts pour l'Australie qui a accompagné la superpuissance américaine dans

¹ C., UNGERER, « The 'Middle Power' Concept in Australian Foreign Policy », in *Australian Journal of Politics and History*, 2007, Vol.53, n°4, p.542.

² C., BALSSA, *L'Australie et les relations internationales: entre l'allié américain et le partenaire chinois*, Paris : Éditions du cygne, 2014, 148p.

³ B., BOSA, « L'Australie : mises en perspective historiques », in *Pouvoirs*, 2012, Vol.141, n°2, pp.5-15.

⁴ M., MCKINLEY, V., ROIRON, « Alliance Australie-États-Unis : Les avantages officiels à l'épreuve des faits », in *Outre-Terre*, 2014, Vol.38, n°1, pp.359-371.

chacune de ses guerres jusqu'à être perçue comme son « shérif adjoint ».⁵ Ce lien occidental complique donc fortement l'intégration de l'Australie dans sa région asiatique, où elle est souvent perçue comme l'étranger.

Le lien entre l'Australie et l'Asie n'est pas historique, mais bien géographique. Bien que située sur le continent océanien, l'Australie n'est séparée de l'Asie que par les mers de Timor et d'Arafura. L'attrait de l'Australie pour l'Asie n'apparaît que vers la moitié du vingtième siècle. Avant cela, cette région est davantage perçue comme hostile et constituant une menace. Cette perception fait d'abord écho au Japon, qui attaqua le sol australien en 1942.⁶ Ensuite, les risques de propagation du communisme, notamment en Chine, rendront les autorités australiennes réfractaires à un rapprochement avec cette région. Toutefois, la croissance économique que vont connaître de nombreux pays asiatiques va faire prendre conscience à l'Australie de l'opportunité qu'ils constituent. Canberra va dès lors tenter de normaliser ses relations asiatiques, en particulier avec la Chine. Les deux États établissent de véritables liens diplomatiques en 1972, lorsque le gouvernement travailliste australien accorde sa reconnaissance à la République populaire de Chine.⁷ Les liens économiques sino-australiens vont alors très rapidement se densifier. Les deux économies sont complémentaires et chacun des deux États trouve un avantage à ce commerce bilatéral. En 2007, la Chine a devancé le Japon comme premier partenaire commercial de l'Australie. Aujourd'hui, une véritable interdépendance économique s'est créée entre les deux pays.

Jusqu'à récemment, cette configuration des relations sécuritaires et économiques de l'Australie ne posait pas de problème. Au contraire, elle permettait à Canberra d'assurer à la fois sa protection et sa croissance économique tout en entretenant une relation avec la superpuissance américaine et la grande puissance chinoise. Néanmoins, depuis la crise financière de 2008 les États-Unis sont entrés dans une phase de déclin relatif.⁸ Il est de plus en plus compliqué pour la superpuissance d'après-guerre de maintenir son statut et de couvrir toutes les dépenses qui y sont associées. C'est notamment cette raison qui explique le pivot entrepris en 2011 vers l'Asie-

⁵ A., HONORÉ, *L'Australie comme acteur régional et international : quelle influence grâce à la position stratégique du Down Under ?*, Louvain-la-Neuve : Chaire InBev Baillet-Latour, coll. « note d'analyse », n°26, 2013, 45p.

⁶ D., WALTON, *Australia, Japan and Southeast Asia: Early post-War Initiatives in Regional Diplomacy*, Hauppauge : Nova Science Publishers, 2011, 159p.

⁷ W., LIU, Y., HAO, « Australia in China's Grand Strategy », in *Asian Survey*, 2014, Vol.54, n°2, pp.367-394

⁸ E., TODD, *Après l'empire. Essai sur la décomposition du système américain*, Paris : Gallimard, Coll. « Folio actuel », 2004, 293p.

Pacifique.⁹ Les Américains ne peuvent plus s'investir partout comme par le passé et se voient contraints de recentrer leurs priorités et de compter davantage sur leurs alliés. À l'opposé, la Chine connaît une montée en puissance impressionnante.¹⁰ Depuis les années 90, elle s'est lancée dans un plan d'expansion militaire. Ainsi, la part de son budget accordée à sa militarisation n'a pas cessé d'augmenter au cours de la dernière décennie. Les autorités chinoises ont toutefois pris le soin d'ancrer ce changement dans une stratégie dite « d'émergence pacifique ».¹¹ Cette dernière a en fait pour but d'assurer le plus longtemps possible la stabilité pour permettre son développement et résoudre ses problèmes internes. Il en résulte que les véritables intentions chinoises sont difficiles à identifier pour ses voisins et cela entraîne un dilemme de sécurité dans la région. Les tensions se sont intensifiées ces dernières années en Asie-Pacifique. En mer de Chine du Sud, les dissensions s'accroissent entre la Chine et le Japon, le Vietnam, les Philippines, la Malaisie, l'Indonésie ou encore le Brunei.¹² Le désaccord entre la Chine et Taïwan, soutenu par Washington, continue de s'envenimer. De plus, la Chine et les États-Unis se sont lancés dans une course à l'hégémonie régionale qui attise la méfiance réciproque. Cet ordre international en transition laisse planer beaucoup d'incertitudes pour le futur. Cela n'est pas sans conséquence sur la relation que l'Australie entretient avec la Chine et les États-Unis. Certains pensent que l'Australie pourrait être amenée dans le futur à poser un choix entre l'un ou l'autre de ses partenaires. Cette possibilité est jusqu'à présent rejetée par les autorités australiennes, conscientes des pertes énormes que cela représenterait pour leur pays. En outre, les changements en cours et les tensions grandissantes remettent en question les certitudes australiennes. D'une part, l'Australie a de plus en plus besoin du protectorat des États-Unis dans une région sous tension alors que ceux-ci sont en déclin et demandent à leurs alliés d'assumer le « *burden-sharing* ». D'autre part, l'économie australienne est de plus en plus dépendante du partenaire chinois alors que celui-ci participe à l'accroissement des tensions dans la région. L'Australie peine également à connaître les réelles intentions chinoises. Cette phase de transition est donc particulièrement délicate pour l'Australie qui se retrouve dans une position d'équilibriste pour ne brusquer ni son allié traditionnel américain ni son partenaire économique chinois dont dépendent ses intérêts.

⁹ B., GLOSSERMAN, « Les contours du pivot américain vers l'Asie », in *Monde chinois*, 2014, Vol.40, n°4, pp.23-27.

¹⁰ T. HAMEL, « La géopolitique de l'Asie-Pacifique et l'émergence de la Chine », in *Géoéconomie*, 2014, Vol.71, n°4, pp.123-140.

¹¹ PUPATTI, F., « Perceptions et interprétations de l'émergence chinoise depuis la Guerre Froide : vers une approche chinoise des relations internationales ? », in *Perspectives Internationales*, 2012, n° 2, pp.55-69.

¹² D., SCHAEFFER, « Les mers de Chine dans la relation Chine-États-Unis », in *Outre-Terre*, 2013, Vol.37, n°3, pp.367-391.

De ce contexte émane la question de recherche suivante : quelle stratégie l'Australie devrait-elle adopter vis-à-vis de la Chine et des États-Unis pour assurer ses intérêts de puissance moyenne dans un ordre international en transition ? Grâce à une revue exhaustive de la littérature scientifique existante, ce mémoire tente d'y répondre. Cette question est particulièrement intéressante à étudier, car la plupart des puissances moyennes traditionnelles se retrouvent aujourd'hui face à ce dilemme entre les États-Unis d'une part et la Chine d'autre part. Le cas de l'Australie est néanmoins particulier, car ses intérêts sécuritaires sont dépendants de Washington tandis que ses intérêts économiques sont liés à Pékin, ce qui n'est par exemple pas le cas du Canada. Ce dilemme est également plus sensible pour l'Australie que d'autres puissances moyennes, car elle se situe géographiquement dans la zone d'influence disputée par l'Aigle et le Dragon.

Pour répondre à cette question de recherche, ce mémoire mobilise d'abord le cadre théorique relatif à la puissance et en particulier celui des puissances moyennes traditionnelles. Au cours des dernières décennies, ce concept théorique est devenu de plus en plus couramment utilisé. Bien que critiqué et n'ayant toujours pas donné lieu à la formation d'un consensus définitionnel, le concept de puissance moyenne n'en reste pas moins très utile pour déterminer une certaine catégorie d'États se situant entre les grandes et les petites puissances. Un ensemble de critères matériels et comportementaux permettent de distinguer les puissances moyennes des autres puissances. Faisant référence à ces caractéristiques, l'Australie fait aujourd'hui figure de cas d'école de puissance moyenne traditionnelle. Le choix de ce cadre théorique implique de s'intéresser également aux théories de la transition de puissance. Ainsi, la place détenue par la puissance moyenne dans le système international est déterminée grâce au modèle proposé par Abramo Fimo Kenneth Organski¹³. Cette hiérarchie des puissances permet de mieux comprendre les places qu'occupent actuellement la Chine et les États-Unis dans le système mondial et les différents scénarios qui peuvent découler d'une phase de transition de puissance. Ensuite, ce mémoire aborde une série de concepts liés à la géopolitique pour mieux comprendre la situation de tension dans laquelle se trouve l'Asie-Pacifique et saisir le « dilemme de sécurité » en cours.

Ce mémoire se divise en quatre grandes parties. La première précise le cadre théorique des puissances moyennes et démontre que l'Australie appartient à cette catégorie d'États. Pour ce faire, ce premier chapitre aborde d'abord les caractéristiques matérielles de l'Australie. Ensuite,

¹³ A.F.K., ORGANSKI, *World Politics*, New-York : Alfred A. Knopf, 1958, 509p.

son positionnement dans son environnement régional est analysé en déclinant les lignes directrices de sa politique étrangère, ses principales relations bilatérales et sa participation dans les institutions régionales. Cette approche étatique, régionale et internationale permet de mettre en évidence les atouts et les faiblesses de l'Australie en tant que puissance moyenne et de saisir ses points d'ancrage. La deuxième partie retrace l'évolution de la relation de l'Australie avec d'une part les États-Unis et d'autre part la Chine. L'allié américain partage avec Canberra des valeurs et une culture ainsi qu'une alliance militaire et stratégique. Le partenaire chinois a renforcé sa relation avec Canberra au travers du commerce et les deux États sont ainsi devenus interdépendants. La troisième partie s'intéresse à la phase de basculement que l'ordre international est en train de connaître et aux implications engendrées pour l'Australie dans sa relation avec Pékin et Washington. D'abord, le déclin relatif américain est analysé ainsi que son implication sécuritaire pour Canberra. Ensuite, le développement croissant de la Chine et sa répercussion économique sur Canberra sont abordés. De plus, cette partie met en évidence la montée des tensions dans la région, due en grande partie à cette transition de puissance, et l'incertitude quant au nouvel ordre international qui se dessine. L'Australie se retrouve prise dans cet environnement, obligée de prendre des décisions qui mettent parfois à mal sa position d'équilibriste entre Pékin et Washington. Au vu du statut de puissance moyenne de l'Australie, de sa relation avec les concurrents américains et chinois et des changements en cours dans la hiérarchie internationale, la dernière partie de ce mémoire tente de déterminer la stratégie que l'Australie doit adopter. La thèse soutenue s'appuie alors sur l'idée que le statut de puissance moyenne de l'Australie la contraint dans ses choix, mais lui donne également l'opportunité d'être créative et de jouer un rôle actif tout en sécurisant ses intérêts.

Chapitre I : la puissance moyenne traditionnelle australienne

1. Le concept de puissance moyenne

Le concept de « puissance » est central à l'étude des relations internationales. Il est défini par Raymond Aron comme la capacité d'un État à imposer sa volonté.¹⁴ La puissance se décline en deux composantes. La première, le « *hard power* », renvoie à l'ensemble des moyens coercitifs classiques tels que la force militaire ou économique dont dispose un État. La deuxième composante de la puissance est le « *soft power* ». Ce dernier est conceptualisé par Joseph Nye comme la capacité d'un État à transformer les préférences d'un autre État, sans

¹⁴ R., ARON, *Paix et guerre entre les nations*, Paris : Calmann-Lévy, 1968, 794p.

recourir à la contrainte ou sans même en faire réellement prendre conscience.¹⁵ Cette possibilité repose entre autres sur la force de persuasion d'une culture, d'un modèle politique ou social ou encore d'une idéologie. Partant de ce concept de « puissance », les théoriciens de la transition de pouvoir ont tenté de hiérarchiser les États. Ainsi, Organski proposa en 1958¹⁶ un modèle pyramidal de classification de la puissance.¹⁷ Au sommet se trouve la superpuissance qui domine l'ensemble du système international. À sa suite se situent les grandes puissances. Celles-ci sont en mesure d'imposer leur volonté dans de nombreux domaines et d'assurer leur sécurité. Au bas de la pyramide se trouvent les petites puissances. Elles sont caractérisées par leurs capacités et leur influence limitées.¹⁸ Enfin, entre les grandes et les petites puissances s'intercalent les puissances moyennes. Il faut d'emblée noter que cette hiérarchie n'est pas stable et que le statut d'un État peut varier avec le temps.¹⁹ Ainsi, une petite puissance peut accroître son influence et ses capacités et peu à peu être reconnue par les autres États comme une puissance moyenne. Il est également probable qu'une grande puissance d'antan se retrouve devancée et s'apparente davantage aujourd'hui à une puissance moyenne.

Une certaine harmonie s'est dessinée dans le monde scientifique sur les particularités qui définissent les grandes et les petites puissances. Les caractéristiques qui les déterminent permettent relativement aisément d'identifier des États à ces concepts. Il n'en est pas de même pour celui de puissance moyenne. En effet, il n'existe pas de consensus définitionnel et l'existence même de cette catégorie d'États a parfois été remise en cause. Adam Chapnick dénonce par exemple l'imprécision et le caractère autoattribué de ce concept qui en font selon lui, un mythe.²⁰ Les définitions qui sont majoritairement utilisées dans la littérature demeurent relativement vagues sur la nature de ces puissances. Ainsi pour Eduard Jordaan, « Middle powers are states that are neither great nor small in terms of international power, capacity and influence, and demonstrate a propensity to promote cohesion and stability in the world system »²¹. Gilley et O'Neil rejoignent cette idée en affirmant que « Middle powers are countries with capabilities immediately below those of the great powers, but still far above most

¹⁵ J.S., NYE, « Soft Power », in *Foreign Policy*, 1990, n°80, pp.153-171.

¹⁶ A.F.K., ORGANSKI, *op.cit.*, 509p.

¹⁷ Annexe 1

¹⁸ J.C., ALLAIN, R., FRANK, « La hiérarchie des puissances », in FRANK, R. (éd.), *Pour l'histoire des relations internationales*, Paris : Presses universitaires de France, 2012, pp.169-186.

¹⁹ B., GILLEY, A., O'NEIL, « China's rise through the prism of middle powers », in GILLEY, B., O'NEIL, A. (éd.), *Middle Powers and the Rise of China*, Copenhague : Djof Publishing, 2014, pp.1-22.

²⁰ A., CHAPNICK, « The Canadian Middle Power Myth », in *International Journal*, 2000, Vol.55, n°2, pp.188-206.

²¹ E., JORDAAN, « The Concept of a Middle Power in International Relations: Distinguishing between Emerging and Traditional Middle Powers », in *Politikon*, 2003, Vol.30, n°2, p.165.

secondary states in the international system »²². Bien qu'il n'existe pas de consensus clair, la définition de la puissance moyenne s'appuie sur deux éléments principaux : matériel et comportemental.²³ Il est d'emblée important de noter que les attributs matériels et comportementaux qui vont être énoncés sont ceux des puissances moyennes dites « traditionnelles ». De fait, la fin de la guerre froide a été marquée par l'émergence de nouvelles puissances telles que le Brésil, l'Argentine ou encore la Malaisie. Bien que ces États aient indéniablement acquis un statut de puissance moyenne, ils sont difficilement comparables au Canada, à l'Australie ou encore à la Norvège. C'est la raison pour laquelle Jordaan propose une distinction entre les puissances émergentes et traditionnelles.²⁴ L'évolution des rapports internationaux se fait actuellement au profit des premières et au détriment des secondes.²⁵

La composante matérielle de la puissance peut se mesurer à partir de différents indicateurs tels que la localisation géographique d'un État, sa démographie, son économie ou encore sa force militaire. À partir de ces indicateurs, il est possible, comme le fait Holbraad²⁶, d'établir une liste de puissances se situant en dessous des grands États, mais au-dessus des petits. Toutefois, cette liste ne coïncide pas nécessairement avec celle des États considérés comme des puissances moyennes traditionnelles. En effet, à cette composante matérielle de la définition s'ajoute une composante comportementale. Cette dernière fait référence à la manière dont les puissances moyennes tentent de poursuivre leurs intérêts au travers de leur politique étrangère et leur diplomatie.²⁷ Tout d'abord, les puissances moyennes sont considérées comme des médiateurs²⁸ et des constructeurs de ponts.²⁹ Elles cherchent dès lors à concilier les positions, objectifs et intérêts des États, particulièrement des grandes puissances. Ce rôle fut particulièrement marqué durant la guerre froide où les puissances moyennes avaient un poids important dans la médiation entre l'Union soviétique et les États-Unis. Les intérêts et besoins divergents des États n'ont cependant pas disparu avec la guerre froide et les puissances moyennes conservent aujourd'hui un rôle majeur pour les connecter et créer par exemple des liens entre le Nord et le

²² T., WILKINS, « Australia and Middle Power Approaches to Asia Pacific Regionalism », in *Australian Journal of Political Science*, Vol.52, n°1, p.114.

²³ J., RAVENHILL, « Cycles of Middle Power Activism: Constraint and Choice in Australian and Canadian Foreign Policies », in *Australian Journal of International Affairs*, 1998, Vol.52, n°3, pp.309-327.

²⁴ E., JORDAAN, *op.cit.*, pp.165-181.

²⁵ F., ARGOUNÈS, « L'Australie : la tentation de la puissance régionale », in *Pouvoirs*, 2012, Vol.141, n°2, pp.103-116.

²⁶ C., HOLBRAAD, *Middle Powers in International Politics*, Londres : Mac Millan, 1984, 234p.

²⁷ B., MARQUE, *Nouveau paradigme stratégique des puissances moyennes*, Louvain-la-Neuve : Chaire InBev Baillet-Latour, coll. « note d'analyse », n°16, 2011, 44p.

²⁸ A., HONORÉ, *op.cit.*, 45p.

²⁹ C., HOLBRAAD, *op.cit.*, 234p.

Sud, entre les pays développés et ceux en voie de développement.³⁰ Cette fonction de médiation a directement pour objectif de promouvoir la paix et la stabilité dans les ordres international et régional, conditions nécessaires pour assurer les intérêts de la puissance moyenne.³¹ Ensuite et en lien direct avec cette volonté de maintenir un environnement stable, les puissances moyennes sont des promotrices du statu quo.³² En ce sens, elles soutiennent la superpuissance, actuellement les États-Unis, et le système mis en place par elle en promouvant les valeurs démocratiques et libérales. De la sorte, les puissances moyennes sont des « stabilisers and legitimisers of the world order »³³ afin de garantir le maintien de l'équilibre des puissances. De plus, les puissances moyennes vont généralement être favorables au multilatéralisme.³⁴ En effet, c'est en agissant au travers des institutions multilatérales et en adoptant des positions de compromis que les puissances moyennes parviennent le plus efficacement à défendre leurs intérêts. Leur statut leur permet difficilement d'imposer leur vision en agissant seules. Par contre, elles peuvent avoir un impact significatif sur le système international et une possibilité de contraindre le pouvoir des grandes puissances en collaborant entre elles et en formant des coalitions.³⁵ Un autre instrument utilisé par les puissances moyennes pour assurer leurs intérêts est la multiplication des règles. Celles-ci permettent de stabiliser l'ordre et de rendre les interactions prévisibles. Ce sont les raisons pour lesquelles ces puissances tentent d'être des entrepreneurs de normes. Par ailleurs, les puissances moyennes essaient de diffuser une image de « bon citoyen international ».³⁶ Cela leur permet notamment d'accroître leur influence sur la scène internationale et leur légitimité. La reconnaissance de leur statut par les autres États est de fait indispensable.³⁷ Enfin, la *niche diplomacy*³⁸ est une autre caractéristique comportementale des puissances moyennes. Ce terme, conceptualisé par Andrew Cooper en 1997, renvoie à l'idée que les puissances moyennes doivent opérer une forme de spécialisation. En effet, leur statut et leurs capacités limitées les obligent à hiérarchiser leurs priorités et à

³⁰ C., HOLBRAAD, *op.cit.*, 234p.

³¹ T., WILKINS, « Australia and Middle Power Approaches to Asia Pacific Regionalism », *op.cit.*, pp.110-125.

³² T., STRUYE DE SWIELANDE, B., HELLENDORFF, A., HONORÉ, « Australie, une nouvelle stratégie de puissance moyenne », in *Politique étrangère*, 2015, Vol. Printemps, n°1, pp.117-128.

³³ E., JORDAAN, *op.cit.*, p.167.

³⁴ C., UNGERER, *op.cit.* pp.538-551.

³⁵ T., WILKINS, « Australia. A traditional middle power faces the Asian century », in GILLEY, B., O'NEIL, A. (éd.), *Middle Powers and the Rise of China*, Copenhague : Djof Publishing, 2014, pp.149-170.

³⁶ B., GILLEY, A., O'NEIL, « China's rise through the prism of middle powers », *op.cit.*, pp.1-22.

³⁷ D., NOLTE, « How to Compare Regional Powers: Analytical Concepts and Research Topics », in *Review of International Studies*, 2010, Vol.36, n°4, pp.881-901.

³⁸ A. COOPER, « Niche diplomacy: A Conceptual Overview », in A., COOPER, *Niche Diplomacy. Middle Power after the Cold War*, Londres : Plagrave Macmillan, 1997, pp.1-24.

concentrer leurs ressources dans des domaines spécifiques.³⁹ De la sorte, leurs possibilités d'accroître leur influence et d'avoir un impact augmentent considérablement.

L'Australie est considérée dans la littérature comme un cas d'école de puissance moyenne traditionnelle. Les caractéristiques matérielles, mais aussi comportementales de cet État correspondent en effet bien aux attributs des puissances moyennes traditionnelles dont ce premier point vient de faire la synthèse. La suite de ce chapitre dresse le portrait de l'Australie pour vérifier l'affirmation selon laquelle cet État est une puissance moyenne.

2. Caractéristiques de l'État

a. Histoire et système politique

L'histoire de l'Australie débute il y a quelques 60 000 à 50 000 ans lorsque les premiers peuples aborigènes venus d'Asie se sont implantés sur l'île océanienne. Selon la version la plus populaire, l'histoire australienne se lie à celle du monde occidental avec l'arrivée du Britannique James Cook sur ce territoire en 1770.⁴⁰ L'Australie devient alors une colonie pénitentiaire et les premiers prisonniers européens y sont envoyés dès 1778.⁴¹ Après sa découverte, l'Australie va être rattachée à l'Empire britannique.⁴² Elle acquiert son indépendance en 1901, mais reste membre du Commonwealth. C'est la raison pour laquelle l'Australie est aujourd'hui une monarchie constitutionnelle. Elle est formellement indépendante, mais reconnaît la Reine Elizabeth II comme son souverain. Celle-ci est représentée sur le territoire australien par un Gouverneur général, actuellement Peter Cosgrove. Le système politique australien est caractérisé par une démocratie parlementaire. Celle-ci, influencée par le système britannique, est composée de deux chambres : la Chambre des représentants et le Sénat. Toutefois, le système australien n'est pas uniquement marqué par son héritage britannique. Selon Tamara Lajoinie, « l'entre-deux-modèles constitutionnels »⁴³ est frappant. L'Australie aurait été inspirée à la fois par un « fédéralisme à l'américaine »⁴⁴ et « une souveraineté parlementaire et monarchique à l'anglaise »⁴⁵. L'Australie est ainsi composée de six états – Nouvelles-Galles du Sud, Victoria, Queensland, Australie Occidentale, Australie

³⁹ J., RAVENHILL, *op.cit.*, pp.309-327.

⁴⁰ GOUVERNEMENT AUSTRALIEN, « Our Country », *Site du gouvernement australien* [en ligne], <https://www.australia.gov.au/about-australia/our-country> (Page consultée le 24/02/2018).

⁴¹ Ibidem.

⁴² G., COULON, « L'Australie dans le siècle asiatique », in *Revue internationale et stratégique*, 2012, Vol.88, n°4, pp.18-27.

⁴³ T. LAJOINIE, « Identité constitutionnelle et démocratie en Australie », in *Pouvoirs*, Vol.2, n°141, 2012, p.18.

⁴⁴ Ibidem.

⁴⁵ Ibidem.

Méridionale, Tasmanie – ce qui lui donne sa structure fédérale dualiste.⁴⁶ Pour résumer, le pouvoir législatif est détenu par la Reine, la Chambre des représentants et le Sénat tandis que le pouvoir exécutif est mené par la Reine, le Premier ministre et ses ministres. En réalité, le pouvoir de la Reine et de son Gouverneur général est symbolique. Le Premier ministre est le chef du parti qui remporte la majorité des sièges de la Chambre des représentants lors des élections nationales.⁴⁷ Le paysage politique australien est bipartisan malgré quelques satellites et se divise entre d'un côté le Parti libéral de centre droit et d'un autre côté le Parti travailliste australien de centre gauche.⁴⁸ Le Premier ministre en fonction depuis 2015 est Malcolm Turnbull, issu du Parti libéral.

Selon la littérature, le statut de puissance moyenne de l'Australie remonterait historiquement à l'après-Seconde Guerre mondiale. Avant celle-ci, le paysage international était marqué par un dualisme entre les États considérés comme grandes ou petites puissances. Cette distinction s'opérait selon des critères fonctionnels de capacités.⁴⁹ L'Australie va prendre part à la Seconde Guerre mondiale aux côtés des Anglais et combattre le régime nazi. La participation de l'Australie, mais aussi du Canada, plus importante que la plupart des autres petites puissances de l'époque, va les pousser à réclamer une certaine reconnaissance diplomatique sur la scène internationale.⁵⁰ Ces États vont en outre désirer jouer un rôle dans l'appareil sécuritaire international d'après-guerre. C'est finalement en signe de reconnaissance que le statut de puissance moyenne va commencer à faire son apparition pour distinguer l'effort important de certaines petites puissances telles que l'Australie.⁵¹

b. Géographie

Sixième plus grand territoire au monde, l'Australie s'étend sur plus de 7,5 millions de km².⁵² Sa géographie est marquée par son absence de frontière territoriale et ses 36 735 km de frontière maritime.⁵³ Cette particularité peut être vue comme un atout, car l'Australie n'est pas dépendante de ses bonnes relations de voisinage pour sa sécurité, dispose d'un accès aux océans Indien et Pacifique au milieu desquels elle constitue un pont stratégique et peut exploiter le

⁴⁶ A., HONORÉ, *op.cit.*, 45p.

⁴⁷ MONITEUR DU COMMERCE INTERNATIONAL, « Australie », *op.cit.*

⁴⁸ A., HONORÉ, *op.cit.*, 45p.

⁴⁹ A., CHAPNICK, *op.cit.*, pp.188-206.

⁵⁰ J., MANICOM, J., REEVES, « Locating middle powers in international relations theory and power transitions », in GILLEY, B., O'NEIL, A. (éd.), *Middle Powers and the Rise of China*, Copenhague : Djof Publishing, 2014, pp.23-44.

⁵¹ C., UNGERER, *op.cit.*, pp.538-551.

⁵² A., HONORÉ, *op.cit.*, 45p.

⁵³ GOUVERNEMENT AUSTRALIEN, « Our Country », *op.cit.*

troisième⁵⁴ plus grand territoire maritime au monde. Cette position insulaire peut également être perçue comme un inconvénient, car l'isolement risque d'entraîner des difficultés d'approvisionnement extérieur.⁵⁵ Par ailleurs, le climat australien provoque fréquemment des sécheresses importantes. D'un point de vue géopolitique, l'Australie se situe entre trois grands pôles avec au nord la Chine et le Japon, à l'est les États-Unis et à l'ouest l'Inde. L'Australie se situe sur le continent océanien, mais son appartenance régionale est plus difficile à déterminer. Selon Fabrice Argounès, l'Australie est à la fois à la base de l'Asie du Sud-Est et une part intégrante de l'océan Indien et de l'Océanie.⁵⁶ Finalement, le positionnement australien « au milieu de la scène géostratégique régionale [est] une nécessité pour conduire sa diplomatie de puissance moyenne »⁵⁷.

c. Démographie

Malgré son impressionnant territoire, la taille de la population australienne est très faible. Selon les chiffres de la Banque mondiale, elle s'élevait à 24,13 millions en 2016 soit à peu près 3,2 habitants au kilomètre carré. Cette population est largement concentrée dans les grandes métropoles ainsi que sur les côtes est et sud-est, à l'exception des aborigènes qui peuplent plus majoritairement le centre du pays.⁵⁸ Ce problème démographique n'est pas nouveau puisqu'à la fin de la Seconde Guerre mondiale, l'Australie ne comptait que 7,5 millions d'habitants.⁵⁹ C'est la raison pour laquelle un ministère de l'immigration va voir le jour pour stimuler l'arrivée de migrants et ainsi pallier la faiblesse démographique australienne. Au départ, les vagues d'immigration étaient principalement issues de l'Europe. Peu à peu, cette part a diminué au profit de l'Asie. Aujourd'hui, seuls trois pays parmi les dix plus gros contributeurs à l'immigration australienne ne sont pas issus de l'Asie-Pacifique.⁶⁰ Bien que cette immigration engendre certaines réactions négatives de la population australienne⁶¹, elle contribue davantage à augmenter le nombre d'habitants que la croissance naturelle.⁶² Finalement, cette immigration venue tant d'Europe que d'Asie-Pacifique, du Moyen-Orient ou de l'Afrique favorise la

⁵⁴ T., WILKINS, « Australia. A traditional middle power faces the Asian century », *op.cit.*, pp.149-170.

⁵⁵ A., HONORÉ, *op.cit.*, 45p.

⁵⁶ F., ARGOUNÈS, « Quel espace régional pour l'Australie ? Mutations et recompositions des identités australiennes », in *Annales de géographie*, 2015, Vol.1, n°701, pp.76-98.

⁵⁷ T., STRUYE DE SWIELANDE, B., HELLENDORFF, A., HONORÉ, *op.cit.*, p.124.

⁵⁸ A., HONORÉ, *op.cit.*, 45p.

⁵⁹ B., BOSA, *op.cit.*, pp.5-15.

⁶⁰ O., GUILLARD, *L'Australie et le « siècle de l'Asie » : opportunités, risques et défis*, Paris : IRIS, coll. « Asie perspectives stratégiques », n°2, 2012, 5p.

⁶¹ C., BALSSA, *op.cit.*, 148p.

⁶² Annexe 2

diversité culturelle et sociale. En 2016, l'Australie se classait au second rang mondial⁶³, derrière la Norvège, concernant l'indice de développement humain ce qui démontre le caractère très développé de cette société.

d. Économie

L'économie australienne est saine et enregistre de très bonnes performances. En 2016, son PIB était de 48 178 US dollars/habitants⁶⁴ et son taux de croissance de 2,9%.⁶⁵ Son taux de chômage est parmi les plus bas des pays de l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques) avec seulement 5,5% en 2016.⁶⁶ Par ailleurs, l'Australie connaît une croissance soutenue depuis 25 ans au contraire des autres pays de l'OCDE qui ont subi une période de récession durant la crise financière.⁶⁷ Le secteur tertiaire représente la part la plus conséquente du PIB australien. Toutefois, c'est principalement grâce à son secteur agricole ainsi que ses importantes ressources minières et énergétiques que l'Australie s'est inscrite dans le commerce mondial. Les échanges de biens et services équivalent en 2016 à 21,3% du PIB.⁶⁸ L'Australie exporte des produits agricoles tels que de la laine, de la viande, du blé ou encore du coton. Elle dispose de grandes ressources de minerais de fer, d'or, de zinc, de cuivre, de nickel ou d'aluminium et des gisements énergétiques notamment de gaz naturel, de charbon, de pétrole et surtout d'uranium.⁶⁹ À eux seuls, l'agriculture et les minerais équivalent à deux tiers des exportations australiennes.⁷⁰ Il est d'emblée important de noter que la plupart de ces exportations se font en direction de l'Asie. En effet, les pays de cette région sont les plus demandeurs en matières premières en raison de leur importante croissance et sont donc une source de prospérité pour l'Australie. Ainsi, le commerce extérieur devient un moyen de s'intégrer dans la région asiatique. Pour assurer son intégration dans le commerce régional et mondial, l'Australie a très largement libéralisé son marché de biens et services. Les gouvernements successifs ont également conclu une série d'accords bilatéraux et multilatéraux notamment avec les pays de l'ASEAN, la Nouvelle-Zélande, la Malaisie ou encore la Chine et

⁶³ UNITED NATIONS DEVELOPMENT PROGRAMME, « Human Development Reports: Australia », *Site de l'UNDP* [en ligne], <http://hdr.undp.org/en/countries/profiles/AUS> (Page consultée le 24/02/2018).

⁶⁴ OCDE, « OCDE données : Australie », Site de l'OCDE [en ligne], <https://data.oecd.org/fr/australie.htm> (Page consultée le 1/03/2018).

⁶⁵ MONITEUR DU COMMERCE INTERNATIONAL, « Australie », *op.cit.*

⁶⁶ *Ibidem.*

⁶⁷ *Ibidem.*

⁶⁸ OCDE, « OCDE données : Australie », *op.cit.*

⁶⁹ GOUVERNEMENT AUSTRALIEN, « Australia and the World : Trade », *Site du département des affaires étrangères et du commerce* [en ligne], <http://dfat.gov.au/about-australia/australia-world/Pages/trade.aspx> (Page consultée le 5/03/2018).

⁷⁰ J.F., FIORINA, *L'Australie à la conquête de l'Asie-Pacifique*, Grenoble : Comprendre les enjeux stratégiques, coll. « note hebdomadaire », n°114, 2013, 3p.

les États-Unis. Par ailleurs, l'Australie tente de s'investir dans le multilatéralisme avec un engagement fort dans l'Organisation mondiale du commerce (OMC) ou encore l'Association économique pour l'Asie-Pacifique (APEC). Le défi pour l'Australie est actuellement de développer de nouvelles activités économiques dans le but de réduire sa dépendance aux variations de prix des minerais et énergies ainsi qu'aux ralentissements de croissance des pays asiatiques. C'est dans cette optique que les investissements dans la recherche, le tourisme ou encore l'accueil d'étudiants étrangers ont augmenté ces dernières années.⁷¹ Le développement de son secteur manufacturier devrait peu à peu la rendre moins dépendante de ses importations en produits transformés.⁷²

e. Capacités militaires

En 2016, les dépenses militaires australiennes représentaient 2% du PIB. Ce budget n'a pas cessé d'augmenter depuis 2013 où il avait atteint son seuil le plus faible avec des dépenses équivalentes à 1,68% du PIB.⁷³ En 2015, le personnel militaire s'élevait à 57 800 employés. Il s'agit d'un chiffre très peu élevé comparativement à la taille du territoire qui s'explique notamment par le faible peuplement du pays.⁷⁴ La Force de défense australienne (ADF) rassemble les composantes terre, mer et air. Ces dernières années, comme mentionné dans le Livre blanc de 2016, une priorité du gouvernement a été la modernisation de l'armée et l'augmentation du budget global de la défense. En particulier, l'Australie tente de développer une flotte importante pour assurer la sécurité de l'île.⁷⁵ Ce Livre blanc faisait par exemple mention de l'ambition de passer de 6 à 12 sous-marins avec un haut degré d'interopérabilité avec les forces américaines.⁷⁶ Dans la foulée de ces déclarations, un contrat a été décroché par une entreprise française, DCNS, pour la construction de 12 sous-marins pour l'Australie.⁷⁷ Par ailleurs depuis sa création, l'ADF a participé à de nombreuses opérations extérieures. Cette participation s'est faite aux côtés des alliés européens, américains ou encore asiatiques par exemple lors de la guerre de Corée ou encore dans des opérations en Malaisie ou au Rwanda.

⁷¹ MONITEUR DU COMMERCE INTERNATIONAL, « Australie », *op.cit.*

⁷² Annexe 3

⁷³ UNIVERSITÉ DE SHERBROOKE, « Dépenses militaires, Australie », *Site de Perspective monde* [en ligne], <http://perspective.usherbrooke.ca/bilan/servlet/BMTendanceStatPays?langue=fr&codePays=AUS&codeTheme=12&codeStat=MS.MIL.XPND.GD.ZS> (Page consultée le 5/03/2018).

⁷⁴ A., HONORÉ, *op.cit.*, 45p.

⁷⁵ F., ARGOUNÈS, « L'Australie : la tentation de la puissance régionale », *op.cit.*, pp.103-116.

⁷⁶ *Defence White Paper 2016*, Canberra : département gouvernemental de la défense, 2016, p.19.

⁷⁷ S., ALLEMANDOU, « Australie : "Les sous-marins, un argument de négociation politique dans la région" », *France 24* [en ligne], <http://www.france24.com/fr/20160502-australie-visite-valls-contrat-dcns-sous-marins-argument-negociation-pacifique> (Page consultée le 15/02/2017).

De plus, l'Australie prend part à de nombreux exercices militaires conjoints et est membre de plusieurs accords de défense tels que le « Five Power Defence Arrangements » (FPDA) signé avec la Malaisie, Singapour, la Nouvelle-Zélande et la Grande-Bretagne ou l' « ANZUS » avec les États-Unis et la Nouvelle-Zélande. Le Livre blanc de 2016 fait par ailleurs part des intentions australiennes d'investir dans l'amélioration de la coopération et de la coordination internationales sur le plan défensif. Ces partenariats tout comme la hausse du budget militaire sont le reflet du dilemme de la doctrine militaire australienne. En effet, comme ce travail aura l'occasion de l'aborder par la suite, la stratégie de Canberra pour assurer la défense de son territoire oscille entre une volonté de s'allier à de grandes puissances et un désir de mener une politique de défense autonome. Le choix de l'une ou l'autre option a évidemment des conséquences importantes sur les montants alloués au développement militaire, mais aussi sur le type d'arsenal à acquérir et le soutien à fournir aux alliés. C'est la raison pour laquelle « defence decision making and planning take a clear long-term view »⁷⁸ pour que les investissements soient en accord avec la stratégie choisie.

3. L'Australie dans son environnement régional

3.1. Lignes directrices de la politique étrangère australienne

La politique étrangère australienne est relativement récente puisqu'elle était quasi entièrement édictée par la Grande-Bretagne avant la fin de la Seconde Guerre mondiale et du dominion anglais. Depuis, l'objectif principal de la politique étrangère de Canberra a été d'assurer la stabilité et la sécurité. C'est la raison pour laquelle l'Australie s'est investie sur les plans régional et international. La stabilité lui permet en effet d'assurer ses intérêts qui passent notamment par la libre circulation maritime.⁷⁹ Afin de garantir un environnement stable, la politique étrangère s'est construite autour de l'idée que l'Australie est une puissance moyenne. Comme le souligne Carl Ungerer, « For policy practitioners and politicians alike, Australia's middle power role and status has been a general guide to the conduct of external relations »⁸⁰. Cette stratégie a été largement suivie par les deux partis nationaux bien que le Parti travailliste ait toujours été plus friand du concept de puissance moyenne que le Parti libéral.⁸¹ Le premier

⁷⁸ *Defence White Paper 2016*, Canberra : département gouvernemental de la défense, 2016, p.13.

⁷⁹ S., DESPLANQUE, « *Our Great and Powerful Friend* ». *La relation États-Unis – Australie à l'épreuve des discours officiels*, Louvain-la-Neuve : Chaire InBev Baillet-Latour, coll. « note d'analyse », n°25, 2013, 21p.

⁸⁰ C., UNGERER, *op.cit.*, p.551.

⁸¹ J., COTTON, J., RAVENHILL, « Middle power dreaming: Australian Foreign Policy during the Rudd-Gillard governments », in COTTON, J., RAVENHILL, J., *Middle Power Dreaming. Australia in World Affairs 2006-2010*, Melbourne : Oxford, 2011, pp.1-12.

a également plus souvent plaidé en faveur de l'émancipation par rapport aux grandes puissances et l'affirmation de l'Australie sur les scènes régionale et internationale. Le Parti libéral s'est de manière générale montré plus en faveur d'un suivi de la Grande-Bretagne et des États-Unis et moins favorable au multilatéralisme.⁸² Le choix de l'Australie pour une politique étrangère axée sur le statut autoattribué de puissance moyenne est perceptible au travers de sa « diplomatie de soutien aux organisations internationales et de promotion du multilatéralisme »⁸³. Canberra a ainsi été un promoteur de la construction des Nations Unies après la Seconde Guerre mondiale pour assurer la stabilité. Elle a aussi été un des initiateurs du G20, actuellement un des organes les plus représentatifs des puissances moyennes.⁸⁴ De plus, l'Australie s'est engagée dans de nombreuses activités multilatérales. Elle s'attèle ainsi à la protection de l'environnement notamment depuis sa signature en 1992 de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) ou le protocole de Kyoto de 1997. Elle concentre également sa niche diplomatique sécuritaire sur le contrôle des armes entre autres grâce à la Convention sur l'interdiction des armes chimiques ou sa lutte contre la prolifération nucléaire. En 1984 Bill Hayden, alors ministre des Affaires étrangères, a dans ce sens poussé les négociateurs soviétiques et américains à discuter pour un meilleur contrôle des armes nucléaires.⁸⁵ Canberra participe aussi activement dans les missions de maintien de la paix et l'aide humanitaire.⁸⁶ Notons également la position de défenseur des droits de l'homme et de la démocratie que l'Australie adopte dans les institutions multilatérales. Par ailleurs, ces engagements renforcent son statut de bon citoyen international et sa reconnaissance en tant que puissance moyenne⁸⁷.

3.2. Un tournant contesté vers l'Asie

Pour Gareth Evans, « l'Australie doit être considérée comme un pays qui est une partie de l'Asie, l'Asie est le futur de l'Australie, l'Asie est là où nous vivons ». ⁸⁸ Cette affirmation datant de 1995 reflète en réalité une tendance amorcée quelques années auparavant en Australie qui consiste à ne plus craindre sa région et la percevoir comme hostile, mais à s'y intégrer.⁸⁹ Historiquement, l'Australie a davantage tissé de liens avec l'Occident perçu comme plus amical

⁸² T., WILKINS, « Australia and Middle Power Approaches to Asia Pacific Regionalism », *op.cit.*, pp.110-125.

⁸³ F., ARGOUNÈS, « L'Australie : la tentation de la puissance régionale », *op.cit.*, p.106.

⁸⁴ B., GILLEY, A., O'NEIL, « China's rise through the prism of middle powers », *op.cit.*, pp.1-22.

⁸⁵ C., UNGERER, *op.cit.*, pp.538-551.

⁸⁶ A., HONORÉ, *op.cit.*, 45p.

⁸⁷ C., UNGERER, *op.cit.*, pp.538-551.

⁸⁸ F., ARGOUNÈS, « Quel espace régional pour l'Australie ? Mutations et recompositions des identités australiennes », *op.cit.*, p.85.

⁸⁹ F., ARGOUNÈS, « L'Australie : la tentation de la puissance régionale », *op.cit.*, pp. 103-116.

et en a hérité son modèle politique, culturel et de valeurs. Toutefois, l'accélération du développement des pays de sa région a poussé Canberra à se rapprocher de son voisinage dès les années 90.⁹⁰ En effet, cette région de plus en plus importante offre des débouchés économiques grandissants à l'Australie qui peut offrir ses matières premières indispensables à la croissance de ses voisins. De plus, développer sa niche diplomatique dans le régionalisme donne à l'Australie la possibilité d'augmenter la stabilité régionale et dès lors d'y assurer ses intérêts.⁹¹ Par ailleurs, se tourner davantage vers sa région peut permettre de réduire la marginalisation australienne. En raison de son lien anglo-saxon historique, l'Australie est souvent perçue comme l'étranger en Asie. Cela réduit ses possibilités d'y être influente et contraint son action avec le risque d'être perçue comme une petite puissance régionale.⁹² Il faut d'emblée noter que bien que les notions de « puissance régionale » et « puissance moyenne » soient liées, elles ne sont pas équivalentes.⁹³ Ainsi, il est possible, comme c'est le cas du Canada, d'être une puissance moyenne sur la scène internationale, mais de ne pas être une puissance régionale. Comme le souligne Bruce Gilley, le fait d'être distant géographiquement et politiquement de sa région augmente le risque d'y être considéré comme une petite puissance régionale.⁹⁴ C'est donc une des raisons pour lesquelles le désir stratégique de l'Australie de mener une politique régionale s'est accru au cours des dernières années. Cette tendance est particulièrement perceptible dans le Livre blanc de 2012 intitulé « l'Australie dans le siècle asiatique ». Toutefois, les citoyens se sont parfois montrés réticents à l'idée de se rapprocher de l'Asie notamment à cause de l'écart culturel et de l'instabilité qui y règne.⁹⁵ Enfin, pris entre diverses régions, il convient aux dirigeants australiens de déterminer laquelle sera le centre de leur attention. Un consensus semble néanmoins se dessiner en faveur de l'Asie-Pacifique voire même de l'Indo-Pacifique. En effet, élargir la région au-delà de l'Asie de l'Est peut permettre à l'Australie de s'intégrer plus aisément, mais aussi d'inclure son allié américain. C'est donc finalement en faveur d'un « régionalisme ouvert » que l'Australie semble plaider.⁹⁶

⁹⁰ F., ARGOUNÈS, « L'Australie : la tentation de la puissance régionale », *op.cit.*, pp.103-116.

⁹¹ MANICOM, J., REEVES, J., « Locating middle powers in international relations theory and power transitions », *op.cit.*, pp.23-44.

⁹² Résumé de conférence par Sophie Boisseau du Rocher, MARQUE, B., « Australie : les intérêt géo-stratégiques d'une puissance moyenne dans un monde en transition », in *Asia Centre*, coll. « Memo Asia Centre of Conferences Series », Paris, 8 Mars 2011.

⁹³ T., WILKINS, « Australia and Middle Power Approaches to Asia Pacific Regionalism », *op.cit.*, pp.110-125.

⁹⁴ B., GILLEY, « Middle Powers during Great Power Transitions : China's Rise and the Future of Canada-US Relations », in *International Journal*, 2011, Vol.66, n°2, pp.245-264.

⁹⁵ C., BALSSA, *op.cit.*, 148p.

⁹⁶ T., WILKINS, « Australia and Middle Power Approaches to Asia Pacific Regionalism », *op.cit.*, p.121.

3.3.Relations bilatérales

a. Indonésie

L'Indonésie est géographiquement un des plus proches voisins de l'Australie ce qui explique que cette relation est une des plus importantes pour Canberra et sa sécurité. Ce pays est doté d'atouts considérables et constitue dès lors un pôle d'intérêts. Ainsi, l'Indonésie est le plus grand archipel au monde, le quatrième pays le plus peuplé, la plus grande économie de l'Asie du Sud Est et la seizième plus importante au monde.⁹⁷ Les opportunités économiques, commerciales et d'investissements ne manquent pas, mais l'Indonésie n'est que le treizième plus important partenaire commercial de l'Australie.⁹⁸ Néanmoins, Canberra et Jakarta sont actuellement en train d'essayer d'établir entre eux un nouvel accord commercial (*Indonesia-Australia Comprehensive Economic Partnership*) pour renforcer l'engagement économique. Les deux pays se sont également rapprochés sur le plan sécuritaire en 2006 grâce au Traité de Lombok. L'Australie œuvre aux côtés des Indonésiens dans la lutte contre le terrorisme depuis les attentats de Bali de 2002.⁹⁹ De plus, Canberra a déployé son programme d'aide le plus conséquent en Indonésie et les deux pays coopèrent très régulièrement au sein des organisations multilatérales.¹⁰⁰ Bien que ces avancées soient notoires, la relation australo-indonésienne reste marquée par une alternance de hauts et de bas et une difficulté à établir un lien solide. Cela s'explique principalement par des différences économiques, politiques et culturelles importantes. En outre, l'Australie s'est, jusqu'à l'arrivée du Général Soeharto, méfiée des tensions internes et du communisme qui déstabilisaient le pays.¹⁰¹ Aujourd'hui encore, Canberra s'inquiète de l'instabilité de l'archipel en raison du nombre impressionnant d'ethnies et de cultures qui s'y côtoient. Pour toutes ces raisons, les relations civiles entre Australiens et Indonésiens sont parfois compliquées et marquées par la méfiance bien que les deux États tentent d'établir une meilleure compréhension de l'autre grâce notamment à des engagements éducationnels et culturels ou encore au tourisme. En raison de l'importance stratégique de Djakarta, il incombe à l'Australie de poursuivre ses efforts de coopération et de rapprochement avec ce pays émergent.

⁹⁷ GOUVERNEMENT AUSTRALIEN, « Indonesia Country Brief », *Site du département des affaires étrangère et du commerce* [en ligne], <http://dfat.gov.au/geo/indonesia/pages/indonesia-country-brief.aspx> (Page consultée le 9/03/2018).

⁹⁸ A., HONORÉ, *op.cit.*, 45p.

⁹⁹ GOUVERNEMENT AUSTRALIEN, « Indonesia Country Brief », *op.cit.*

¹⁰⁰ A., HONORÉ, *op.cit.*, 45p.

¹⁰¹ Ibidem.

b. Japon

Aujourd'hui, le Japon est le plus proche partenaire stratégique de l'Australie dans la région asiatique. Pourtant ces deux États étaient adversaires il y a encore peu de temps. De fait, le Japon attaqua le sol australien en 1942 et c'est donc dans un contexte de ressentiments à l'égard de cette nation que la relation australo-japonaise va débiter après la Seconde Guerre mondiale. Les tensions entre les deux pays vont commencer à s'apaiser dès 1952 et l'Australie va alors suivre la voie politique menée par ses alliés britanniques et américains à l'égard du Japon.¹⁰² Le lien australo-japonais va d'abord se construire autour du commerce avec la signature en 1957 d'un premier accord bilatéral. Dès le début des années 70, le Japon devient le premier partenaire économique de l'Australie et le restera jusqu'en 2007 où il sera devancé par la Chine.¹⁰³ Leurs deux économies sont complémentaires et permettent au Japon d'importer des matières premières indispensables à son développement tandis que l'Australie se procure des biens manufacturés des industries japonaises.¹⁰⁴ En 2014, les deux pays ont signé un accord de libre-échange. Les échanges bilatéraux et l'alignement du Japon sur Washington durant la guerre froide vont servir de socle pour renforcer petit à petit la relation stratégique et diplomatique.¹⁰⁵ Le rapprochement politique, notamment officialisé par la mise en place de consultations ministérielles annuelles à partir de 1967 et le Traité de base d'amitié et de coopération conclut en 1976, a été facilité par une série de points communs entre les deux États. Ainsi, leur plus proche allié à tous les deux sont les États-Unis, raison pour laquelle ils sont souvent considérés comme des étrangers à la région asiatique. De plus, ils partagent un engagement commun envers la démocratie, un socle de valeurs politiques et économiques identiques, une lutte contre la prolifération nucléaire ainsi qu'un intérêt et une vision commune pour la sécurité et la stabilité internationale et régionale.¹⁰⁶ Ce dernier point permet d'expliquer la participation à des exercices militaires conjoints, à de multiples opérations de maintien de la paix ainsi que les signatures d'un protocole d'entente sur les échanges défensifs en 2003¹⁰⁷ et de la Déclaration commune de coopération en matière de sécurité en 2007.¹⁰⁸ Il est en revanche

¹⁰² D., WALTON, *op.cit.*, 159p.

¹⁰³ Résumé de conférence par Sophie Boisseau du Rocher, MARQUE, B., « Australie : les intérêt géo-stratégiques d'une puissance moyenne dans un monde en transition », *op.cit.*

¹⁰⁴ A., HONORÉ, *op.cit.*, 45p.

¹⁰⁵ D., WALTON, *op.cit.*, 159p.

¹⁰⁶ B., TAYLOR, D., BALL, « Australia-Japan », in TAYLOR, B. (éd.), *Australia as an Asia-Pacific Regional Power: Friendships in Flux?*, Londres : Routledge Security in Asia Pacific, 2012, pp.50-59.

¹⁰⁷ Ibidem.

¹⁰⁸ R., KERSTEN, « Australia and Japan: mobilising the bilateral relationship », in COTTON, J., RAVENHILL, J., *Middle Power Dreaming. Australia in World Affairs 2006-2010*, Melbourne : Oxford, 2011, pp.94-110.

important de souligner que la puissance militaire japonaise, tout comme la taille de sa population, est bien supérieure à celle des Australiens.

c. Inde

L'Inde, comme l'Australie, est une ancienne colonie britannique aujourd'hui membre du Commonwealth. L'Inde accueille la deuxième plus grande population mondiale derrière la Chine. La relation diplomatique australo-indienne a débuté en 1941 avec l'ouverture à Sydney d'une agence commerciale qui deviendra par la suite le Consulat général d'Inde.¹⁰⁹ Menzies a été le premier dirigeant australien à visiter officiellement l'Inde en 1950. L'Australie et l'Inde ont également développé des liens économiques importants. L'Inde, dont la croissance économique est spectaculaire, constitue actuellement le dixième partenaire commercial de l'Australie. Entre 2015 et 2016, les deux États ont échangé des biens pour une valeur de 19,4 milliards de dollars bien qu'aucun accord de libre-échange bilatéral ne soit en vigueur.¹¹⁰ Ces dernières années, la relation australo-indienne s'est renforcée sur les plans politique et sécuritaire. Les dirigeants des deux pays se rencontrent dorénavant de manière régulière. Par ailleurs, Canberra et New Delhi coopèrent en matière sécuritaire notamment grâce à des exercices navals conjoints, l'AUSINDEX (*Australia-India Exercise*), et la Déclaration de coopération sécuritaire signée en 2009.¹¹¹ Ces rapprochements sont notamment dus à la *Look East Policy* menée dès les années 90 par l'Inde et renforcée par la *Act East* en 2014 qui vise à créer des liens plus intenses avec les pays d'Asie du Sud Est pour accroître la puissance régionale indienne. De son côté, l'Australie mentionne ses ambitions de se rapprocher de l'Inde et de l'inclure dans sa région, notamment dans son Livre blanc de 2016 où les autorités insistent sur l'importance de l'Indo-Pacifique. Grâce à cet élargissement régional, l'Australie détiendrait une place centrale stratégique entre les deux océans. Il est également utile de noter que la relation de l'Inde et des États-Unis ne cesse de s'améliorer tandis que les tensions avec la Chine, notamment dues au sentiment d'encerclement maritime et aux conflits territoriaux au nord de l'Inde, s'accroissent. Il en résulte que l'Inde a un intérêt commun avec l'Australie à contenir la puissance chinoise dans la région.

¹⁰⁹ GOUVERNEMENT AUSTRALIEN, « India Country Brief », *Site du département des affaires étrangères et du commerce* [en ligne], <http://dfat.gov.au/geo/india/pages/india-country-brief.aspx> (Page consultée le 9/03/2018).

¹¹⁰ Ibidem.

¹¹¹ F., ARGOUNÈS, « L'Australie : la tentation de la puissance régionale », *op.cit.*, pp.103-116.

d. Corée du Sud

La Corée du Sud est sans doute l'un des pays d'Asie qui est le plus facilement comparable avec l'Australie. Les deux pays partagent un même système démocratique, des valeurs et intérêts identiques, une alliance historique avec les États-Unis, des puissances économiques comparables et ils ont les mêmes « capacités requises pour se positionner comme puissance moyenne ». ¹¹² Par ailleurs, les intérêts de ces deux États sont liés à la sécurité de la région, en particulier de la péninsule coréenne. C'est la raison pour laquelle l'Australie et la Corée du Sud tentent de renforcer leur lien sécuritaire ces dernières années en participant notamment à des exercices multilatéraux comme le *Rim of the Pacific Exercise*. ¹¹³ Préalablement à l'établissement de leur relation diplomatique bilatérale en 1961, l'Australie a pris part à la guerre de Corée aux côtés de son allié américain où 340 Australiens ont péri. ¹¹⁴ Aujourd'hui, la Corée et l'Australie sont avant tout de véritables partenaires économiques. De fait, comme pour le Japon, les économies coréennes et australiennes sont complémentaires. La Corée fournit des produits manufacturés tels que des voitures ou des équipements de télécommunication ainsi que son expertise tandis que l'Australie lui procure des matières premières, des biens agricoles ainsi que des services. ¹¹⁵ Cette relation commerciale est facilitée depuis 2014 par un accord de libre-échange. La Corée est ainsi devenue le quatrième plus grand partenaire commercial de l'Australie. Les deux pays tentent de renforcer leur lien économique en augmentant leurs niveaux d'investissements réciproques bien que ceux-ci demeurent faibles. ¹¹⁶ Enfin, la relation politique et stratégique que l'Australie entretient avec la Corée du Sud est plus récente que celle avec le Japon et donc bien moins développée, mais les deux États tentent ces dernières années de se rapprocher. La dernière réunion « 2+2 » qui s'est tenue en octobre 2017 n'a fait que confirmer le rapprochement entre Séoul et Canberra. ¹¹⁷ Par ailleurs, l'Australie est un des rares pays à avoir ce type de réunions privilégiées avec les autorités coréennes.

¹¹² A., HONORÉ, *op.cit.*, p.25.

¹¹³ T., STRUYE DE SWIELANDE, B., HELLENDORFF, A., HONORÉ, *op.cit.*, pp.117-128.

¹¹⁴ Ibidem.

¹¹⁵ A., HONORÉ, *op.cit.*, 45p.

¹¹⁶ GOUVERNEMENT AUSTRALIEN, « Republic of Korea Country Brief », *Site du département des affaires étrangères et du commerce* [en ligne], <http://dfat.gov.au/geo/republic-of-korea/pages/republic-of-korea-south-korea-country-brief.aspx> (Page consultée le 9/03/2018).

¹¹⁷ CORBEN, T., « Australia's Growing Security Cooperation with South Korea », in *The Diplomat* [en ligne], <https://thediplomat.com/2017/10/australias-growing-security-cooperation-with-south-korea/> (Page consultée le 18/04/2018).

3.4. Investissement dans les organisations régionales

Afin d'assurer son inclusion dans sa région, l'Australie a adopté un rôle de meneur et de facilitateur dans la construction d'institutions régionales. Cette politique régionaliste est également un moyen d'assurer la stabilité ainsi que ses relations économiques et commerciales avec ses voisins. L'Australie fait partie d'un certain nombre d'institutions.¹¹⁸ Tout d'abord, bien qu'elle ne soit pas membre permanente de l'ASEAN, elle a été le premier pays à devenir en 1974 un partenaire officiel de dialogue.¹¹⁹ Depuis, l'Australie n'a cessé de tenter de renforcer son lien avec les pays de l'ASEAN, montrant une nouvelle fois son enthousiasme pour l'organisation en mars 2018 en accueillant un sommet spécial ASEAN-Australie. Il s'agit pour elle d'une nécessité entre autres parce que les pays membres offrent un marché gigantesque à Canberra, qui a plus commercé avec eux qu'avec le Japon et les États-Unis en 2016-2017.¹²⁰ Ensuite, l'Australie est membre depuis sa création en 1994 du Forum régional de l'ASEAN (ARF).¹²¹ Ce dernier compte 27 membres et sert de forum de dialogue et de consultation sur les questions politiques et sécuritaires de la région. Canberra prend également part depuis sa mise en place en 2005 au Sommet de l'Asie de l'Est (EAS). Ce sommet rassemblant les dirigeants de 18 pays de la région tente de développer le dialogue et la coopération. Il est intéressant de noter que l'ARF et l'EAS comptent parmi leurs membres la Chine, les États-Unis, la Russie, l'Inde ainsi que le Japon et la Corée du Sud. Toutefois, ces deux institutions sont largement menées par les pays de l'ASEAN qui, poussés par le désir de rester centraux dans la région, contraignent les possibilités de ces institutions à aller au-delà de simples déclarations.¹²² L'Australie s'investit également à l'ouest en participant à l'Association des États riverains de l'océan Indien (IORA). Par ailleurs, l'ancien Premier ministre australien Hawke a été à l'initiative, en collaboration avec le Japon, de la création de l'APEC en 1989.¹²³ Cette organisation promeut le dialogue économique pour favoriser la croissance et la prospérité entre ses 21 membres parmi lesquels la Chine et les États-Unis. Les décisions sont prises sur base volontaire et sont non contraignantes. Enfin, l'Australie a proposé la création d'organisations

¹¹⁸ Annexe 4

¹¹⁹ F., ARGOUNÈS, « Quel espace régional pour l'Australie ? Mutations et recompositions des identités australiennes », *op.cit.*, pp.76-98.

¹²⁰ *Composition of Trade Australia 2016-2017*, Canberra: département gouvernemental des affaires étrangères et du commerce, janvier 2018, p.37.

¹²¹ GOUVERNEMENT AUSTRALIEN, « Regional Architecture », *Site du département des affaires étrangère et du commerce* [en ligne], <http://dfat.gov.au/international-relations/regional-architecture/Pages/regional-architecture.aspx> (Page consultée le 9/03/2018).

¹²² A., O'NEIL, « Regional, alliance and global priorities of the Rudd-Gillard governments », in COTTON, J., RAVENHILL, J., *Middle Power Dreaming. Australia in World Affairs 2006-2010*, Melbourne : Oxford, 2011, pp.273-289.

¹²³ Ibidem.

qui ne se sont pas matérialisées. Parmi elles, la Conférence pour la sécurité et la coopération en Asie (CSCA) et la Communauté d'Asie-Pacifique (APC). Cette dernière a été proposée en 2008 par Kevin Rudd estimant qu'il manque un forum unique pour la coopération économique et politique qui rassemble l'ensemble des pays d'Asie-Pacifique.¹²⁴ Toutefois, cette proposition émanant d'un pays perçu comme étranger n'a pas abouti. Cela peut notamment s'expliquer par la crainte des pays de l'ASEAN de perdre leur centralité ainsi que la multiplication du nombre d'institutions régionales amenant certains auteurs à parler de « *noodlebowl* ». ¹²⁵

Chapitre II : entre l'allié traditionnel américain et le partenaire économique chinois

L'Australie est souvent présentée dans la littérature comme tiraillée entre d'une part son histoire, liée à l'Occident et d'autre part sa géographie, assimilée à l'Asie. La relation que l'Australie entretient d'un côté avec les États-Unis et d'un autre côté avec la Chine est représentative de cette situation. Alors que la première se fonde sur un lien sécuritaire et de partage de valeurs, la seconde est essentielle à son économie.

1. L'Australie et les États-Unis : le lien anglo-saxon

1.1.Histoire et évolution de la relation diplomatique

Lorsqu'elle acquiert son indépendance en 1901, l'Australie reste très étroitement liée avec la puissance britannique. Celle-ci lui procure une protection militaire qui pousse les autorités de Canberra à continuer à aligner leur politique étrangère sur celle des Britanniques. Les Australiens participent alors à la guerre des Boers en Afrique du Sud ainsi qu'à la Première Guerre mondiale aux côtés de leur allié.¹²⁶ Au début de la Seconde Guerre mondiale, Canberra va apporter son appui militaire à Londres dans la lutte contre le régime nazi. Toutefois, l'attaque de Pearl Harbor va effrayer les autorités australiennes qui demandent à Churchill une protection militaire supplémentaire pour défendre leur territoire. Plus préoccupés par la guerre qui traverse le continent européen et estimant qu'un contingent suffisant est déjà présent à Singapour, les Anglais refusent. C'est alors que les Japonais attaquent Singapour, provoquant sa chute et l'emprisonnement d'un grand nombre d'Australiens.¹²⁷ Ensuite, l'armée nipponne attaque la ville de Darwin puis le port de Sydney en 1942. À la suite de cette attaque territoriale et du

¹²⁴ T., WILKINS, « Australia and Middle Power Approaches to Asia Pacific Regionalism », *op.cit.*, pp.110-125.

¹²⁵ Ibidem, p.118.

¹²⁶ C., BALSSA, *op.cit.*, 148p.

¹²⁷ B., BOSA, *op.cit.*, pp.5-15.

manque de soutien de l'allié britannique, Canberra décide de se rapprocher d'un État plus puissant et plus à même d'assurer sa sécurité, les États-Unis.¹²⁸ Ainsi, l'américain Douglas Mac Arthur va reprendre le commandement des forces australiennes et repousser les Japonais du Pacifique lors de la bataille de Midway.¹²⁹ À la suite de la guerre, la relation australo-américaine va se sceller par une série d'actes. L'Australie va en effet prendre part aux institutions mises en place sous l'égide de Washington comme l'Organisation des Nations Unies (ONU) ou le Fond monétaire international (FMI). Plus tard, les deux États rejoindront un nombre grandissant d'institutions communes telles que l'OMC, l'ARF, l'APEC, le G20 ou l'OCDE. La relation diplomatique va également évoluer avec la transformation des légations de 1940 en ambassades en 1946.¹³⁰

Par ailleurs, le rapprochement entre Washington et Canberra a été facilité par leurs ressemblances. En effet, « pays neufs, terres de grands espaces, nations de type occidental bâties sur la spoliation et la quasi-extinction des populations autochtones »¹³¹ sont autant de points communs qui lient ces deux États. La clé de voûte de cette relation est sans nul doute le partage de valeurs, de culture et une idéologie commune en faveur du libéralisme démocratique. Ces similarités permettent d'assurer la solidité et la stabilité de la relation. Parlant du lien de son pays avec les États-Unis à l'occasion de la guerre d'Irak, John Howard rappelait que « les relations construites sur la base du partage de valeurs communes sont plus fortes que toute autre relation basée sur des liens essentiellement économiques et stratégiques ».¹³² Ces similarités ont en outre permis à cette relation d'obtenir un large soutien de la part de l'opinion publique australienne. De fait, le lien avec Washington, exception faite de la guerre du Vietnam, n'a jamais connu de véritable contestation de la part des Australiens.¹³³ Au contraire, 70% d'entre eux reconnaissent cette relation comme importante.¹³⁴

Ce tissu diplomatique fort s'est traduit, comme cela avait été le cas avec la Grande-Bretagne par le passé, par des liens économiques denses. Au lendemain de la guerre, l'économie britannique doit se reconstruire alors que celle des Américains est en plein essor. Ceci va

¹²⁸ B., BOSA, *op.cit.*, pp.5-15.

¹²⁹ C., BALSSA, *op.cit.* 148p.

¹³⁰ GOUVERNEMENT AUSTRALIEN, « United States of America Country Brief », *Site du département des affaires étrangères et du commerce* [en ligne], <http://dfat.gov.au/geo/united-states-of-america/Pages/united-states-of-america-country-brief.aspx> (Page consultée le 15/03/2018).

¹³¹ X., PONS, « La culture australienne entre Occident et Orient », in *Pouvoirs*, 2012, Vol.141, n°2, p.142.

¹³² C., BALSSA, *op.cit.*, pp.24-25.

¹³³ G., COULON, *op.cit.*, pp.18-27.

¹³⁴ P., DIBB, « Australia–United States », in TAYLOR, B. (éd.), *Australia as an Asia-Pacific Regional Power: Friendships in Flux?*, Londres : Routledge Security in Asia Pacific, 2012, p.33.

favoriser le rapprochement commercial entre Washington et Canberra. Les États-Unis, première puissance économique au monde, sont actuellement le troisième plus grand partenaire commercial de l'Australie. Ils représentent également le quatrième marché d'exportations australien et le second marché duquel émanent les importations australiennes.¹³⁵ Les échanges entre les deux États ont été facilités dès 2005 avec la signature d'un accord de libre-échange. Par ailleurs, l'allié américain est le plus important partenaire de l'Australie en matière d'investissements. En 2016, le stock d'investissements américains en Australie s'élevait à 861 milliards de dollars.¹³⁶

L'Australie apporte son soutien aux États-Unis et au modèle promu par cette superpuissance d'après-guerre. De la sorte, Canberra s'assure un accès direct aux décideurs américains.¹³⁷ Plusieurs rencontres entre les hauts représentants des deux pays ont d'ailleurs lieu chaque année. Cela permet à l'Australie de faire connaître ses positions et d'exercer une influence sur la prise de décision américaine. Par ailleurs, cette alliance permet à Canberra d'accroître significativement son influence sur la scène internationale.¹³⁸ En contrepartie, cette union offre aux États-Unis une présence dans la région asiatique et sert de pont vers les puissances qui y sont implantées.¹³⁹

1.2. Une alliance défensive traditionnelle

Le lien sécuritaire qui va se tisser durant la Seconde Guerre mondiale va se concrétiser par la signature d'un Traité de sécurité entre l'Australie, la Nouvelle-Zélande et les États-Unis (ANZUS). Cette alliance, signée à San Francisco en 1951 et entrée en vigueur en 1952, oblige les trois parties à se consulter sur les questions sécuritaires ainsi qu'à agir communément contre les menaces partagées tant que cela est conforme à leur processus constitutionnel.¹⁴⁰ L'ANZUS s'inscrit en fait dans le choix australien de se reposer sur le protectorat d'une grande puissance pour assurer sa défense. En tant que puissance moyenne et en raison de sa population réduite, l'Australie dispose d'une force de défense relativement limitée. Sa sécurité repose donc, jusqu'à présent, en grande partie sur son allié lointain américain.¹⁴¹ À la suite de la Seconde Guerre mondiale, la principale frayeur pour Canberra émanait de la possibilité d'une nouvelle attaque

¹³⁵ *Composition of Trade Australia 2016-2017, op.cit.*, pp.37-38.

¹³⁶ GOUVERNEMENT AUSTRALIEN, « United States of America Country Brief », *op.cit.*

¹³⁷ M., MCKINLEY, V., ROIRON, *op.cit.*, pp.359-371.

¹³⁸ P., DIBB, « Australia–United States », *op.cit.*, pp.33-49.

¹³⁹ C., BALSSA, *op.cit.*, 148p.

¹⁴⁰ GOUVERNEMENT AUSTRALIEN, « United States of America Country Brief », *op.cit.*

¹⁴¹ T., STRUYE DE SWIELANDE, B., HELLENDORFF, A., HONORÉ, *op.cit.*, pp.117-128.

japonaise. Cette menace va peu à peu se dissiper et laisser place à celle de l'avancée du communisme dans les années 50 particulièrement en Chine et en Russie.¹⁴² C'est cet évènement qui va d'ailleurs pousser Washington à conclure l'ANZUS qui de facto va soutenir la stratégie de la *forward defence* de l'Australie. Cette stratégie vise à attaquer la menace avant qu'elle ne puisse atteindre l'île australienne. Cette *forward defence* sera cependant abandonnée à la suite de l'échec de la guerre du Vietnam¹⁴³ et réinstaurée après la crise asiatique de 1997-98 et les attentats de 2001.¹⁴⁴ Grâce à l'ANZUS, les Américains ont apporté l'assurance aux Australiens d'une protection nucléaire et d'une intervention en cas de menace pour autant que Washington n'ait pas besoin de mobiliser son armée pour un risque plus direct.¹⁴⁵ Aujourd'hui, les dangers potentiels pour l'Australie émanent davantage de l'instabilité régionale et de certains États ainsi que du terrorisme.

L'engagement défensif pris à la fin de la Seconde Guerre mondiale va être réaffirmé et renforcé au fil des années. Ainsi, les deux États vont se lancer dans une série de luttes communes comme celles contre la prolifération des armes nucléaires ou le terrorisme. En 1985, la consultation entre les deux États est renforcée par la création d'un forum annuel de consultation interministériel (AUSMIN).¹⁴⁶ Accueilli à tour de rôle par l'Australie et les États-Unis, il réunit les ministres des Affaires étrangères et de la Défense des deux pays ainsi que des membres de leurs armées respectives. En 2004, Washington et Canberra augmentent l'interopérabilité de leurs forces armées grâce à un nouvel accord et réitèrent dans le même temps leur coopération en matière de défense antimissile.¹⁴⁷ Dix ans plus tard, les deux États améliorent leur coopération défensive et sécuritaire grâce à un *Force Posture Agreement*. Ce dernier accroît l'interopérabilité par la tenue d'exercices communs et de repositionnement des forces armées. Il prévoit également la rotation annuelle de Marines dans la base militaire de Darwin et de l'aviation américaine en Australie.¹⁴⁸ Les forces armées australo-américaines ont également

¹⁴² D., WALTON, *op.cit.*, 159p.

¹⁴³ C., BALSSA, *op.cit.*, 148p.

¹⁴⁴ F., ARGOUNÈS, « Quel espace régional pour l'Australie ? Mutations et recompositions des identités australiennes », *op.cit.*, pp.76-98.

¹⁴⁵ M., MCKINLEY, V., ROIRON, *op.cit.*, pp.359-371.

¹⁴⁶ A., HOUSTON, « A Short Guide to AUSMIN », *Site du Lowy institute* [en ligne], <https://www.lowyinstitute.org/the-interpreter/short-guide-ausmin> (Page consultée le 15/03/2018).

¹⁴⁷ C., BALSSA, *op.cit.*, 148p.

¹⁴⁸ GOUVERNEMENT DES ÉTATS-UNIS, « U.S. Relations with Australia », *Site du département d'État* [en ligne], <https://www.state.gov/r/pa/ei/bgn/2698.htm> (Page consultée le 16/03/2018).

tenu en 2017 leur exercice militaire conjoint « Talisman Sabre ».¹⁴⁹ À ces réaffirmations bilatérales de l'alliance vient s'ajouter un dialogue sécuritaire trilatéral avec le Japon.¹⁵⁰

Les engagements sécuritaires conclus entre l'Australie et les États-Unis depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale présentent des avantages très importants. Ils permettent d'abord à l'Australie de ne pas devoir accroître son budget accordé à la défense tout en assurant sa sécurité. Ensuite, l'alliance donne accès à Canberra aux avancées militaires américaines. Entre autres, l'Australie bénéficie des équipements de pointe américains en matière de défense, de communication, d'armements ou encore de satellites.¹⁵¹ Les deux États partagent également de nombreux renseignements stratégiques et des données scientifiques.¹⁵² L'alliance australo-américaine comprend aussi un partage technologique particulièrement intéressant pour l'Australie qui peut dès lors maintenir une certaine supériorité dans ce domaine par rapport aux autres États de sa région et cela à un coût peu élevé. Les forces armées des deux pays augmentent leurs capacités grâce à des formations et entraînements communs. L'ensemble de ces échanges permet in fine à l'Australie d'augmenter sa crédibilité dans sa région. Les États-Unis trouvent eux aussi certains avantages dans cette alliance militaire. En effet, elle offre à Washington un allié stable dans le sud Pacifique et un passage garanti entre les océans Pacifique et Indien. En d'autres termes, Canberra donne la possibilité à Washington de disposer d'une présence stratégique dans sa région. L'alliance défensive donne également accès aux infrastructures et capacités militaires australiennes.

Cependant, cette alliance défensive implique également certains coûts pour l'Australie. De fait, Canberra, voulant gagner les faveurs de son allié et devant lui démontrer sa loyauté, a pris part à l'ensemble des guerres menées par Washington. Ainsi, l'ADF a participé à la guerre de Corée, du Vietnam et du Golfe en tant qu'appui à l'armée américaine.¹⁵³ Les attentats commis sur le sol américain en septembre 2001 vont pousser l'Australie à invoquer pour la première fois l'ANZUS. Il en résulte que les Australiens vont se ranger aux côtés des Américains dans les guerres d'Afghanistan, d'Irak et plus largement contre le terrorisme. Le coût de l'ensemble de ces participations est élevé pour Canberra d'abord sur le plan des pertes humaines. Ensuite, l'Australie est de plus en plus perçue comme l'allié qui ne sait pas dire non, d'où son surnom

¹⁴⁹ GOUVERNEMENT AUSTRALIEN, « Exercise Talisman Sabre 2017 », *Site du département de la défense* [en ligne], <http://www.defence.gov.au/Exercises/TS17/> (Page consultée le 16/03/2018).

¹⁵⁰ GOUVERNEMENT DES ÉTATS-UNIS, « U.S. Relations with Australia », *op.cit.*

¹⁵¹ P., DIBB, « Australia–United States », *op.cit.*, pp.33-49.

¹⁵² M., MCKINLEY, V., ROIRON, *op.cit.*, pp.359-371.

¹⁵³ F., ARGOUNÈS, « L'Australie : la tentation de la puissance régionale », *op.cit.*, pp.103-116.

de « shérif adjoint » des États-Unis.¹⁵⁴ Cette impression accentue la difficulté d'intégration dans la région asiatique. De plus, alors que l'Australie a toujours participé aux guerres menées par les Américains, le contraire n'est pas vrai. Ainsi, les États-Unis ne sont pas intervenus aux côtés des Australiens en Malaisie en 1964.¹⁵⁵ Cela est révélateur de l'influence limitée de la puissance moyenne australienne sur le géant américain. Cela démontre également que cette relation ne peut pas être prise pour acquise. L'ensemble de ces inconvénients laissent à penser que « [l']Australie est toujours intervenue avec les États-Unis, le plus souvent pour s'assurer de préserver l'alliance américaine plutôt que pour défendre ses propres intérêts »¹⁵⁶.

2. L'Australie et la Chine : le lien asiatique

2.1.Histoire et évolution de la relation diplomatique

Les premiers liens diplomatiques entre la Chine et l'Australie remontent à 1941. Durant la Seconde Guerre mondiale, les deux États font face à un ennemi commun : le Japon. Pour lutter contre cette menace, Pékin et Canberra vont s'unir aux côtés des Alliés.¹⁵⁷ C'est donc dans ce contexte de tension et non pour des raisons économiques ou politiques que les deux États nouent leurs premiers contacts diplomatiques. Une fois cette menace écartée, la relation sino-australienne va se détériorer. En effet, en 1949 le Parti communiste chinois (PCC) avec à sa tête Mao Zedong va prendre le pouvoir et proclamer la République populaire de Chine (RPC). Tchang Kai-chek, membre du Kuomintang et jusque-là à la tête de la Chine, fuit vers Taïwan et y déclare la République de Chine. Le gouvernement australien de Menzies prend la décision de ne pas reconnaître la RPC. Cet acte s'explique d'une part par la frayeur des autorités australiennes de voir le communisme avancer dans leur région et constituer une menace sécuritaire croissante.¹⁵⁸ D'autre part, la décision australienne s'explique par son besoin de rapprochement avec les États-Unis. En effet, pour consolider l'alliance naissante avec Washington, il fallait que Canberra soutienne les Américains dans leur politique de guerre froide. John Foster Dulles en visite à Canberra en 1951 après la signature de l'ANZUS n'a pas manqué de le rappeler à son nouvel allié. Dulles demanda en effet aux Australiens de soutenir les États-Unis dans leur non-reconnaissance de la RPC. En contrepartie, Washington

¹⁵⁴ A., HONORÉ, *op.cit.*, 45p.

¹⁵⁵ C., BALSSA, *op.cit.*, 148p.

¹⁵⁶ Ibidem, p.28.

¹⁵⁷ W., LIU, Y., HAO, *op.cit.*, pp.367-394.

¹⁵⁸ S., SHERLOCK, *Australia's Relations with China: What's the Problem?*, Australie : département de la librairie parlementaire, 1996-97, 17p.

s'engageait à prendre en compte les inquiétudes australiennes dans la négociation du traité de paix avec le Japon.¹⁵⁹

Durant la fin des années 70, les relations entre l'Australie et la RPC vont toutefois commencer à se réchauffer grâce à l'arrivée au pouvoir de Deng Xiaoping et à l'invasion du Cambodge par le Vietnam.¹⁶⁰ Le premier évènement va changer la politique du gouvernement chinois qui va davantage prôner la stabilité internationale pour garantir sa croissance économique. La Chine va également tenter de se rapprocher de l'Occident à cette époque.¹⁶¹ Ce changement de cap va réduire les inquiétudes australiennes face aux risques révolutionnaires de la RPC. De plus, le conflit cambodgien va créer un alignement stratégique entre la Chine et les États-Unis. Au vu de ce contexte, le rapprochement sino-australien paraissait moins incompatible avec l'alignement australo-américain.¹⁶² En 1971, la RPC est admise par une motion au sein des Nations Unies.¹⁶³ L'arrivée au pouvoir du parti travailliste australien en 1972 va définitivement sceller ce rapprochement. Le gouvernement de Whitlam va en effet décider de reconnaître officiellement la RPC comme l'unique gouvernement chinois¹⁶⁴ et donc de retirer sa reconnaissance au gouvernement de Taïwan. Washington n'officialisera sa reconnaissance de la RPC que sept années plus tard malgré la visite de Nixon en Chine en 1972. Après avoir rétabli son lien diplomatique avec la Chine, l'Australie va ouvrir une ambassade à Pékin en 1973 qui va favoriser l'accélération du rapprochement politique, économique et culturel.

Pékin et Canberra vont renforcer leur relation jusqu'en juin 1989. Cette année-là, l'armée chinoise s'en prend violemment à des manifestants sur la place Tiananmen à Pékin. Ces protestataires étaient pourtant venus pacifiquement plaider en faveur de la démocratie. Ces répressions de la part de l'armée vont être lourdement sanctionnées par la communauté internationale. Canberra suivit ce mouvement et décida entre autres de suspendre toutes les visites de hauts représentants.¹⁶⁵ Néanmoins, forcées de constater que le lien avec la Chine, notamment économique, était déjà trop important à cette époque que pour être rompu, les autorités australiennes ont décidé de lever les sanctions dès 1990.¹⁶⁶ Les évènements de

¹⁵⁹ M., WESLEY, « Australia-China », in TAYLOR, B. (éd.), *Australia as an Asia-Pacific Regional Power: Friendships in Flux?*, Londres : Routledge Security in Asia Pacific, 2012, pp.60-79.

¹⁶⁰ Ibidem.

¹⁶¹ S., SHERLOCK, *op.cit.*, 17p.

¹⁶² M., WESLEY, « Australia-China », *op.cit.*, pp.60-79.

¹⁶³ W., LIU, Y., HAO, *op.cit.*, pp.367-394.

¹⁶⁴ Ibidem.

¹⁶⁵ M., WESLEY, « Australia-China », *op.cit.*, pp.60-79.

¹⁶⁶ S., SHERLOCK, *op.cit.*, 17p.

Tiananmen sont en fait révélateurs d'une faiblesse du lien sino-australien à savoir la différence flagrante de valeurs et de systèmes culturels. Alors que la puissance moyenne australienne se veut le chantre du respect des droits de l'homme, la Chine les a lourdement bafoués en réprimant une manifestation pacifique. Ce n'est ici qu'un exemple parmi d'autres des différences historiques, sociétales ou encore de système politique entre une Chine socialiste aux valeurs orientales et une Australie parlementaire et démocratique aux valeurs occidentales.¹⁶⁷ Plus la relation bilatérale devient importante plus les différences sont visibles et s'amplifient. Ces antagonismes couplés aux politiques migratoires mises en place par les différents gouvernements de Canberra vont souvent provoquer des mouvements anti-chinois en Australie. De fait, pour augmenter le nombre de citoyens sur son territoire, Canberra a généralement prôné des politiques d'ouverture migratoire.¹⁶⁸ Il en a résulté des flux de population importants venus notamment d'Asie et particulièrement de Chine dès le milieu du 19^e siècle qui n'ont pas nécessairement répondu aux attentes de la population d'origine plus occidentale. La *White Australia Policy*¹⁶⁹, instaurée en 1901, est représentative de ce mouvement anti-chinois.¹⁷⁰ Néanmoins, ces politiques n'ont pas empêché les Chinois d'arriver en masse sur le territoire australien si bien qu'aujourd'hui, le chinois est la seconde langue la plus parlée après l'anglais.¹⁷¹ Même si récemment, seuls 10% des Australiens pouvaient concevoir une relation stratégique proche avec la Chine¹⁷², les relations civiles bilatérales se sont améliorées, et ce grâce à une série de changements. D'abord, l'Australie et la Chine ont mis en place un dialogue bilatéral sur les droits humains depuis 1997.¹⁷³ Ce mécanisme permet de mettre en lumière les manquements chinois et d'apporter une aide concrète de la part de l'Australie pour y remédier. Pour Liu et Hao, les différends entre les deux pays sur la question des droits de l'homme sont inévitables, mais sont incapables d'entraîner un réel conflit entre Pékin et Canberra.¹⁷⁴ Ensuite,

¹⁶⁷ C., SEN, J., XIONG, « The dilemma of interdependence: current features and trends in Sino-Australian relations », in *Australian Journal of International Affairs*, 2012, Vol.66, n°5, pp.579-597.

¹⁶⁸ Les politiques migratoires de l'Australie sont cependant très contrôlées et favorisent l'immigration qualifiée. Seuls les migrants légaux sont aujourd'hui accueillis sur le territoire australien, d'où les controverses autour de la politique de Canberra à l'égard des réfugiés.

¹⁶⁹ La White Australia Policy fait référence à la loi de restriction de l'immigration adoptée en 1901 par la nouvelle fédération australienne. L'objectif était d'interdire l'immigration ne provenant pas de pays européens et ce grâce à un test de langue. Une des principales motivations était d'empêcher l'arrivée de Chinois sur le territoire australien, la relation entre les deux États étant mauvaise à cette époque. Cette politique sera de plus en plus abandonnée dès les années 1950 ce qui facilitera l'arrivée massive de populations asiatiques.

¹⁷⁰ S., SHERLOCK, *op.cit.*, 17p.

¹⁷¹ GOUVERNEMENT AUSTRALIEN, « China Country Brief », *Site du département des affaires étrangères et du commerce* [en ligne], <http://dfat.gov.au/geo/china/pages/china-country-brief.aspx> (Page consultée le 20/03/2018).

¹⁷² G., COULON, *op.cit.*, pp.18-27.

¹⁷³ W., LIU, Y., HAO, *op.cit.*, pp.367-394.

¹⁷⁴ Ibidem.

les échanges touristiques et éducationnels ont drastiquement augmenté ces dernières années entre les deux États, facilitant dès lors la communication entre les peuples et la compréhension de l'autre. Ainsi, 157 000 étudiants chinois sont venus étudier en Australie en 2016 et 1,2 million de Chinois ont visité l'île. Dès lors, la Chine est la plus grande source d'étudiants étrangers pour l'Australie et le second pays qui contribue à l'arrivée de touristes.¹⁷⁵ De plus, les prises de positions communes notamment sur les changements climatiques, la non-prolifération nucléaire ou encore le contre-terrorisme favorisent la meilleure entente entre les deux peuples.¹⁷⁶

La relation entre Pékin et Canberra a connu un autre épisode de recul en 1996 avec la crise de Taïwan sur laquelle nous reviendrons par la suite. Le sentiment de méfiance de la Chine à l'égard de l'Australie va s'accroître lorsqu'en juillet de la même année, Washington et Canberra vont réaffirmer leur engagement sécuritaire lors de l'AUSMIN. Celui-ci sera interprété comme le renforcement de la stratégie américaine anti-chinoise. La visite du Dalai-Lama en Australie viendra rajouter du feu aux poudres avant que les tensions ne retombent à la suite de la rencontre du Premier ministre australien et du Président chinois à Manille.¹⁷⁷ Malgré leurs divergences et les épisodes de tension que les deux pays ont connus et connaissent toujours¹⁷⁸, leur lien diplomatique s'est renforcé au fil des années. Dès 2003, l'Australie fait connaître son intention dans son Livre blanc d'établir une « relation stratégique » avec la Chine.¹⁷⁹ Par le choix de ce terme, Canberra entend éviter de nuire à sa relation privilégiée avec l'allié américain tout en se rapprochant de Pékin. La même année, le Président chinois Hu Jintao se rend en visite en Australie. Il prend alors part à une réunion au Parlement australien ce qui affirme le rapprochement important entre les deux États.¹⁸⁰ L'arrivée au pouvoir en Australie de la travailliste Julia Gillard va marquer un important renforcement de la relation sino-australienne. En 2013, Gillard se rend à Pékin et conclut un partenariat stratégique entre les deux États. Ce dernier prévoit notamment les rencontres annuelles des Premiers ministres.¹⁸¹ Il

¹⁷⁵ GOUVERNEMENT AUSTRALIEN, « China Country Brief », *op.cit.*

¹⁷⁶ C., SEN, J., XIONG, *op.cit.*, pp.579-597.

¹⁷⁷ S., SHERLOCK, *op.cit.*, 17p.

¹⁷⁸ En 2017, la relation entre la Chine et l'Australie a été à nouveau fragilisée. L'Australie, dont la législation autorise les dons étrangers à ses partis politiques, a accusé la Chine de s'être ingérée grâce à ce moyen dans les affaires intérieures de son pays. En réaction, le porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères a exprimé que « ces remarques sans fondement peuvent [...] nuire au fondement de la confiance et de la coopération mutuelles ». (R., PERELMAN, « Australie : Ingérence chinoise... et réactions », in *Asia21*, 2018 [en ligne], <https://www.asie21.com/2018/01/17/australie-ingerence-chinoise-et-reactions/>.)

¹⁷⁹ M., WESLEY, « Australia-China », *op.cit.*, pp.60-79.

¹⁸⁰ W., LIU, Y., HAO, *op.cit.*, pp.367-394.

¹⁸¹ C., BALSSA, *op.cit.*, 148p.

est important de noter que l'Australie est seulement le quatrième pays à obtenir un tel accord avec la Chine après la Grande-Bretagne, l'Allemagne et la Russie.¹⁸² Anthony Abbott continuera par la suite de renforcer la relation bilatérale.¹⁸³ Les deux États décrivent aujourd'hui leur relation comme un « comprehensive strategic partnership »¹⁸⁴, ce qui reflète également l'importance grandissante que la Chine accorde à l'Australie.

2.2. Une interdépendance économique

Bien que l'opinion publique australienne soit sceptique sur la relation stratégique entre l'Australie et la Chine, elle l'est beaucoup moins sur l'importance économique de Pékin. Une étude menée par la BBC en 2013 révèle en ce sens que 76% des Australiens perçoivent la Chine comme le partenaire économique le plus important de leur pays contre seulement 16% en faveur des États-Unis.¹⁸⁵ Ces chiffres sont bien évidemment influencés par la réalité qui voit les économies australienne et chinoise se rapprocher de plus en plus au fil des années. La Chine est ainsi devenue le premier partenaire commercial de l'Australie en 2007, devançant le Japon qui détenait ce rang depuis le début des années 70.¹⁸⁶

La croissance de la relation économique et commerciale bilatérale s'explique par la complémentarité des deux États et l'essor de la Chine. Le développement de l'économie chinoise nécessite de très importantes importations en matières premières et en énergie. Comme le soulignent Sen et Xiong, « economic interdependence between China and Australia is based upon China's intense need for Australia's resources to fuel its rapid economic development »¹⁸⁷. Ceci explique qu'en 2016-2017, les deux biens australiens les plus exportés vers la Chine sont le minerai de fer et le charbon. On retrouve également dans le top 20 des exportations vers la Chine du cuivre, de l'or, de l'aluminium, du pétrole brut, des minéraux bruts ainsi que du coton et des produits agricoles. L'Australie a donc développé « sa niche diplomatique comme principal fournisseur de la Chine en matières premières. Cette spécialisation lui confère une quantité non négligeable d'influence, étant devenue indispensable à Pékin »¹⁸⁸. Pour sa part, l'Australie importe principalement de la Chine des produits manufacturés tels que des ordinateurs, du matériel de télécommunication et des vêtements. Canberra permet donc à Pékin

¹⁸² W., LIU, Y., HAO, *op.cit.*, pp.367-394.

¹⁸³ C., CHAUF AUX, *Le numéro d'équilibriste australien en Asie-Pacifique*, Paris : ANAJ – IHEDN, 2016.

¹⁸⁴ GOUVERNEMENT AUSTRALIEN, « China Country Brief », *op.cit.*

¹⁸⁵ W., LIU, Y., HAO, *op.cit.*, pp.367-394.

¹⁸⁶ Résumé de conférence par Sophie Boisseau du Rocher, MARQUE, B., « Australie : les intérêt géo-stratégiques d'une puissance moyenne dans un monde en transition », *op.cit.*

¹⁸⁷ C., SEN, J., XIONG, *op.cit.*, p.584.

¹⁸⁸ A., HONORÉ, *op.cit.*, p.30.

de satisfaire ses besoins en matières premières et énergies alors qu'inversement, Pékin fournit les produits manufacturés nécessaires à la consommation australienne. En plus d'être complémentaires, ces échanges sont mutuellement bénéfiques. Ils permettent d'un côté à la Chine de maintenir une croissance très élevée. D'un autre côté, l'Australie bénéficie de cette demande chinoise importante faisant ainsi de la Chine le plus gros contributeur à sa croissance économique ces dernières années.¹⁸⁹ La demande émanant de l'économie chinoise a en outre permis de compenser les difficultés rencontrées par les marchés européens et américains. De plus, « la pression qu'exerce la demande chinoise sur les prix des matières premières augmente indirectement la valeur des exportations australiennes »¹⁹⁰.

Les chiffres publiés sur le commerce australien au courant des années 2016-2017 prouvent que cette relation économique bilatérale continue à se renforcer. La Chine est le premier partenaire d'échange de biens et de services et représente 23,8% de la part totale des échanges australiens contre 9,3% pour le Japon arrivant en second et 9% pour les États-Unis.¹⁹¹ Le marché chinois est celui vers lequel l'Australie exporte le plus alors qu'il constitue également la première source d'importations australiennes. Ces dernières ont globalement augmenté ces cinq dernières années. Les exportations vers la Chine ont également connu une hausse de 44% entre 2015-2016 et 2016-2017. Ces dernières années, le commerce de services entre les deux États a particulièrement évolué.¹⁹² Il a en effet progressé de 10,8% en moyenne par année au cours de la dernière décennie. La croissance des services a été menée par l'exportation de l'éducation et les services de voyages personnels divers, cette dernière catégorie étant largement dominée par les voyages de loisir. Ceci confirme l'attrait des étudiants, mais également des touristes chinois pour le territoire australien. Enfin, bien qu'ils ne constituent pas la clé de voûte de la relation économique bilatérale, les investissements entre les deux partenaires continuent d'augmenter particulièrement dans les secteurs des matières premières, de l'agriculture, du tourisme et dans les infrastructures. En 2016, la Chine était le cinquième plus grand investisseur direct en Australie.¹⁹³

Enfin, le lien économique entre la Chine et l'Australie s'est encore renforcé le 17 juin 2015 grâce à la signature d'un accord de libre-échange (ChAFTA). Ce dernier est entré en vigueur le

¹⁸⁹ T., STRUYE DE SWIELANDE, B., HELLENDORFF, A., HONORÉ, *op.cit.*, pp.117-128.

¹⁹⁰ B., HELLENDORFF, *Entre l'Aigle et le Dragon : L'Australie à l'heure des choix face à la Chine*, Louvain-la-Neuve : Chaire InBev Baillet-Latour, coll. « note d'analyse », n°17, 2012, 37p.

¹⁹¹ Annexe 5

¹⁹² Annexe 6

¹⁹³ GOUVERNEMENT AUSTRALIEN, « China Country Brief », *op.cit.*

20 décembre de la même année, levant dans la foulée les taxes sur 86% de la valeur de l'ensemble des biens australiens exportés vers la Chine.¹⁹⁴ Avec la mise en œuvre complète de l'accord, ce chiffre devrait s'élever à 96%. À l'occasion de la signature du ChAFTA, le ministre du Commerce et des Investissements australien a souligné le fait que « China, with its population of 1,4 billion people and rapidly rising middle class, presents enormous opportunities for Australian businesses well into the future »¹⁹⁵. Comme le souligne ce discours, la relation économique sino-australienne devrait continuer à se renforcer dans les années à venir. Il en résulte que le partenaire chinois est amené à rester central dans le développement et la survie de l'économie australienne. Au regard de ce qui vient d'être établi concernant la relation entre Pékin et l'Australie, il est finalement important de noter que « [t]he real novelty of the 'rise of China' for Australia [...] has been that the nation's largest trading partner and growing investor was neither a security guarantor nor a country with which there was any deep sense of shared culture, values or institutions »¹⁹⁶.

Chapitre III : déséquilibre de la hiérarchie internationale

Il vient d'être démontré que depuis la seconde moitié du 20^e siècle, Canberra a dessiné une dichotomie entre ses intérêts sécuritaires et économiques. Les premiers sont dépendants de son allié américain tandis que les seconds sont liés au partenaire chinois. Cette configuration a contraint l'Australie à établir un équilibre solide entre son histoire et sa géographie, entre Washington et Pékin, pour garantir ses intérêts. Si jusqu'à présent, elle est parvenue à maintenir l'harmonie, les changements à l'œuvre dans l'ordre international depuis le début du 21^e siècle constituent un défi grandissant. Les États-Unis subissent une phase de déclin relatif tandis que la Chine monte en puissance. Les hiérarchies régionale et internationale sont bousculées et « les paramètres qui structuraient jusqu'au début du siècle les intérêts de l'Australie sont en pleine mutation »¹⁹⁷. L'équilibre que l'Australie avait jusqu'ici réussi à établir est de plus en plus précaire. Cette partie s'intéresse aux changements à l'œuvre en Asie-Pacifique et aux implications pour les relations de Canberra avec Washington et Pékin.

¹⁹⁴ GOUVERNEMENT AUSTRALIEN, « China Country Brief », *op.cit.*

¹⁹⁵ GOUVERNEMENT AUSTRALIEN, « China-Australia Free Trade Agreement (ChAFTA) », *Site de la commission du commerce et de l'investissement* [en ligne], <https://www.austrade.gov.au/Australian/Export/Free-Trade-Agreements/chafta> (Page consultée le 19/03/2018).

¹⁹⁶ J., COTTON, J., RAVENHILL, « Middle power dreaming: Australian Foreign Policy during the Rudd-Gillard governments », *op.cit.*, p.10.

¹⁹⁷ Résumé de conférence par Sophie Boisseau du Rocher, MARQUE, B., « Australie : les intérêt géo-stratégiques d'une puissance moyenne dans un monde en transition », *op.cit.*

1. D'une hégémonie à une hiérarchie duale

La région Asie-Pacifique est le centre économique et démographique du 21^e siècle. Elle est également le théâtre sur lequel le déséquilibre de la hiérarchie mondiale est le plus visible. Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale et jusque dans les années 90, les États-Unis étaient largement reconnus comme la puissance hégémonique en Asie de l'Est. Washington constituait la source première de sécurité dans la région, mais aussi de commerce et d'investissements. La domination américaine dans cette région lointaine était assurée par son réseau d'alliances « *hub and spoke* ». Ce dernier, fondé sur une série de relations bilatérales notamment avec le Japon, la Corée du Sud, les Philippines, la Thaïlande et l'Australie, permettait à Washington de projeter son influence grâce à un ancrage politique et géographique en Asie-Pacifique.¹⁹⁸ Toutefois, depuis le début du 21^e siècle et en particulier la crise financière de 2008, les États-Unis connaissent globalement une phase de déclin relatif.¹⁹⁹ Ce dernier se décline tant dans le domaine économique que militaire et idéologique. Dans le même temps, la Chine connaît actuellement une phase de croissance, surtout économique, très rapide. Ces changements sont le reflet du mouvement d'ascenseur que peut connaître la puissance d'un État, comme mis en avant par Organski. Il en résulte que bien que les États-Unis continuent à jouer un rôle primordial en Asie-Pacifique, leur domination n'est plus que relative. Pour Ikenberry, une « hiérarchie duale »²⁰⁰ est en train de se dessiner en Asie-Pacifique où Washington détient le rôle principal au niveau sécuritaire et Pékin domine économiquement. Cette configuration accroît la compétition hégémonique entre les deux États non seulement pour le leadership régional, mais aussi international.²⁰¹

La hiérarchie économique de l'Asie-Pacifique est aujourd'hui largement dominée par la Chine. Sa montée en puissance a débuté avec l'arrivée de Xiaoping au pouvoir qui, prenant exemple sur les tigres asiatiques et le modèle japonais, va ouvrir son pays au reste du monde et miser sur les exportations pour se développer.²⁰² La Chine a depuis connu une croissance exceptionnelle et est devenue la deuxième puissance économique mondiale en 2010, derrière les États-Unis. Le taux de croissance chinois a longtemps avoisiné les 10% par an. En 2016, il était évalué par

¹⁹⁸ J., IKENBERRY, « Between the Eagle and the Dragon: America, China, and Middle State Strategies in East Asia », in *Political Science Quarterly*, 2015, Vol.131, n°1, pp.9-43.

¹⁹⁹ E., TODD, *op.cit.*, 293p.

²⁰⁰ Q., DELARUE, *Le pivot vers l'Asie : l'hégémonie américaine en jeu ?*, Paris : IRIS, coll. « Asia-focus », n°4, Novembre 2016, 16p.

²⁰¹ J., IKENBERRY, *op.cit.*, pp.9-43.

²⁰² B., HELLENDORF, B. ROUPPERT, *Le « pivot » américain vers l'Asie : conséquences sur le système de défense antimissile américain, asiatique et européen*, Bruxelles : GRIP, coll. « Les rapports du GRIP », n°6, 2013, 31p.

la Banque mondiale à 6,7%. Bien qu'il ait connu une baisse, ce taux de croissance est toujours largement supérieur aux 1,6% des États-Unis. Selon un rapport du Conseil de l'Intelligence nationale de 2012, à ce rythme la Chine deviendra la première puissance économique mondiale avant 2030.²⁰³ De plus, grâce à son adhésion à l'OMC en 2001, la part du commerce extérieur dans le PIB chinois a fortement augmenté. La domination économique chinoise en Asie-Pacifique est particulièrement visible au vu de la distribution des partenaires commerciaux. Ainsi, alors qu'au début du siècle les États-Unis étaient le principal partenaire commercial de la plupart des pays asiatiques, la Chine les a aujourd'hui détrônés. Cette tendance se vérifie également au niveau mondial puisqu'en 2006, 127 pays avaient Washington pour premier partenaire contre 70 pour Pékin alors qu'en 2011, les États-Unis n'en comptaient plus que 76 contre 124 pour la Chine.²⁰⁴ Cette dernière tente toujours de renforcer ses partenariats commerciaux et d'investissements dans la région. Les dirigeants chinois espèrent en fait que la puissance économique se transformera à terme en influence politique.²⁰⁵ Il est toutefois important de noter que la Chine fait face à un danger important pour assurer la continuité de sa croissance: sa dépendance. Pékin dépend pour son développement de ses importations énergétiques, mais aussi de matières premières lesquelles transitent majoritairement par la mer. Il en découle une nécessité pour Pékin d'assurer sa libre navigation et son accès aux routes maritimes. Face à une Chine grandissante économiquement et de plus en plus dépendante de ses importations, l'Australie a un rôle important à jouer. Canberra doit acquérir un statut de fournisseur indispensable d'énergie, de ressources naturelles et de matières premières. Ce rôle stratégique lui permettrait d'augmenter son influence relative sur les décideurs chinois.²⁰⁶

Dans les domaines militaire et sécuritaire, les États-Unis continuent de dominer l'Asie-Pacifique. Washington dispose de la plus grande armée au monde et ses dépenses militaires représentent toujours 3,28% de son PIB en 2016, soit à peu près 611 milliards de dollars.²⁰⁷ La Chine est encore très loin de détrôner les Américains puisqu'elle a consacré un peu moins de 2% de son PIB à ses dépenses militaires, soit environ 215 milliards de dollars. Sur le terrain, Washington peut également toujours compter sur son réseau d'alliances pour asseoir sa présence militaire. Comme la suite de ce travail le démontrera, le pivot asiatique a encore

²⁰³ H.R., NAU, *Perspectives on International Relations: Power, Institutions, and Ideas*, Los Angeles : CQ Press, 2015, p.214.

²⁰⁴ T. HAMEL, *op.cit.*, pp.123-140.

²⁰⁵ A., EKMAN, « Asie-Pacifique : la priorité de la politique étrangère chinoise », in *Politique étrangère*, 2014, Vol.79, n°3, pp.11-22.

²⁰⁶ B., HELLENDORFF, *Entre l'Aigle et le Dragon : L'Australie à l'heure des choix face à la Chine*, *op.cit.*, 37p.

²⁰⁷ Données de la Banque mondiale.

renforcé ses positions militaires en Asie-Pacifique. Bien que les États-Unis restent de loin la puissance sécuritaire dominante dans la région, il ne faut pas pour autant négliger l'avancée chinoise. Depuis les années 90, Pékin a commencé à moderniser et agrandir son armée. Ces dix dernières années, la Chine a augmenté de plus de 132% ses dépenses militaires.²⁰⁸ De plus, depuis la chute de l'URSS et la disparition de cette menace continentale, la Chine s'est concentrée sur le développement de ses forces aériennes, navales et nucléaires. L'avancée maritime de Pékin a notamment été rendue visible en 2017 avec l'inauguration de son deuxième porte-avions. Les besoins énergétiques chinois expliquent en partie cette croissance militaire visant à assurer ses intérêts.²⁰⁹ Le développement naval chinois pourrait lui permettre d'atteindre la seconde chaîne d'îles²¹⁰ d'ici 2020, ce qui serait en contradiction avec les intérêts maritimes américains. De fait, les trois lignes de défense américaines s'opposent à celles des Chinois ce qui pourrait accentuer les tensions.

2. Conséquences régionales des mutations hiérarchiques

2.1. Un dilemme de sécurité inévitable

L'essor de la Chine se fait, dans les discours, sous la bannière d'une « émergence pacifique ».²¹¹ Dès les années 90, les Chinois comprennent qu'ils doivent abandonner leur politique agressive pour éviter de s'aliéner leurs voisins et risquer d'entraîner une coalition dirigée contre eux qui réduirait leur influence.²¹² La Chine tente alors de se rapprocher des pays de sa région, notamment par le commerce, pour développer de nouvelles alliances et lutter contre son isolation. Cette approche s'accroîtra en 2013 avec la volonté du Président Xi de développer une « politique de voisinage »²¹³. Celle-ci s'inscrit plus largement dans un désir d'améliorer rapidement le *soft power* chinois et son image sur la scène internationale, lesquels sont bien moins développés que son *hard power*.²¹⁴ La Chine a ainsi rendu sa position plus compatible avec celle des puissances moyennes en accueillant un cycle de négociation sur la

²⁰⁸ LES ECHOS, « Les dépenses militaires augmentent partout dans le monde, et d'abord en Asie », in *Les Echos* [en ligne], https://www.lesechos.fr/10/01/2017/lesechos.fr/0211678208380_les-depenses-militaires-augmentent-partout-dans-le-monde-et-d-abord-en-asie.htm (Page consultée le 6/04/2018).

²⁰⁹ T. HAMEL, *op.cit.*, pp.123-140.

²¹⁰ Annexe 7 : Chaînes d'îles reliant le Japon à l'Indonésie en passant par l'île américaine de Guam. Si la Chine atteint cette seconde chaîne d'îles, elle facilitera ses capacités de projection vers l'océan Pacifique.

²¹¹ PUPATTI, F., *op.cit.*, pp.55-69.

²¹² B., GILLEY, « China's Discovery of middle Powers », in GILLEY, B., O'NEILL, A. (éd.), *Middle Powers and the Rise of China*, Copenhague : Djof Publishing, 2014, pp.45-62.

²¹³ A., EKMAN, *op.cit.*, pp.11-22.

²¹⁴ B., GILLEY, « Middle Powers during Great Power Transitions: China's Rise and the Future of Canada-US Relations », *op.cit.*, pp.245-264.

Corée du Nord en 2005 et en affermissant sa lutte contre le terrorisme et la piraterie.²¹⁵ Pékin se rapproche également de pays en développement, augmente ses aides financières ou encore participe plus activement aux opérations de maintien de paix et au sein d'organisations régionales et internationales. L'intégration croissante de la Chine en Asie lui permet même d'évoquer l'idée d'une « communauté de destin commun ».²¹⁶ Cette dernière, fondée sur un partage de valeurs et un lien géographique, exclut les États-Unis et remet en question les normes et institutions mises en place par l'Occident. En fait, la Chine sait que pour accroître sa puissance, elle doit trouver de nouveaux alliés. Elle peut dès lors miser sur les *swing states*²¹⁷, ces États qui peuvent passer de la zone d'influence des Américains à celle des Chinois en raison du déclin américain et de la diminution de leurs intérêts à s'allier à Washington. La volonté chinoise de transmettre un message pacifiste et d'améliorer son image a pour but ultime de maintenir un environnement stable. Cet équilibre est en effet primordial pour la Chine afin de pouvoir résoudre ses problèmes internes – inégalités sociales, revendications séparatistes, isolement de certaines régions, pollution - et maintenir sa croissance économique et militaire.²¹⁸ In fine, cette stratégie devrait permettre le « renouveau de la nation chinoise » comme l'évoque Xi, autrement dit la réémergence du passé glorieux chinois à l'horizon 2049, date du 100^e anniversaire de la RPC.²¹⁹

Néanmoins, le discours pacifiste et en faveur du statu quo des autorités chinoises, en contradiction avec leurs agissements, ne suffit plus à rassurer leurs voisins. Ceux-ci s'inquiètent de la rapide montée en puissance de la Chine et de l'anarchie qui pourrait en résulter. Alors que les pays d'Asie veulent continuer à profiter du développement économique chinois, ils sont de plus en plus effrayés par son ascension militaire. Les États de la région souhaitent vivement que la Chine explicite ses intentions. L'Australie a déjà fait part à plusieurs reprises, notamment dans ses Livres blancs, de ses craintes par rapport aux agissements militaires chinois. Comme les autorités australiennes l'ont fait savoir en 2009, elles souhaitent que Pékin éclaircisse ses intentions, sans quoi ce pays est considéré comme une menace.²²⁰ Ainsi en 2014, près de la moitié des Australiens estimaient que Pékin pourrait poser un danger militaire futur pour leur

²¹⁵ B., GILLEY, « China's Discovery of middle Powers », *op.cit.*, pp.45-62.

²¹⁶ A., EKMAN, *op.cit.*, pp.11-22.

²¹⁷ Annexe 1 : les Swing States ou États pivots sont des États qui peuvent passer d'une zone d'influence à l'autre en raison d'une insatisfaction. Ils sont représentés dans le schéma de l'annexe 1 à droite de la courbe.

²¹⁸ T. HAMEL, *op.cit.*, pp.123-140.

²¹⁹ A., EKMAN, *op.cit.*, pp.11-22.

²²⁰ C., BALSSA, *op.cit.*, 148p.

pays.²²¹ Il résulte de cette crainte, partagée par la plupart des États de la région, un dilemme de sécurité en Asie-Pacifique. Craignant que Pékin s'arme avec des intentions offensives, les pays avoisinants augmentent leur arsenal militaire à leur tour. Les chiffres sont révélateurs de cette tendance puisque l'Asie et l'Océanie font partie des rares régions où les dépenses militaires n'ont pas cessé d'augmenter ces dix dernières années. Entre 2015 et 2016, ces dépenses se sont accrues de 4,6%.²²² L'Australie s'inquiète de cette militarisation de la région et comme d'autres, se voit contrainte de faire appel aux États-Unis pour contrebalancer l'influence chinoise et jouer un rôle d'arbitre.

2.2.Réaction américaine : le pivot asiatique

En réponse à cet appel en faveur d'une présence américaine renforcée et à la prise de conscience de l'importance cruciale de l'Asie-Pacifique comme centre démographique et économique du 21^e siècle ainsi que pour contrer leur déclin, les États-Unis ont décidé de recentrer leurs intérêts sur cette région. En novembre 2011, la Secrétaire d'État Hillary Clinton a tenu un discours, appuyé par la suite par un article paru dans la revue *Foreign Policy*, sur le « pivot asiatique » américain.²²³ Ce réinvestissement politique, économique et sécuritaire de la région a également pour objectifs indirects de ralentir la montée en puissance de Pékin et d'éviter à Washington une exclusion de l'Asie. Il faut néanmoins éviter de conclure hâtivement que ce pivot est tourné contre la Chine. En effet, tant que celle-ci évite de constituer une menace pour la région, Washington prétend vouloir davantage coopérer avec elle plutôt que la considérer comme un adversaire.²²⁴ Cette attitude est révélatrice du mélange poursuivi par les autorités américaines à l'égard de la Chine entre de l'endiguement et de l'engagement. Clinton a mis en avant six grandes priorités à ce pivot. Premièrement, les États-Unis veulent renforcer leurs alliances. Le système d'alliances « *hub and spoke* » a toujours été central pour assurer la présence américaine en Asie. Cette stratégie appuie la thèse de Saul Cohen selon qui les États-Unis ne sont plus en mesure de contrôler seuls le *Rimland* et doivent dès lors compter sur leurs alliés. Washington veut d'une part renforcer ses alliances traditionnelles et d'autre part en nouer de nouvelles. De plus, Washington souhaite que ses alliés accentuent leur collaboration. Les dialogues et engagements bilatéraux et trilatéraux n'ont pas cessé de s'élargir dans les années

²²¹ M., COOK, « Australia's Asian Mirror », in WALTON, D., KAVALSKI, E. (éd.), *Power Transition in Asia*, New-York : Routledge, 2016, pp.104-118.

²²² SIPRI, « World military spending: Increases in the USA and Europe, decreases in oil-exporting countries », in *Stockholm International Peace Research Institute*, 2017, [en ligne], <https://www.sipri.org/media/press-release/2017/world-military-spending-increases-usa-and-europe> .

²²³ B., HELLENDORF, B. ROUPPERT, *op.cit.*, 31p.

²²⁴ B., GLOSSERMAN, *op.cit.*, pp.23-27.

2000 entre par exemple l’Australie, le Japon et les États-Unis (2006); les États-Unis, le Japon et l’Inde (2011); l’Australie et l’Inde (2009) ou encore la Corée du Sud (2010) et le Japon (2007).²²⁵ Pékin dénonce cependant ces alliances et cette coopération comme reflétant une volonté d’endiguement de la Chine.²²⁶ Par ailleurs, les Américains demandent à leurs alliés de prendre davantage leurs responsabilités et dès lors de partager les coûts et les risques de leur sécurité.²²⁷ Ce *burden sharing*, visant particulièrement le Japon et la Corée du Sud, est en fait rendu nécessaire par le déclin américain. Il en découle pour Canberra des doutes sur les capacités et la volonté de Washington à assurer sa sécurité comme par le passé. C’est une des raisons pour lesquelles, comme reflété dans le dernier Livre blanc de 2016, Canberra augmente ses dépenses militaires.²²⁸ La seconde priorité du pivot est d’approfondir les relations avec les puissances montantes. Cet objectif est le signe de la volonté de coopérer avec la Chine, mais également de se rapprocher de l’Inde. En ce sens, les États-Unis entendent élargir la région à l’Indo-Pacifique plutôt qu’à l’Asie-Pacifique.²²⁹ Cette ambition a été réaffirmée par Trump au travers du « *free and open Indo-Pacific* ». Troisièmement, Washington veut renforcer sa présence dans les organisations régionales traitant tant des questions politiques qu’économiques ou sécuritaires. Les États-Unis ont notamment accordé plus d’importance à l’Asie du Sud-est et intégré en 2011 l’EAS. Cet intérêt pour les pays de l’ASEAN démontre la volonté américaine de faire basculer ces pays du *Rimland*²³⁰ dans sa sphère d’influence et le désir de certains pays de l’ASEAN de trouver un contrepoids à la Chine.²³¹ La quatrième priorité du pivot est l’accroissement du commerce et des investissements avec l’Asie. Washington essaie de retrouver sa position d’antan et de profiter du dynamisme de cette région pour assurer son développement économique. C’est d’ailleurs dans cette optique qu’Obama avait lancé le Partenariat Trans-Pacifique (TPP) excluant la Chine. Il faut toutefois noter que le Président Trump s’est retiré de cet accord après son élection pour respecter sa promesse protectionniste de campagne. Pékin a, par ailleurs, répondu à cette initiative d’Obama en lançant le Partenariat économique régional global (RCEP) qui à son tour, écarte les États-Unis. Cinquièmement, le pivot tend à renforcer la démocratie et les droits de l’homme dans la région. En d’autres termes,

²²⁵ D.A., COOPER, T., YOSHIHARA, « US responses to Middle Powers and China », in GILLEY, B., O’NEILL, A. (éd.), *Middle Powers and the Rise of China*, Copenhague : Djof Publishing, 2014, pp.63-83.

²²⁶ B., GLOSSERMAN, *op.cit.*, pp.23-27.

²²⁷ T., STRUYE DE SWIELANDE, *op.cit.*, pp.330-341.

²²⁸ J., MANICOM, A., O’NEIL, « China’s Rise and Middle Power Democracies: Canada and Australia Compared », in *International Relations of the Asia-Pacific*, 2012, Vol.12, n°2, pp.199-228.

²²⁹ B., GLOSSERMAN, *op.cit.*, pp.23-27.

²³⁰ Pour Spykman, le contrôle du Rimland par la puissance maritime américaine lui permet de contenir la puissance terrestre.

²³¹ T., STRUYE DE SWIELANDE, « Asie-Pacifique : Grand Strategy de réaffirmation face à la Chine », in *Outre-Terre*, 2014, Vol.38, n°1, pp.330-341.

il vise à réaffirmer les valeurs prônées par les Américains. La dernière priorité du pivot vise à renforcer la présence militaire et diplomatique. Washington dispose déjà « d'un maillage à la fois de troupes, de matériels, de bases militaires et de facilités dans un certain nombre de pays »²³² de la région. Par exemple, environ 50 000 soldats américains stationnent au Japon et plus de 28 000 en Corée du Sud.²³³ Les autorités américaines ont également réussi à étendre ces liens à de nouveaux pays, comme en 2014 avec l'accord donnant accès à des bases militaires des Philippines. Les États-Unis entendent ainsi déplacer davantage de forces militaires vers le Pacifique. Il est estimé qu'en 2020, 60% de ses capacités navales devraient s'y trouver.²³⁴ Ce repositionnement militaire a directement impacté l'Australie puisqu'en 2011, un accord australo-américain a été conclu. Celui-ci permet la rotation de Marines dans la base de Darwin. Cette dernière donne un accès stratégique à Washington vers les mers de Chine et l'océan Indien et permet un meilleur contrôle des voies maritimes. En 2017, 1250 Marines ont été envoyés à Darwin. Ce nombre devrait augmenter en 2018 et atteindre les 2500 d'ici 2020.²³⁵ Par ailleurs, cette présence militaire américaine sur le territoire australien a un effet dissuasif contre toute menace. Finalement, « l'essor de la Chine et son attitude de plus en plus menaçante envers ses voisins leur [les États-Unis] ont permis de consolider leur position en Asie »²³⁶ et de renforcer leur relation avec l'Australie. Cette présence est toutefois très largement critiquée par Pékin.

3. Un futur incertain

3.1. Montée des tensions en Asie-Pacifique

La compétition sino-américaine, très perceptible dans la transition de puissance et le repositionnement en Asie-Pacifique des deux États, est encore accentuée par des tensions dans la région. Ces dernières induisent une certaine rivalité entre Pékin et Washington face à laquelle la position australienne est de plus en plus délicate.

D'abord, les visées expansionnistes de Pékin en mer de Chine accroissent les incertitudes et les tensions avec ses voisins. Ainsi, dès la fin des années 40, la Chine a présenté une carte faisant apparaître une ligne de neuf traits²³⁷ dessinant une zone couvrant près de 80% de la mer de

²³² Q., DELARUE, *op.cit.*, p.5.

²³³ Ibidem, 16p.

²³⁴ Ibidem, 16p.

²³⁵ P., RIORDAN, « US expected to expand Marine deployment in Darwin », in *The Australian* [en ligne], <https://www.theaustralian.com.au/national-affairs/defence/us-expected-to-expand-marine-deployment-in-darwin/news-story/96e7226e77fd0b3a2440574a8e4a22f3> (Page consultée le 6/04/2018).

²³⁶ B., BUSAN, « Asie : une reconfiguration géopolitique », in *Politique étrangère*, 2012, Vol.Été, n°2, p.334.

²³⁷ Annexe 8

Chine sur laquelle elle revendique la pleine souveraineté.²³⁸ Pour parvenir à cette fin, Pékin multiplie ses actions. Entre 2001 et 2011 par exemple, les marines de l’Australie, des États-Unis et de l’Inde ont dénoncé des dizaines de harcèlements de la part des Chinois.²³⁹ En 2013, la Chine a réaffirmé sa souveraineté en décrétant une zone d’identification de défense aérienne (ADIZ) au-dessus de la mer de Chine orientale. Cette expansion maritime poursuit un triple objectif : étendre la zone économique exclusive chinoise et dès lors pouvoir exploiter les ressources s’y trouvant ; protéger le territoire par le contrôle des côtes et des positions militaires en mer ; et assurer la libre navigation essentielle à la croissance économique. Toutefois, les zones maritimes et îles qui y sont contenues sont également revendiquées par d’autres États ce qui entraîne des rivalités avec le Vietnam, Taïwan, les Philippines, la Malaisie, l’Indonésie, le Brunei et le Japon qui sont de plus en plus difficiles à apaiser. Les intérêts de tous ces États se recoupent avec ceux des États-Unis en faveur de la libre circulation maritime. C’est la raison pour laquelle les autorités américaines se sont proposées de jouer un rôle de facilitateur des négociations tout en prenant soin d’affirmer qu’elles ne voulaient pas prendre part au conflit.²⁴⁰ Toutefois, les États-Unis sont bien plus impliqués dans le contentieux qu’ils ne veulent le faire paraître. De fait, les tensions entre la Chine et le Japon à propos de la souveraineté des îles Senkaku entraînent directement Washington qui a signé un Traité de coopération mutuelle et de sécurité avec le Japon en 1960.²⁴¹ Selon ce dernier, les forces américaines seraient dans l’obligation de soutenir Tokyo en cas de conflit avec la Chine. De plus, les États-Unis se donnent pour mission de faire respecter le droit international, en ce compris en mer de Chine où la liberté de navigation doit être appliquée. Washington multiplie dès lors les exercices militaires dans ces eaux et incite tous les États à y manœuvrer pour réaffirmer cette liberté. C’est dans cette optique que s’est tenu en 2011 un exercice naval entre les États-Unis, le Japon et l’Australie le long des côtes du Brunei.²⁴² Pour sa part, l’Australie s’est rangée du côté des États-Unis en faveur de la libre circulation maritime et aérienne, dont dépendent l’économie australienne et ses exportations.²⁴³ Julie Bishop a également fait connaître ses craintes à la suite de l’instauration de l’ADIZ en 2013.²⁴⁴ La même année, le gouvernement australien a soutenu

²³⁸ D., SCHAEFFER, *op.cit.*, pp.367-391.

²³⁹ Ibidem.

²⁴⁰ Ibidem.

²⁴¹ MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES JAPONAIS, « Japan – U.S. Security Treaty », *Site du Ministère des affaires étrangères japonais* [en ligne], <http://www.mofa.go.jp/region/n-america/us/q&a/ref/1.html> (Page consultée le 24/03/2018).

²⁴² D., SCHAEFFER, *op.cit.*, pp.367-391.

²⁴³ C., CHAUF AUX, *Le numéro d’équilibriste australien en Asie-Pacifique*, Paris : ANAJ – IHEDN, 2016.

²⁴⁴ D., MCDUGALL, « Australian Strategies in Response to China’s Rise. The Relevance of the United States », in *Asian Survey*, 2014, Vol.54, n°2, pp.319-342.

les appels à la retenue formulés par les Américains et les Japonais à l'égard de la Chine. Cette prise de position a été remarquée par les autorités chinoises qui ont fait connaître leurs craintes face au durcissement de l'attitude australienne.

Ensuite, la Chine est également engagée dans un contentieux avec Taïwan. Cette île souhaiterait acquérir son indépendance alors que Pékin la revendique comme une partie intégrante de son territoire. Dès lors, la Chine menace d'envahir Taïwan si une déclaration d'indépendance devait survenir. La volonté chinoise de garder la main sur l'île s'explique d'une part par le besoin de conserver les eaux territoriales qui l'entourent. La Chine peut ainsi projeter ses forces militaires plus aisément vers le Pacifique et assurer sa libre circulation. D'autre part, la Chine veut se montrer ferme pour éviter d'autres tentations à l'indépendance dans sa *bufferzone*²⁴⁵. Même s'ils ne sont pas officiellement alliés, Washington apporte son appui à Taïwan dans ce conflit. Depuis 1979, le *Taiwan Relation Act* autorise la vente d'armes américaines à l'île et lui assure une intervention en cas d'agression, pour autant que ce ne soit pas Taïwan qui ait préalablement déclaré unilatéralement son indépendance.²⁴⁶ Par ailleurs, en raison de la menace nord-coréenne, les États-Unis ont installé des systèmes de défense antimissile en Corée du Sud et au Japon pour répondre aux craintes de ses alliés. Bien qu'ils ne soient initialement pas destinés à cet effet, ces systèmes de défense jouent un rôle protecteur pour Taïwan face aux prétentions chinoises. Pour cette raison, ces boucliers ont été dénoncés à plusieurs reprises par Pékin comme un danger pour ses forces de frappe et de dissuasion ainsi qu'une manière pour Washington d'encercler la Chine.²⁴⁷ Ce qui est donc perçu comme une stratégie d'endiguement ne fait qu'accroître les tensions sino-américaines. Les positions adoptées au fil du temps par l'Australie à propos de Taïwan sont révélatrices de la difficulté à trouver le juste équilibre entre Washington et Pékin en période de tension. En adoptant des décisions trop proches de l'un des deux partenaires, le gouvernement australien a tendance à s'aliéner l'autre. Ainsi, en 1996 le gouvernement chinois décide de mener des tests de missiles et des exercices militaires dans le détroit de Taïwan alors même que l'île est en phase d'élections.²⁴⁸ Ces actions provoquent une réaction des États-Unis qui déploient des forces navales dans le détroit. Cette manœuvre obtient le soutien formel du gouvernement de coalition australien mené par John Howard. Ce ralliement est perçu par Pékin comme une remise en question du lien sino-australien, de la reconnaissance

²⁴⁵ Zone tampon pour protéger le cœur de la Chine des menaces extérieures. Pour la Chine, cette zone s'étend au Tibet, au Xinjiang, à la Corée du Nord, à la Mongolie intérieure, à la Manchourie ainsi qu'aux pays compris entre l'Inde et la Chine mais aussi entre la Chine et la Russie.

²⁴⁶ C., BALSSA, *op.cit.*, p.50.

²⁴⁷ B., HELLENDORF, B. ROUPPERT, *op.cit.*, 31p.

²⁴⁸ D., MCDUGALL, *op.cit.*, pp.319-342.

de la Chine unique et un changement de politique proaméricain.²⁴⁹ La position australienne sur la question taïwanaise a, en revanche, pris un autre virage en 2004. Le ministre des Affaires étrangères Alexander Downer, en visite à Pékin, a tenu un discours signalant qu'en cas de conflit avec Taïwan l'ANZUS ne serait pas nécessairement invoqué.²⁵⁰ Autrement dit, l'Australie n'entrerait pas forcément en guerre aux côtés des Américains contre les Chinois. Le facteur principal expliquant ce changement de politique est la croissance du lien économique sino-australien et la nécessité d'entretenir des relations amicales.²⁵¹ Aujourd'hui, la réaction australienne en cas de conflit taïwanais dépendrait très probablement du pays qui déclencherait les hostilités.

3.2. Quel nouvel ordre international ?

La chute de l'URSS en 1989 a marqué l'avènement d'un monde unipolaire. Les capacités disproportionnées des Américains leur ont permis d'imposer leurs règles et normes au sein du système international. Toutefois, l'écart de pouvoir entre les États est en train de s'amenuiser, particulièrement entre les États-Unis en déclin et la Chine qui connaît un essor jusque-là inégalé. Il en résulte que les ordres régional et international, au sein desquels l'Australie a défini ses intérêts, pourraient être bouleversés. Tandis que sur le plan régional, l'hégémonie américaine a déjà laissé place à une hiérarchie duale, l'ordre international n'est pas encore déterminé. La construction de cet ordre va largement dépendre de la position adoptée par la Chine. Pour Xiaoyu Pu²⁵², la Chine pourrait adopter trois stratégies différentes. Premièrement, celle de remettre en cause l'ordre américain et de tenter de le remplacer. Deuxièmement, Pékin pourrait adopter une position de soutien et de coopération grandissante à l'égard de l'ordre actuel et assurer une évolution pacifique du système de pouvoir. Les autorités de Pékin pourraient en effet désirer maintenir cet ordre démocratique et libéral dans lequel elles sont parvenues à faire croître leur pays et continuer à émerger de manière pacifique pour s'assurer une place grandissante dans le système mondial. Troisièmement, la Chine pourrait adopter un *shirker role*.²⁵³ Cela signifie que Pékin ne supporterait pas nécessairement l'ordre et les institutions en place, mais ne chercherait pas non plus la confrontation directe avec les États-Unis pour les remplacer. Washington continuerait alors à assumer les responsabilités de sa domination pendant que la Chine façonnerait le nouvel ordre à long terme, en se

²⁴⁹ S., SHERLOCK, *op.cit.*, 17p.

²⁵⁰ D., MCDUGALL, *op.cit.*, pp.319-342.

²⁵¹ J., MANICOM, A., O'NEIL, *op.cit.*, pp.199-228.

²⁵² X., PU, « One Belt, One Road : Visions and Challenges of China's Geoeconomic Strategy », in *Mainland China Studies*, 2016, Vol.59, n°3, pp.111-132.

²⁵³ *Ibidem*, p.119.

concentrant prioritairement sur son développement domestique. Bien que la seconde option soit celle qui correspond le plus au discours officiel de Pékin, nul ne semble être en mesure d'affirmer le véritable rôle que la Chine entend jouer au niveau mondial.

Cette transition de pouvoir peut donner lieu à diverses configurations qui vont varier en fonction de la capacité des États-Unis à maintenir leur avance et des pays émergents à se développer. Même si la Chine est aujourd'hui la principale et la plus crédible concurrente de Washington, il est peu probable que le système international prenne la forme d'un monde bipolaire. Pour Barbara Marque, « l'avenir des relations internationales [...] tend vers un monde multipolaire, multivilisationnel et multi-enjeux »²⁵⁴. Au vu de la multiplication des États qui connaissent une émergence rapide et réclament une reconnaissance plus importante, comme la Chine, l'Inde ou encore la Russie, ce modèle semble être le plus probable pour l'avenir du système international.

Face à cette transition de puissance, il convient de se demander si un conflit pourrait émerger, particulièrement entre la Chine et les États-Unis. Deux écoles de pensées réalistes vont apporter des réponses antagonistes à cette question.²⁵⁵ D'un côté, les réalistes de l'équilibre des puissances estiment que c'est la répartition équitable du pouvoir qui permet la stabilité et la paix. L'équilibre des forces permet qu'aucun État n'ait d'intérêt à vouloir la guerre puisque la victoire est incertaine. Dans ce cas, la réduction de l'écart de puissance entre les États-Unis et la Chine devrait amener la paix. D'un autre côté, on retrouve les réalistes de la transition de pouvoir dont la théorie a guidé jusqu'à présent notre réflexion sur la hiérarchie internationale actuelle et le statut de puissance moyenne traditionnelle de l'Australie. Selon cette théorie, notamment menée par Organski, la stabilité est maintenue au sein d'un système unipolaire. La puissance hégémonique doit maintenir sa position avec un écart de puissance tel par rapport aux grandes puissances qu'aucun État ne peut souhaiter la guerre contre lui. Les États-Unis, puissance dominante actuelle, doivent dès lors éviter qu'un autre État ou une alliance ne soit insatisfait du système international et ne cherche dès lors à contrebalancer sa puissance. C'est, selon ces réalistes, le mouvement vers l'équilibre des puissances qui amène la guerre et la montée en puissance de la Chine est donc un facteur d'instabilité. Le schéma du système international est, selon cette théorie, cyclique ce qui signifie qu'une puissance hégémonique va prendre le pouvoir, connaître un moment de crise, se décomposer et être défiée par d'autres

²⁵⁴ B., MARQUE, *op.cit.*, p.7.

²⁵⁵ H.R., NAU, *op.cit.*, 485p.

États qui vont reprendre ce pouvoir.²⁵⁶ Gilpin avance dès lors qu'une « guerre hégémonique » éclate lorsque l'État dominant doit faire face à une puissance révisionniste qui, percevant une disproportion des bénéfices en faveur de la superpuissance, remet en cause les règles et normes imposées.²⁵⁷ Se basant sur cette théorie, beaucoup d'auteurs pensent qu'une guerre pourrait éclater entre Pékin et Washington.²⁵⁸

Dans les faits, comme il vient d'être démontré, la compétition s'accroît entre les deux États particulièrement pour dominer l'Asie-Pacifique. D'un côté, les États-Unis tentent de garder le contrôle sur l'ordre politique de cette région afin de maintenir son hégémonie globale. D'un autre côté, la Chine augmente son influence politique régionale, ce qui constitue une étape nécessaire pour acquérir le leadership global.²⁵⁹ La stratégie régionale articulée par les deux États a donc également une visée internationale. À cette compétition grandissante, qui devrait selon Gilpin, se traduire en guerre hégémonique, viennent s'ajouter des tensions déjà très importantes entre les deux pays notamment en mer de Chine et à propos de Taïwan ainsi que des systèmes antimissiles. Se posent dès lors les questions de savoir jusqu'à quel moment la Chine va réussir à agir sous le radar international et quelles sont ses véritables intentions pour 2049. Une guerre à long terme ne peut donc pas être exclue. Toutefois, à court et moyen termes, un conflit semble peu probable. D'abord, la Chine n'est pas militairement prête à engager une guerre contre les États-Unis et va donc tenter coûte que coûte de rester sous le radar américain en envoyant des « messages clairs que la Chine est une puissance conservatrice n'ayant pas l'intention de bouleverser le statu quo »²⁶⁰. Comme explicité, Pékin doit réussir à maintenir un environnement extérieur stable pour régler ses problèmes internes et assurer sa croissance. Ensuite, la Chine tire certains avantages de la présence américaine en Asie-Pacifique puisque celle-ci est une composante essentielle de la stabilité. L'alliance que Washington entretient avec Tokyo a toujours eu un rôle d'endiguement du Japon qui a servi les intérêts de la Chine.²⁶¹ De plus, Washington et Pékin entretiennent des liens économiques très étroits qui constituent un facteur de dissuasion à entrer en guerre. Néanmoins, ces liens commerciaux se sont détériorés depuis l'arrivée au pouvoir de Donald Trump et ses mesures protectionnistes. Enfin, une guerre

²⁵⁶ T., TSAI, T., TAI-TING LIU, « Hegemonic turnover in East Asia. A Historical Review since the Nineteenth Century », in WALTON, D., KAVALSKI, E. (éd.), *Power Transition in Asia*, New-York: Routledge, 2016, pp.26-44.

²⁵⁷ B., MARQUE, *op.cit.*, 44p.

²⁵⁸ E., KAVALSKI, « Whether power transition and whiter if one? », in WALTON, D., KAVALSKI, E. (éd.), *Power Transition in Asia*, New-York: Routledge, 2016, pp.207-221.

²⁵⁹ Q., DELARUE, *op.cit.*, 16p.

²⁶⁰ T. HAMEL, *op.cit.*, p.129.

²⁶¹ J., IKENBERRY, *op.cit.*, pp.9-43.

serait très coûteuse et d'autant plus destructrice que les deux États disposent de l'arme nucléaire. Il en résulte que le scénario le plus probable à court terme est celui d'une paix froide. Autrement dit, le maintien de la stabilité par la compétition et la dissuasion mutuelle. Malgré le discours chinois qui se veut rassurant, une paix chaude entre les deux États semble être un scénario à écarter en raison notamment du manque d'affinités culturelles et identitaires entre les deux compétiteurs.

Chapitre IV : devenir une puissance moyenne créative

1. Éviter un scénario catastrophe

L'Australie a établi au fil du temps une configuration dichotomique de ses intérêts économiques et sécuritaires. Ceci a contraint Canberra à trouver un équilibre dans sa relation avec les États-Unis et la Chine. Cette stabilité a, jusqu'à présent, été garantie par la politique étrangère menée par les autorités australiennes, mais pourrait être de plus en plus difficile à maintenir. En effet, le système international est en train de connaître une phase de transition où les deux partenaires principaux de l'Australie se retrouvent les plus importants concurrents. Le risque que cette compétition dégénère en conflit ne peut pas être exclu et a des répercussions importantes sur Canberra et ses intérêts. Le scénario d'une guerre à court terme est peu probable, mais mettrait l'Australie dans une position délicate et la contraindrait sûrement à prendre position. Son allié américain invoquerait nécessairement l'ANZUS pour demander l'appui de Canberra tandis que la Chine attendrait une certaine neutralité de son partenaire économique comme elle l'a déjà fait savoir en 1996 et 2001.²⁶² Il est fort probable que l'Australie soutiendrait son allié américain en cas d'*attaque directe* contre les États-Unis. Théoriquement, les puissances moyennes traditionnelles se rallient à la puissance hégémonique en période de transition. L'Australie tenterait ainsi certainement de défendre le système de valeurs démocratiques et libérales auquel elle appartient et qui garantit au mieux ses intérêts de puissance moyenne. De plus, la dépendance sécuritaire actuelle de Canberra à l'égard des Américains pousserait les autorités à intervenir. Toutefois comme le soulignent Manicom et O'Neil, lorsque la Grande-Bretagne a connu sa phase de déclin après la Seconde Guerre mondiale, le Canada et l'Australie ont cherché à se rapprocher des États-Unis plutôt qu'à soutenir la puissance dominante de l'époque.²⁶³ Ce soutien de Canberra à Washington serait donc très probable, mais pas certain même s'il faut souligner que la grande différence entre la

²⁶² M., WESLEY, « Australia-China », *op.cit.*, pp.60-79.

²⁶³ J., MANICOM, A., O'NEIL, *op.cit.*, pp.199-228.

phase de transition pacifique des années 50 et celle actuellement en cours est que la Grande-Bretagne et les États-Unis partageaient un même modèle, ce qui n'est pas le cas de la Chine. Ce ralliement australo-américain en cas de guerre réaffirmerait le lien sécuritaire avec Washington, mais aurait des conséquences désastreuses sur l'économie australienne en raison de ses liens commerciaux avec la Chine. En cas de *conflit indirect* entre Washington et Pékin, concernant par exemple Taïwan, Canberra essaierait aujourd'hui de protéger ses intérêts et de s'impliquer au minimum.²⁶⁴ Les déclarations faites par les autorités australiennes ont déjà mis en garde Washington sur le fait que l'ANZUS n'obligerait pas Canberra à partir en guerre contre la Chine si les États-Unis n'étaient pas directement attaqués. Évidemment, l'absence de soutien des Australiens aux Américains aurait un coût très élevé et Washington déciderait sans doute de réduire ses garanties sécuritaires vis-à-vis de Canberra.

Dans la configuration actuelle, un conflit hégémonique serait dès lors très nuisible aux intérêts australiens. L'Australie doit donc avant tout formuler des initiatives lui permettant le maintien de l'ordre actuel et une transition pacifique. Le scénario idéal pour Canberra est en effet le statu quo, seul à même de garantir ses intérêts à court terme. Pour atteindre cet objectif, l'Australie peut miser sur son statut de puissance moyenne. Celui-ci limite certes sa capacité à déterminer seule l'issue de la transition, mais lui offre des possibilités de jouer un rôle crucial. Pour ce faire, la puissance moyenne australienne doit développer des stratégies innovantes alors qu'il lui a été reproché ces dernières années de maintenir une politique étrangère statique et de manquer d'imagination en période de changement.²⁶⁵ La suite de ce travail tente de démontrer que l'Australie doit repenser son rôle dans cette transition pour protéger au mieux ses intérêts et adopter ou améliorer certaines stratégies pour atteindre ses objectifs. En misant sur le *hedging*, *l'institutionnal balancing* et la création d'un concert de puissances, l'Australie peut éviter ou ralentir la montée des tensions. Dans le même temps, l'Australie doit développer une vision à long terme en devenant plus indépendante pour faciliter sa neutralité et réduire son dilemme en cas de conflit. L'Australie doit ainsi adopter l'idée de Cox que « The middle-power role should not be evaluated as a fixed universal but as something that has to be rethought continually in the context of the changing state of international system ».²⁶⁶

²⁶⁴ W., LIU, Y., HAO, *op.cit.*, pp.367-394.

²⁶⁵ E., GRAHAM et al., *Debating the Quad*, Australie : Strategic and Defence Studies Centre, coll. « The centre of Gravity series », n°39, 2018, 25p.

²⁶⁶ B., MARQUE, *op.cit.*, p.39.

2. Maintenir l'équilibre par le *hedging*

En période de transition, les États peuvent adopter une gamme de comportements allant du *balancing* au *bandwagoning*.²⁶⁷ Le premier concept renvoie à l'idée de résister ou de contrer. Un État peut dans ce cas opter pour du *hard balancing* en utilisant des moyens de coercition pour atteindre son objectif ou du *soft balancing* en employant des moyens diplomatiques et des alliances. Le *bandwagoning* réfère lui à une volonté d'engager et de coopérer plutôt que de contrer. Ces deux types de comportements peuvent être considérés comme les extrémités d'un continuum au milieu duquel une position intermédiaire peut être construite : le *hedging*.²⁶⁸ Ce dernier est défini en relations internationales comme « the behaviors of a country pursuing the offsetting of risks by choosing multilateral policies with the intention of making mutually reactive effects under the circumstances where very uncertain and crucial interests are at stake »²⁶⁹. Ce comportement est celui qui convient le mieux aux puissances moyennes dans un environnement hégémonique compétitif. De fait, les puissances moyennes mettraient leurs intérêts en péril en adoptant une position qui viserait à soutenir de manière inconditionnée une des deux puissances ou à tenter de la contrer ouvertement. La compétition sino-américaine actuelle met en exergue l'adoption par les puissances moyennes traditionnelles de ce mélange entre du *balancing* et du *bandwagoning* surtout vis-à-vis de la puissance montante chinoise, mais aussi des États-Unis.

Ainsi, l'équilibre que l'Australie a établi dans ses relations entre les deux concurrents reflète cette stratégie de *hedging*. Canberra *balance* la puissance chinoise en matière sécuritaire et suit dans ce cas les Américains. Dans le domaine économique en revanche, l'Australie *bandwagon* la Chine. Pour maintenir cette stabilité, les gouvernements australiens successifs ont évité de prendre des mesures trop en faveur ou en défaveur de l'un ou l'autre de ses partenaires. Ainsi, lorsque Gillard a accepté de recevoir des Marines à Darwin, elle a dans le même temps profité de sa visite en Chine en 2013 pour rassurer les Chinois en revalorisant leur relation en vue d'un partenariat stratégique.²⁷⁰ Ce genre de manœuvres d'équilibriste sont courantes dans la politique étrangère australienne et ont permis aux différents gouvernements de maintenir une relation trilatérale stable en évitant les tensions irréconciliables avec la Chine depuis 1996.²⁷¹

²⁶⁷ J., IKENBERRY, *op.cit.*, pp.9-43.

²⁶⁸ J., LEE, « Hedging Strategies of the Middle Powers in East Asian Security: the Cases of South Korea and Malaysia », in *East Asia*, 2017, Vol.34, n°1, pp.23-37.

²⁶⁹ Ibidem, p.26.

²⁷⁰ D., MCDUGALL, *op.cit.*, pp.319-342.

²⁷¹ Ibidem.

L'Australie a aussi tenté au maximum de découpler ses relations avec les deux compétiteurs. La décision australienne de ne pas soutenir Washington dans sa volonté d'influencer les Européens pour qu'ils maintiennent leurs restrictions sur la vente d'armes aux Chinois est en ce sens un bon exemple.²⁷² Cette stratégie du *hedging* est en fait destinée à éviter à Canberra de poser un choix entre ces deux puissances. De nombreux autres États d'Asie-Pacifique partagent cette inquiétude.²⁷³ C'est la raison pour laquelle ces États ont la volonté de maintenir la hiérarchie duale qui s'est dessinée en Asie-Pacifique. C'est l'hégémonie économique chinoise couplée à l'hégémonie sécuritaire américaine qui permet d'assurer à la fois le développement et la sécurité dans la région. La présence américaine agit comme un frein aux prétentions chinoises et entraîne la stabilité nécessaire à la prospérité.²⁷⁴ Les États d'Asie-Pacifique sont donc majoritairement en faveur du statu quo de l'ordre existant en Asie-Pacifique et la stratégie de Canberra doit poursuivre cette voie grâce à sa stratégie de *hedging*. De plus, cette hiérarchie duale permet aux puissances moyennes d'accroître leur pouvoir et leurs options auprès des deux compétiteurs qui cherchent chacun à les attirer dans leur sphère d'influence respective.²⁷⁵ La suite de ce travail montrera comment l'Australie peut également établir des stratégies avec des États qui partagent le même souhait qu'elle. Le maintien de cet ordre²⁷⁶, favorable aux intérêts australiens, va d'une part dépendre de la capacité des Américains à continuer à fournir l'aide sécuritaire requise. De fait, si l'engagement américain se réduit ou devient moins crédible avec son déclin, les puissances moyennes auront tendance à chercher une alternative sécuritaire en se rapprochant notamment de la puissance chinoise. Ce risque est encore plus important pour les États pivots. Les alliances étant une composante directe de la puissance, ce mouvement accélérerait la chute américaine et la montée chinoise. D'autre part, le maintien de cette configuration dépend des capacités de retenue dont la Chine va faire preuve alors que son pouvoir s'accroît. En effet, si la Chine se montre trop agressive, les États de la région auront tendance à accentuer leur rapprochement avec les États-Unis ce qui nuirait à l'équilibre.

3. Une puissance moyenne créative

Dès 2006, Kevin Rudd va introduire l'idée que l'Australie doit développer une « creative middle power diplomacy ».²⁷⁷ Par ce terme, Rudd avance en fait que le multilatéralisme est la

²⁷² M., WESLEY, « Australia-China », *op.cit.*, pp.60-79.

²⁷³ A., EKMAN, *op.cit.*, pp.11-22.

²⁷⁴ Q., DELARUE, *op.cit.*, 16p.

²⁷⁵ J., IKENBERRY, *op.cit.*, pp.9-43.

²⁷⁶ Ibidem.

²⁷⁷ G., CROUCHER, « Australia as a creative middle power, again? », in *Analysis and Policy Observatory*, 2009 [en ligne], <http://apo.org.au/node/14284>.

meilleure option pour sauvegarder les intérêts australiens et trouver des solutions durables. Partant de cette idée, ce mémoire soutient que pour réussir à maintenir l'ordre existant et éviter une guerre nuisible à ses intérêts, mais aussi pour acquérir davantage d'indépendance dans ses choix, la puissance moyenne australienne doit miser sur deux stratégies. La première est l'« institutional balancing » et la seconde est la formation d'une coalition avec des États semblables.

3.1. Un rôle de médiateur sur mesure

Au contraire des petites puissances, les puissances moyennes ont l'influence et les capacités nécessaires pour jouer un rôle de médiateur entre la Chine et les États-Unis. Cette médiation passe par le devoir pour la puissance moyenne de « concilier, interconnecter et intégrer les intérêts et les besoins de l'ensemble des acteurs avec qui elle interagit »²⁷⁸. L'Australie a tous les atouts pour remplir un rôle de meneur dans cette médiation en Asie-Pacifique. Tout d'abord, au contraire de la plupart des autres puissances moyennes de sa région qui sont en conflit avec la Chine, Canberra entretient des relations pacifiques avec les deux compétiteurs.²⁷⁹ Ensuite, l'Australie a directement accès aux décideurs de ces deux États et dispose de leviers d'influence importants. Ainsi, l'Australie peut influencer sur Pékin grâce à sa participation commerciale indispensable à la croissance économique soutenue du pays. Les autorités australiennes peuvent également faire pression sur Washington grâce à l'appui géographique et militaire que Canberra lui offre dans la région asiatique ainsi que son expertise, sans quoi le pivot américain serait plus difficile à maintenir. Plus largement, les puissances moyennes doivent jouer sur leur rôle de suiveur, indispensable aux États-Unis pour maintenir leur hégémonie, dans le but d'accroître leur opportunité de se faire entendre. De plus, le rôle de médiateur de l'Australie est facilité par son intégration et donc son influence croissante dans la région. Ceci est notamment dû au comportement chinois puisque les « craintes vis-à-vis de Pékin renforcent la place de l'Australie en Asie du Sud-Est, de par ses capacités diplomatiques et stratégiques ».²⁸⁰ Les dirigeants australiens ne doivent toutefois pas considérer cette place comme acquise, car elle est encore fragile et l'Australie reste souvent considérée comme l'étranger dans sa région. Il faut donc continuer à mener des politiques d'intégration croissante. En outre, l'Australie tente de promouvoir une vision des relations internationales comme un jeu

²⁷⁸ B., MARQUE, *op.cit.*, p.30.

²⁷⁹ W., LIU, Y., HAO, *op.cit.*, pp.367-394.

²⁸⁰ F., ARGOUNÈS, « L'Australie : la tentation de la puissance régionale », *op.cit.*, p.113.

à somme non nulle.²⁸¹ Cette manière de percevoir l'environnement lui permet de trouver plus aisément des positions de compromis entre Américains et Chinois sans que celles-ci se fassent nécessairement au détriment de l'un ou de l'autre. Enfin, l'Australie dispose comme le souligne Peter Hartcher du « power of proposal ».²⁸² Grâce à sa niche diplomatique bien développée dans certains domaines, Canberra parvient à rallier d'autres États à ses projets en mettant évidence les intérêts partagés pour la région. Grâce à l'ensemble de ces atouts, l'Australie est le pays le mieux placé pour jouer le rôle d'intermédiaire entre les puissances américaine et chinoise, mais aussi pour favoriser l'institutionnalisme stratégique et la mise en place d'une coalition.

3.2. *Institutional balancing*

En période de transition, le meilleur comportement à adopter pour l'Australie est, comme expliqué ci-dessus, le *hedging*. Cela implique de suivre l'une ou l'autre puissance quand cela rencontre l'intérêt australien, mais également de tenter de contrer l'exercice unilatéral du pouvoir qui mettrait à mal la position australienne. L'interdépendance, notamment économique, accroît cependant drastiquement le coût d'un *hard balancing* qui romprait tout lien.²⁸³ C'est la raison pour laquelle les puissances moyennes de la région, y compris l'Australie, doivent adopter une stratégie plus douce et subtile pour lutter contre une domination unilatérale de la Chine ou des États-Unis en Asie-Pacifique. L'institutionnalisme stratégique répond à ces critères et peut permettre aux puissances moyennes d'atteindre leur objectif. He définit l'*institutional balancing* comme un moyen « to counter pressures or threats through initiating, utilizing, and dominating multilateral institutions, as an overlooked realist strategy for states to pursue security under anarchy »²⁸⁴. Les puissances moyennes peuvent ainsi utiliser les institutions pour mener une action collective qui les rendra plus audibles et influentes. L'institutionnalisation des enjeux internationaux permet alors de contrer ou d'influencer le comportement des puissances déifiantes.²⁸⁵ Cette stratégie amène au développement d'interdépendances entre les États et promeut la coopération qui peut se maintenir par le biais

²⁸¹ B., HELLENDORF, T., STRUYE DE SWIELANDE, « Australia in Asia: Time for a 'Dolphin' Strategy », in *Australian Strategic Policy Institute*, 2015 [en ligne], <https://www.aspistrategist.org.au/australia-in-asia-time-for-a-dolphin-strategy/>.

²⁸² D., LANG, *The not-quite-quadrilateral Australia, Japan and India*, Australie : Australian Strategic Policy Institute, coll. « Strategic insights », n°92, 2015, 15p.

²⁸³ K., HE, « Institutional Balancing and International relations Theory: Economic Interdependence and Balance of Power Strategies in Southeast Asia », in *European Journal of International Relations*, 2008, Vol.14, n°3, pp.489-518.

²⁸⁴ Ibidem, p.492.

²⁸⁵ B., MARQUE, *op.cit.*, 44p.

des institutions même quand l'hégémonie prend fin.²⁸⁶ He met en exergue deux formes d' *institutional balancing*.²⁸⁷ La première est inclusive et mise donc sur l'insertion au sein d'une institution de l'État dont les autres espèrent changer le comportement. La deuxième forme est en revanche exclusive et permet aux États, en l'absence de la puissance déstabilisatrice, de consolider leurs liens politiques et économiques afin de pouvoir utiliser cette unité pour contrer les pressions.

Pour éviter le dilemme sino-américain, l'Australie doit donc prendre part à la construction et au renforcement institutionnel de sa région. L'institutionnalisation permet de développer différentes stratégies et d'atteindre une variété d'objectifs concordants avec la stabilité et le maintien de l'ordre existant. Premièrement, les institutions permettent d'imposer un cadre de normes et de règles qui contraignent de manière douce la Chine et les États-Unis et facilite la prédiction de leurs comportements.²⁸⁸ Dans ce cas, l'Australie peut utiliser sa niche diplomatique, par exemple dans le contrôle des armes nucléaires et de leur prolifération, pour amorcer la création de normes plus strictes. Deuxièmement, les institutions peuvent servir de moyens pour socialiser Pékin au modèle libéral existant.²⁸⁹ L'insertion de la Chine dans les institutions est alors un moyen de réduire ses possibles intentions de perturber le modèle propre aux puissances moyennes et de la contraindre à adopter un comportement de « *responsible stakeholder* ». L'Australie doit dans ce sens continuer à se faire le chantre du respect du droit international, notamment dans les tensions qui traversent l'Asie-Pacifique. L'Australie peut utiliser les institutions pour contraindre Pékin à respecter la libre navigation en mer de Chine malgré ses revendications. Ce libre accès est le seul moyen pour Canberra d'assurer son commerce. Troisièmement, le renforcement des institutions doit servir à accroître la libéralisation du marché et donc le commerce entre les États. L'Australie doit éviter que les règles de l'OMC ne soient affaiblies par un nouveau modèle chinois et que l'interdépendance entre les États soit réduite par des mesures protectionnistes comme c'est actuellement le cas sous Trump. En effet, la diminution de l'interdépendance et du commerce interétatiques réduirait également le coût d'une guerre et la rendrait plus probable.²⁹⁰ Quatrièmement, les institutions doivent servir de cadre de communication. Elles doivent permettre de faire circuler

²⁸⁶ C., SEN, J., XIONG, *op.cit.*, pp.579-597.

²⁸⁷ K., HE, *op.cit.*, p.492.

²⁸⁸ C., SEN, J., XIONG, *op.cit.*, pp.579-597.

²⁸⁹ N., BISLEY, « Australia and Asia's Trilateral Dilemmas. Between Beijing and Washington », in *Asian Survey*, 2014, Vol.54, n°2, pp.297-318.

²⁹⁰ B., GILLEY, « Middle Powers during Great Power Transitions: China's Rise and the Future of Canada-US Relations », *op.cit.*, pp.245-264.

les informations et intentions des différents acteurs régionaux de telle sorte à éviter les perceptions erronées qui pourraient dégénérer en conflit. La diffusion de l'information permet également d'assurer que la Chine et les États-Unis continuent de percevoir l'environnement international comme un jeu à somme non nulle.²⁹¹ Cinquièmement, les institutions offrent la possibilité de collectiviser les mécanismes de sécurité et d'y insérer les compétiteurs pour les contraindre. De la sorte, la sécurité collective donne aux puissances moyennes une voie parallèle à celle des grandes puissances pour assurer leur protection.

Si les puissances de la région peuvent envisager d'utiliser les institutions pour contrer ou influencer le comportement de la Chine et des États-Unis, c'est parce que ces deux États ont besoin des organisations. Pour Washington, le soutien des institutions et des États qui les composent est vital pour maintenir son statut hégémonique et son système de normes et valeurs. Les organisations régionales et internationales sont également nécessaires à la Chine. Elles lui permettent d'assurer et de faciliter sa croissance économique par l'accès aux États et aux différents marchés. L'adhésion de Pékin à ces institutions est également un moyen de rassurer son voisinage sur ses intentions qui paraissent dès lors plus pacifiques et coopératives.²⁹² Il est important de noter que l'Australie a joué un rôle pionnier dans l'insertion des deux puissances dans les forums régionaux. Evans a par exemple eu un rôle décisif pour convaincre Pékin de rejoindre l'APEC et l'ARF.²⁹³ Au niveau régional, l'Australie et les autres États d'Asie-Pacifique peuvent miser sur plusieurs institutions. Tout d'abord, l'EAS et l'APEC peuvent être particulièrement utiles pour renforcer l'interdépendance économique et l'ouverture du commerce. Par ailleurs, les États d'Asie-Pacifique ont intérêt à renforcer leur coopération s'ils souhaitent éviter le jeu de compétition entre Pékin et Washington. Prendre part à un TPP qui exclut uniquement la Chine ou à un RCEP qui exclut les États-Unis permettrait à l'un ou à l'autre d'asseoir sa domination et d'imposer ses standards. L'évolution récente du TPP a permis aux puissances moyennes d'envoyer un message clair qu'elles étaient prêtes à se passer des grandes puissances si celles-ci ne collaboraient pas. De fait, les onze membres de l'ancien TPP ont décidé de faire renaître cet accord commercial sans les États-Unis. Comme le souligne l'hebdomadaire *The Economist*, « Free trade on the Pacific rim took a knock from America's withdrawal from TPP, but it seems that many people underestimated the willingness of the

²⁹¹ N., BISLEY, *op.cit.*, pp.297-318.

²⁹² J., IKENBERRY, *op.cit.*, pp.9-43.

²⁹³ M., WESLEY, « Australia-China », *op.cit.*, pp.60-79.

region's other countries to pick up the baton of free trade »²⁹⁴. Le traité rebaptisé Partenariat Trans-Pacifique global et progressiste (CPTPP) a été signé le 8 mars 2018 au Chili. Ce nouvel accord a par ailleurs été conclu dans un climat de tensions économiques entre la Chine et les États-Unis. En réponse le CPTPP permet aux États d'Asie-Pacifique de « donner un signal d'ouverture »²⁹⁵ comme le précise le chef de la diplomatie chilienne et donc de promouvoir la libéralisation contre une guerre économique. Une des grandes différences entre le TPP et le CPTPP est l'abandon des chapitres sur la propriété intellectuelle, lesquels avaient été imposés par les Américains. D'un côté, cet accord qui exclut les États-Unis est considéré comme « une sorte de suicide pour ce pays »²⁹⁶ selon Fernando Estenssoro, de l'université de Santiago du Chili. D'un autre côté, ce nouveau partenariat implique que la Chine ne pourra pas dominer l'Asie avec son RCEP, lequel est par ailleurs moins avantageux pour les États du CPTPP.²⁹⁷ Le ministère chilien des Affaires étrangères a par ailleurs souligné que « le CPTPP établira un nouveau standard pour d'autres accords d'intégration économique régionale, y compris pour de futures négociations au sein de l'OMC ou de l'Apec ». ²⁹⁸ La Chine et les États-Unis pourraient alors se voir contraints d'adopter des standards mis en place par une majorité de puissances moyennes pour ne pas être exclus d'un nouvel accord. Ensuite, l'ARF a déjà servi, et doit continuer de le faire, de forum de discussion entre la Chine et les États-Unis. Ainsi, même si le conflit taïwanais n'a jamais été inséré à l'agenda de l'ARF, cette organisation a offert une opportunité pour les décideurs chinois et américains de réduire leurs tensions après que Washington ait accepté la visite du président de Taïwan sur son sol en 1995.²⁹⁹ L'ARF a également déjà fait ses preuves en tant qu'institution permettant le respect des règles et la mise sous pression collective d'une puissance déviante. En 1995, de nouveaux incidents se sont produits entre la Chine et les Philippines à propos de l'occupation chinoise du récif de Mischief. Les pays de l'ASEAN ont alors surpris la Chine par leur union et Pékin a en réponse accepté de faire des concessions importantes à ce propos lors de la réunion de l'ARF en 1995.³⁰⁰

²⁹⁴ THE ECONOMIST, « What on earth is the CPTPP? », in *The Economist* [en ligne], <https://www.economist.com/blogs/economist-explains/2018/03/economist-explains-8> (Page consultée le 3/05/2018).

²⁹⁵ L'OBS, « Asie-Pacifique: 11 pays font renaître le TPP sans Washington », in *L'Obs* [en ligne], <https://www.nouvelobs.com/topnews/20180308.AFP7238/asi-pacifique-11-pays-font-renaitre-le-tpp-sans-washington.html> (Page consultée le 3/05/2018).

²⁹⁶ Ibidem.

²⁹⁷ THE ECONOMIST, « What on earth is the CPTPP? », *op.cit.*

²⁹⁸ L'OBS, « Asie-Pacifique: 11 pays font renaître le TPP sans Washington », *op.cit.*

²⁹⁹ K., HE, *op.cit.*, p.492.

³⁰⁰ Ibidem.

Enfin, les institutions sont amenées à jouer un rôle croissant de *soft balancing* pour éviter les déséquilibres au sein de l'ordre existant et assurer les intérêts de l'Australie et de tous les États d'Asie-Pacifique. C'est la raison pour laquelle Canberra doit continuer à s'investir dans ces organisations et éviter toute marginalisation. L'Australie doit également miser davantage sur le renforcement de sa position au sein des institutions existantes plutôt que d'essayer d'en mettre de nouvelles sur pieds. Le nombre excessif d'institutions tend à diluer leur pouvoir et leur importance. De plus, les propositions émanant de l'Australie sont généralement perçues par l'ASEAN comme un défi à sa position centrale et une volonté d'ingérence américaine ce qui ne rencontre pas les intérêts australiens.

3.3. Un concert des puissances moyennes

Une seconde voie de *soft balancing* qui s'offre à l'Australie est de former une coalition avec d'autres États. L'idée d'une coalition est celle d'un rapprochement stratégique avec formulation commune d'objectifs et d'actions sans qu'il y ait institutionnalisation. Dans les faits, l'Australie s'est déjà engagée dans cette stratégie en suivant la proposition initiée par le Président japonais Abe en 2007 de former un Dialogue sécuritaire quadrilatéral (Quad) entre le Japon, l'Inde, les États-Unis et l'Australie.³⁰¹ C'est en fait la crainte face aux agissements chinois qui a poussé Abe à promouvoir cette coalition sécuritaire. Bien que les discours se soient voulus rassurants, la Chine a largement perçu ce Quad comme une tentative d'endiguement et d'encercllement. Finalement, poussé par les pressions chinoises et le besoin de renforcer ses liens commerciaux avec Pékin après la crise financière de 2008, Kevin Rudd va retirer la participation de l'Australie à la coalition.³⁰² L'échec du Quad doit orienter la politique étrangère australienne dans une réflexion sur le partenariat qui servira au mieux ses objectifs de stabilité. En effet, cet exemple démontre qu'intégrer un des deux compétiteurs dans la coalition alimente les suspicions de l'autre. Au vu de la configuration des intérêts australiens, cela est largement improductif. C'est la raison pour laquelle ce travail postule que l'Australie, pour atteindre son objectif, devrait s'associer avec des puissances moyennes, en excluant de cette alliance tant Washington que Pékin.

Reprenant une théorie de Dudley Lynch et Paul Kordias de 1989 et l'adaptant aux changements actuels de puissance en Asie-Pacifique, Struye de Swielande, Hellendorf et Honoré proposent que l'Australie adopte la stratégie du dauphin.³⁰³ Cette théorie utilise la métaphore du requin,

³⁰¹ W., LIU, Y., HAO, *op.cit.*, pp.367-394.

³⁰² Ibidem.

³⁰³ T., STRUYE DE SWIELANDE, B., HELLENDORFF, A., HONORÉ, *op.cit.*, pp.117-128.

de la carpe et du dauphin pour décrire les différents comportements des acteurs internationaux et leur manière d'assurer leurs intérêts. Les requins comptent largement sur leur force physique pour vaincre et voient le monde comme un jeu à somme nulle. Ils tentent alors unilatéralement d'augmenter leur pouvoir dans ce monde où ils se sentent en danger constant. Ce comportement est représentatif de celui de la superpuissance et des grandes puissances. Les carpes, faibles en termes de force, évitent les conflits et misent sur leurs relations et la coopération pour assurer leur protection. Représentant les petites puissances, ces carpes se perçoivent continuellement comme les victimes du système mondial. Enfin, les dauphins couplent leur capacité à agir en groupe à leur force pour assurer leurs intérêts. En collaborant, ces animaux qui disposent d'une puissance relative et d'un objectif commun peuvent réussir à dissuader le requin de les attaquer ou le vaincre pour se défendre. Ce sont donc les dauphins qui parviennent le mieux à s'adapter aux changements et à les exploiter pour les transformer en opportunités. Les caractéristiques constitutives de l'Australie amènent à conclure que c'est du dauphin que ce pays se rapproche le plus. Cette théorie métaphorique met en fait en avant les avantages qu'aurait l'Australie à s'associer avec d'autres puissances moyennes. Canberra n'a pas les capacités pour contraindre seule la Chine et les États-Unis. Par contre, en s'unissant avec des puissances qui partagent le même rang, l'Australie augmente ses chances d'atteindre son objectif. En formant une coalition, ces puissances accroissent leur crédibilité et dès lors leur influence sur les décisions américaines et chinoises. Les menaces de sanctions à l'encontre de l'un ou l'autre concurrent en cas de comportement inadéquat deviennent plus crédibles et permettent de contraindre la Chine et les États-Unis à respecter le statu quo et à adopter un comportement responsable.³⁰⁴ Cette coalition serait non seulement suffisamment forte pour jouer un rôle de contrepoids contre une Chine agressive, mais aussi pour s'unir sur le plan sécuritaire dans le cas d'un désengagement américain. Sur le plan économique, cette union permettrait également d'apporter des garanties à ces États qui pourraient, comme le CPTPP évoqué ci-dessus en donne un bon exemple, affirmer leur importance pour le commerce mondial. De plus, ce type de coalition avec des « like-minded states » offrirait à l'Australie la possibilité de démontrer l'indépendance de sa politique étrangère tout en ne s'aliénant pas son allié défensif ou son partenaire économique.³⁰⁵ Finalement, une telle coalition agit « as a further “hedge” against becoming overawed by China, or overdependent on the United States »³⁰⁶.

³⁰⁴ N., BISLEY, *op.cit.*, pp.297-318.

³⁰⁵ D., LANG, *op.cit.*, 15p.

³⁰⁶ T., WILKINS, « Australia. A traditional middle power faces the Asian century », *op.cit.*, p.164.

Il convient de se demander avec quels États l'Australie pourrait former cette coalition. Repartant de l'idée du Quad, l'Australie pourrait envisager une coalition de base avec le Japon et l'Inde. Le rapprochement avec Tokyo serait naturel puisque les deux États entretiennent déjà des liens très étroits comme ce travail l'a montré. La relation entre New Delhi et Canberra est plus récente, mais en pleine phase d'ascension. Les deux pays rencontreraient certes des divergences de vues dans certains domaines, mais il serait néanmoins dans l'intérêt de l'Australie d'élargir sa région d'influence à l'Indo-Pacifique. Canberra soutiendrait ainsi l'idée américaine de lier les deux océans et trouverait une place centrale et stratégique pour assurer le lien.³⁰⁷ Par ailleurs, cet axe trilatéral rassemblerait des puissances moyennes soutenant un modèle démocratique et libéral. Cette coalition pourrait utiliser les mécanismes de dialogue et d'exercices communs pour affirmer leur soutien mutuel. Les États de la coalition augmenteraient leur influence en adoptant des positions communes préalablement aux réunions des différentes institutions dont ils sont membres comme l'EAS, l'ARF et le G20.³⁰⁸ Grâce à ce rapprochement, ces puissances moyennes pourraient soutenir la présence américaine en Indo-Pacifique, nécessaire à leur sécurité. Elles réaffirmeraient d'emblée leur soutien et leur engagement à l'égard des normes et valeurs du modèle existant ainsi que du respect du droit international. Ces puissances auraient un poids important pour défendre le maintien de l'ordre régional. Elles soutiendraient une position ferme à l'égard de toute tentative de changement unilatéral de cet ordre.³⁰⁹ Dans ce sens, ces puissances moyennes contraindraient la Chine à émerger de manière pacifique sans déstabiliser la région et en évitant de se montrer trop assertive. Les mots sont ici importants puisque le trio Japon-Inde-Australie doit tenter de contraindre et non de contenir Pékin.³¹⁰ Un endiguement ne favoriserait pas le développement naturel de la région et les autorités chinoises percevraient cette coalition comme tournée contre Pékin, ce qui nuirait aux intérêts des trois partenaires. Il incombe donc à ces États de faire connaître publiquement leur intention de maintenir un environnement stable avec cette coalition et d'affirmer qu'elle n'est tournée contre aucun État. Il est possible d'envisager un élargissement de cette coalition à d'autres puissances moyennes démocratiques pour renforcer son influence. En Asie-Pacifique, le Japon, l'Inde et l'Australie pourraient également s'associer avec la Corée du Sud et l'Indonésie. Les déclarations sécuritaires bilatérales de l'Australie avec l'ensemble de ces pays pourraient donner lieu à un lien multilatéral.³¹¹ Par ailleurs, l'Australie,

³⁰⁷ E., GRAHAM et al., *op.cit.*, 25p.

³⁰⁸ D., LANG, *op.cit.*, 15p.

³⁰⁹ Ibidem.

³¹⁰ Ibidem.

³¹¹ T., WILKINS, « Australia. A traditional middle power faces the Asian century », *op.cit.*, pp.149-170.

l'Indonésie et la Corée du Sud ont déjà fait connaître leur intérêt dans la formation d'une consultation entre puissances moyennes.³¹² Le Livre blanc sur la politique étrangère australienne de 2017 mentionne également l'intention de se rapprocher des États démocratiques de sa région, en particulier le Japon, l'Indonésie, l'Inde et la Corée du Sud.³¹³ Pour rendre ce partenariat possible, l'Australie doit renforcer ses efforts pour se rapprocher de la Corée du Sud. Inclure l'Indonésie permettrait à cette coalition d'augmenter ses chances d'être soutenue par les pays de l'ASEAN. Cela est néanmoins à double tranchant puisque l'engagement indonésien serait ambivalent entre son appartenance à l'ASEAN et à la coalition.³¹⁴ Le même raisonnement pourrait s'appliquer pour l'inclusion du Vietnam et de la Malaisie dans la coalition puisque ces deux puissances moyennes partagent l'objectif de stabilité de la région. Ainsi, le lien entre le Vietnam et l'Australie, qui fêtent cette année le 45^e anniversaire de l'établissement de leur relation diplomatique, n'a pas cessé de se renforcer. Le rapprochement s'est fait tant sur le plan économique que culturel. Les deux États coopèrent dans les domaines de l'éducation, des infrastructures ou encore de l'aide au développement. Ils ont par ailleurs signé en mars de cette année une déclaration commune sur l'établissement d'un partenariat stratégique bilatéral.³¹⁵ Le Vietnam est également très proche de l'Inde, entretient une bonne relation avec le Japon et la Corée du Sud et se concentre particulièrement sur le multilatéralisme et le renforcement de ses partenariats.³¹⁶ L'Australie entretient une relation diplomatique avec la Malaisie depuis plus de 60 ans et partage avec ce pays des valeurs et des intérêts communs.³¹⁷ Canberra et Kuala Lumpur ont élevé en 2015 leur relation au rang de partenariat stratégique. Les deux États entretiennent également une relation défensive très étroite grâce notamment à leur programme de défense conjoint signé en 1992 (*Malaysian Australian Joint Defence Program*) et le FPDA. Tout ceci tend à confirmer le rapprochement entre plusieurs puissances moyennes de la région. Nous ne développerons cependant pas davantage la possibilité d'inclure ces deux États ou d'autres membres de l'ASEAN dans une coalition, car ils n'ont pas fait l'objet dans ce travail d'une analyse approfondie. Toutefois, cette possibilité est bien réelle pour l'Australie. Il est

³¹² T., WILKINS, « Australia. A traditional middle power faces the Asian century », *op.cit.*, pp.149-170.

³¹³ *Foreign Policy White Paper 2017*, Canberra : gouvernement australien, 2017, p.4.

³¹⁴ E., GRAHAM et al., *op.cit.*, 25p.

³¹⁵ LE COURRIER DU VIETNAM, « Établissement du partenariat stratégique Vietnam – Australie », in *Le Courrier Vn* [en ligne], <https://lecourrier.vn/etablissement-du-partenariat-strategique-vietnam-australie/457036.html> (Page consultée le 3/05/2018).

³¹⁶ H., CLARK, « Vietnam and Australia: Common interests should be reflected in closer ties », in *Lowy Institute*, 2015 [en ligne], <https://www.lowyinstitute.org/the-interpreter/vietnam-and-australia-common-interests-should-be-reflected-closer-ties> .

³¹⁷ GOUVERNEMENT AUSTRALIEN, « Malaysia country brief », *Site du département des affaires étrangères* [en ligne], <http://dfat.gov.au/geo/malaysia/Pages/malaysia-country-brief.aspx> (Page consultée le 3/05/2018).

également important pour Canberra de garder à l'esprit qu'élargir cette coalition pourrait plus rapidement faire ressortir les différences entre les États la constituant. En effet, bien qu'ils partagent des caractéristiques et ambitions communes, les intérêts de ces pays ainsi que leurs visions stratégiques de leur région ne seront jamais homogènes.³¹⁸

4. Une vision à long terme : une puissance moyenne indépendante

Un conflit sur le court terme serait désastreux pour les intérêts australiens. Poser un choix ou rester neutre serait nécessairement nuisible au regard de la configuration de ses intérêts et relations. C'est la raison pour laquelle, comme il vient d'être démontré, l'Australie doit avant tout développer des stratégies de puissances moyennes comme le *hedging*, *l'institutionnal balancing* ou encore la création d'un concert de puissances pour contraindre les États-Unis et la Chine à ne pas bouleverser le statu quo et à éviter le conflit le plus longtemps possible.

Ce mémoire recommande à l'Australie d'envisager dans le même temps de développer une nouvelle stratégie pour le long terme afin d'être prête à faire face à un potentiel conflit sino-américain dans le futur. Cette stratégie s'appuie sur une indépendance sécuritaire grandissante permettant in fine la neutralité. En cessant d'être une puissance moyenne dépendante, l'Australie pourra se poser en acteur neutre si un conflit émerge à long terme entre la Chine et les États-Unis sans nuire à ses intérêts. En effet, elle ne dépendra plus de Washington pour assurer sa sécurité et ne sera donc pas contrainte d'agir à ses côtés comme par le passé pour affirmer sa loyauté. Pour devenir autonome, il faut que l'Australie augmente ses capacités et son potentiel à se défendre seule. L'Australie compte aujourd'hui sur son alliance avec les États-Unis pour maintenir ses dépenses militaires à des taux bas, mais est économiquement capable d'envisager d'investir seule. Le Livre blanc de 2016 sur la politique de défense cherche déjà à augmenter le budget militaire australien ainsi que ses forces de projection maritimes et aériennes. Les efforts devraient dès lors se poursuivre en ce sens. L'Australie ne fait pas actuellement face à une menace directe contre son territoire et peut donc développer une vision à long terme. L'ensemble des mécanismes que l'Australie doit développer pour éviter un conflit sur le court terme lui permettent également, comme cela a été démontré plus tôt, d'acquérir de plus en plus d'autonomie tant sur le plan militaire qu'économique et politique. L'idée de devenir plus autonome fait partie d'un débat ancien et plus large en politique étrangère

³¹⁸ D., LANG, *op.cit.*, 15p.

australienne.³¹⁹ Celui-ci consiste à choisir entre continuer à dépendre d'une grande puissance ou développer sa propre politique pour pouvoir se concentrer sur la seule défense de ses intérêts. Ce mémoire plaide donc qu'en raison de la transition de puissance la seconde option devrait guider la politique australienne dès à présent. En 2014 dans son livre intitulé *Dangerous Allies*, Malcom Fraser rappelait déjà que « Australia needs to decide which direction it is to take into the future: are we to continue to follow our policy of strategic dependence or will we, for the first time in our history, move toward a more strategically independent foreign policy? »³²⁰. La position en faveur d'une indépendance renforcée à l'égard des États-Unis a été ravivée depuis l'arrivée au pouvoir de Donald Trump. Ce dernier a commencé son mandat en lançant un froid sur la relation australo-américaine en décrivant comme « stupide » un accord sur l'immigration conclu par son prédécesseur, Obama, et l'Australie.³²¹ Trump a également remis en doute son protectorat à l'égard de plusieurs de ses alliés et leur a demandé de prendre davantage leurs responsabilités. Cette demande américaine n'est pas nouvelle et était déjà au centre de la Doctrine Nixon. Ces événements doivent rappeler à l'Australie une idée du réaliste John Mearsheimer qui veut que « alliances are only temporary marriages of convenience »³²². Cela signifie que les Américains pourraient cesser d'apporter leur soutien sécuritaire à l'Australie s'ils n'y trouvaient plus suffisamment d'intérêt. Les puissances dépendantes ne peuvent jamais prendre leur alliance avec une grande puissance pour acquise. La coopération et les intentions américaines ne sont pas certaines et c'est la raison pour laquelle l'Australie devrait chercher à augmenter sa puissance, surtout militaire, pour assurer sa survie. Ces considérations réalistes, appuyées par l'attitude de Trump, devraient donner une raison de plus à l'Australie de préférer son indépendance. Canberra pourrait par ailleurs utiliser la demande américaine d'un *burden sharing* et d'une plus grande prise de responsabilités pour renégocier leur alliance défensive. Une renégociation de l'ANZUS ne doit pas signifier la fin de l'alliance avec les États-Unis, mais plutôt l'affirmation de l'indépendance de Canberra. L'Australie qui a participé à toutes les guerres menées par les Américains est actuellement prise pour acquise par Washington. Cela doit changer par l'affirmation de l'Australie, laquelle pour être crédible passe nécessairement par le développement unilatéral de ses forces militaires. Sur le long terme, cela permettra à Canberra de ne plus devoir mentionner l'importance de Washington comme son défenseur dans

³¹⁹ A., PATIENCE, *Australian Foreign Policy in Asia. Middle Power or Awkward Partner?*, Melbourne : Springer, 2018, 322p.

³²⁰ M., FRASER, *Dangerous Allies*, Melbourne : Melbourne University Press, 2014, p.259.

³²¹ G., PARIS, F., SALIBA, C., TAÏX, Un accord sur les réfugiés avec l'Australie énerve Donald Trump, in *Le Monde*, International [en ligne], http://www.lemonde.fr/donald-trump/article/2017/02/02/un-accord-sur-les-refugies-avec-l-australie-enerve-donald-trump_5073590_4853715.html (Page consultée le 14/05/2018).

³²² A., PATIENCE, *op.cit.*, p.33.

ses Livres blancs, comme c'est actuellement le cas. Ces réflexions sont déjà en cours notamment au sein du parti travailliste où une partie des membres souhaiterait « changing the Party's policy platform to play down the importance of the ANZUS treaty in Australia's defence policy. It was reported that the proposed changes may mean avoiding all references to the ANZUS treaty as 'one of Australia's great national assets [...] and 'the bedrock of regional stability' »³²³.

Finale­ment, Canberra devrait façonner une stratégie pour le long terme. L'Australie devrait cesser d'opter pour la tradition et faire un pas vers la nouveauté afin de rompre avec sa dépendance. Son autonomie sera la meilleure solution pour défendre ses intérêts tant sécuritaires qu'économiques sur le long terme en cas de guerre hégémonique.

Conclusion

Ce travail a tenté d'apporter un éclaircissement sur la manière dont les puissances moyennes traditionnelles doivent se repositionner pour sauvegarder leurs intérêts dans un ordre international en transition. Plus précisément, le cas de l'Australie a été analysé en profondeur dans le but de déterminer les stratégies que les puissances moyennes traditionnelles doivent mettre en œuvre pour faire face au déclin américain et à la montée en puissance chinoise.

Pour répondre à ce questionnement, ce travail a d'abord posé un certain nombre de bases nécessaires pour comprendre les stratégies proposées. Premièrement, il a été démontré que l'Australie est une puissance moyenne traditionnelle. Une analyse de ses caractéristiques géographiques, démographiques, économiques et militaires permet de conclure qu'elle dispose des atouts matériels propres à ces puissances. Les attributs comportementaux de l'Australie, analysés au travers de son attitude sur la scène internationale et son engagement régional, vont également dans ce sens. En effet, l'Australie adopte une position de conciliateur, cherche à promouvoir la paix et la stabilité, défend le statu quo et le système libéral et démocratique mis en place par la superpuissance et préfère le multilatéralisme. Ce dernier est particulièrement visible dans son investissement croissant dans les organisations régionales et internationales, mais aussi dans sa volonté de renforcer ses liens avec d'autres États, particulièrement de sa région. Ce tournant régional vers l'Asie est néanmoins rendu difficile du fait du lien important entre Canberra et l'Occident. De plus, l'Australie a développé sa niche diplomatique dans certains domaines où elle tente d'adopter une position d'entrepreneur de normes.

³²³ A., PATIENCE, *op.cit.*, p.242.

Deuxièmement, ce travail a établi la particularité de l'Australie, qui en fait un cas de puissance moyenne traditionnelle intéressant à étudier dans la transition de puissance. D'une part, Canberra a un lien historique très fort avec l'Occident. D'abord proche de la Grande-Bretagne, elle s'est rapprochée des États-Unis à la suite de la Seconde Guerre mondiale. Depuis, les deux États ont tissé un lien diplomatique très dense entre eux. Leur alliance défensive est constitutive de leur relation. Ainsi, les États-Unis apportent leur protectorat à l'île australienne notamment grâce au traité de l'ANZUS qui les unit. Cette relation défensive est le reflet de la doctrine militaire australienne qui oscille entre l'idée que l'île a besoin d'une grande puissance à ses côtés pour assurer sa défense et celle que l'Australie doit favoriser et financer le développement de l'ADF. L'Australie a plus souvent opté pour rester une puissance moyenne dépendante bien qu'un mélange entre les deux stratégies semble se dessiner depuis quelques années. D'autre part, l'Australie s'est rapprochée de sa région dès la seconde moitié du 20^e siècle. Sa relation diplomatique avec la Chine débute avec la reconnaissance de la RPC en 1972. Depuis et malgré des épisodes de tension, notamment dus à leurs divergences culturelles et de valeurs, la relation entre Canberra et Pékin s'est globalement renforcée. Par ailleurs, le lien entre les deux pays s'est surtout développé sur les plans commercial et économique. Leurs deux économies sont complémentaires et au fil du temps, ces deux États ont noué une interdépendance grandissante. Pékin a besoin des matières premières de Canberra pour soutenir sa croissance tandis que l'Australie se développe grâce à cette demande très forte. Cette partie sur le lien que l'Australie entretient avec Washington d'un côté et Pékin de l'autre a permis de démontrer qu'une certaine dichotomie s'est dessinée dans les préoccupations économiques et sécuritaires de Canberra. Il en résulte que la sauvegarde des intérêts australiens dépend de la bonne relation sino-américaine, mais aussi de la capacité des autorités australiennes à adopter des politiques d'équilibriste pour ne vexer ni l'un ni l'autre. Toutefois et c'est ce qui a été troisièmement démontré, l'ordre international est en pleine transition ce qui rend la position australienne de plus en plus compliquée à maintenir. La différence de puissance entre les États-Unis et la Chine est en train de s'amenuiser. Cela s'explique par le déclin relatif américain d'abord sur le plan économique puis militaire et idéologique et par la montée en puissance chinoise. Bien que Pékin reste encore derrière Washington en termes de *hard* et de *soft power*, ce rapprochement de puissance s'est déjà traduit sur le plan régional par la mise en place d'une « hiérarchie duale ». Cela signifie qu'en Asie-Pacifique, les États-Unis continuent à dominer la hiérarchie militaire et sécuritaire, mais ont été devancés par la Chine dans la hiérarchie économique. Autrement dit, Washington assure la sécurité aux États de la région par sa présence tandis que ces mêmes États commercent aujourd'hui davantage avec Pékin. La plupart de ces pays d'Asie-Pacifique,

comme l'Australie, souhaitent par ailleurs que cette organisation duale puisse se maintenir, car elle permet d'assurer au mieux leurs intérêts. En effet, la prospérité chinoise a des retombées économiques positives sur l'ensemble des pays avec qui Pékin commerce et la présence américaine agit comme un frein aux prétentions chinoises qui se traduisent par des tensions grandissantes dans la région. La configuration actuelle du pouvoir en Asie-Pacifique accroît également les options des puissances moyennes et dès lors leur influence. Partant de ces constatations, ce travail a essayé d'envisager les différents scénarios qui pourraient émerger de la transition de puissance. Une paix chaude et le maintien de l'ordre existant avec une certaine parité du pouvoir entre les deux compétiteurs est le scénario le plus à même de garantir les intérêts australiens, mais pas le plus probable. Il n'est pas possible d'exclure la possibilité, surtout sur le long terme, qu'une « guerre hégémonique » éclate entre les deux pays. Celle-ci, dans la configuration actuelle, serait très dommageable pour l'Australie qui devrait sans doute prendre position et mettre à mal ses intérêts économiques ou sécuritaires. C'est la raison pour laquelle, la dernière partie de ce mémoire a tenté d'apporter des solutions à cette problématique.

Ce travail postule que l'Australie doit utiliser son statut de puissance moyenne traditionnelle pour pouvoir développer des stratégies qui lui permettent de protéger au mieux ses intérêts dans un système en transition. Il convient dès lors de distinguer ce que l'Australie peut faire sur le court et le long terme. La configuration des relations de dépendance et des intérêts de Canberra ne peut pas être modifiée du jour au lendemain. C'est la raison pour laquelle ce mémoire avance que l'Australie doit développer trois grandes stratégies sur le court terme pour maintenir le statu quo et éviter à tout prix un conflit nuisible. Elle doit tout d'abord maintenir sa stratégie du *hedging* grâce à laquelle elle parvient à équilibrer ses relations. Canberra doit ainsi continuer à mener des politiques ambivalentes entre Washington et Pékin, sans tenter de contrer ouvertement ou de suivre de manière inconditionnelle l'un ou l'autre des protagonistes. Pour assurer le maintien de l'ordre actuel, réduire le risque de conflit, mais aussi asseoir une plus grande neutralité et indépendance, Canberra peut ensuite miser sur deux stratégies de *soft balancing* adaptées aux puissances moyennes : *l'institutional balancing* et la formation d'une coalition. Ces deux stratégies vont permettre de contrer de manière douce l'exercice unilatéral du pouvoir par la puissance montante, mais également par les États-Unis. D'un côté, *l'institutional balancing* va utiliser les institutions pour prédire et cadrer le comportement des deux concurrents. En s'engageant dans ces organisations pour assurer leurs intérêts, Washington et Pékin acceptent de se soumettre à un cadre normatif qui les contraint dans leurs actions. De plus, les puissances moyennes doivent utiliser ces institutions comme un moyen de

pression et un lieu de discussion pour apaiser les tensions entre les deux concurrents. Les institutions offrent par ailleurs la possibilité de développer un nouveau cadre sécuritaire. D'un autre côté, l'Australie doit amorcer la création d'un troisième bloc. Une coalition de puissances moyennes permettrait d'augmenter drastiquement le pouvoir d'influence de ces États à l'égard de Washington et Pékin. En effet, les puissances moyennes comme les dauphins ont la possibilité d'agir en groupe pour pouvoir transformer des dangers en opportunités. Tant la Chine que les États-Unis ont besoin des puissances moyennes dans leur zone d'influence pour conserver ou accroître leur puissance. Pour cette raison, cette coalition aurait un poids considérable. Celle-ci pourrait dès lors miser sur la menace de sanctions pour contraindre les deux États à maintenir la stabilité. Cette coalition offrirait également la possibilité à Canberra de démontrer l'indépendance de sa politique étrangère et d'établir une voie sécuritaire parallèle. Par ailleurs, l'Australie dispose en Asie-Pacifique d'une place idéale pour jouer ce rôle d'initiateur à la fois de *l'institutionnal balancing* et de la formation d'une coalition. En effet, elle entretient une relation pacifique avec Washington et Pékin, dispose de leviers d'influence sur eux, d'accès à leurs décideurs et est de plus en plus intégrée à sa région. Parallèlement à ces stratégies directement applicables, l'Australie doit développer une vision de long terme qui lui permette d'acquérir une indépendance grandissante. En misant sur le *hedging*, *l'institutionnal balancing* et la création d'une coalition, mais surtout en augmentant ses dépenses militaires et en renégociant son alliance, Canberra peut réduire son statut de puissance moyenne dépendante à l'égard de la grande puissance américaine. Les autorités australiennes ont déjà commencé à accroître le budget et l'arsenal de la défense ces dernières années. Les efforts devraient se poursuivre dans ce sens. De la sorte, Canberra pourra envisager de rester neutre en cas de conflit sino-américain direct ou indirect, et cela sans nuire à ses intérêts. Il s'agit dès lors d'initier une nouvelle voie qui permette à la puissance moyenne traditionnelle australienne de déterminer par elle-même sa politique étrangère et sécuritaire. Comme le Livre blanc sur la défense de 2016 ou le Livre blanc sur la politique étrangère australienne de 2017 le reflètent, le gouvernement actuel ne semble pas opter pour la voie de l'autonomisation et rappelle au contraire la centralité des États-Unis pour la politique australienne. Néanmoins, le débat reste ouvert et il serait intéressant dans des recherches futures d'évaluer comment les changements internationaux actuels, notamment provoqués par Trump, pourraient pousser les prochains gouvernements à adopter une attitude plus indépendante.

Finalement, l'Australie en tant que puissance moyenne traditionnelle doit, dans cette transition plus que jamais, mettre à profit son rôle de médiateur et de constructeur de ponts en utilisant

des stratégies créatives. Il importe également de quitter la tradition et d'établir une vision à long terme pour réduire le dilemme australien. In fine, il s'agit de la seule manière pour Canberra d'assurer que la prédiction de Garfield Barwick se réalise, à savoir que l'ambivalence de l'Australie entre l'Occident et l'Asie lui soit favorable.

Bibliographie

Monographie

- ARON, R., *Paix et guerre entre les nations*, Paris : Calmann-Lévy, 1968, 794p.
- BALSSA, C., *L'Australie et les relations internationales: entre l'allié américain et le partenaire chinois*, Paris : Éditions du cygne, 2014, 148p.
- BERT, W. *The United States, China and Southeast Asian Security. A Changing of the Guard?*, Londres : Palgrave Macmillan, 2003, 272p.
- COHEN, S.C., *Geopolitics. The Geography of International Relations*, Lanham : Rowman & Littlefield, 2009, 455p.
- COOPER, A., HIGGOTT, R., NOSSAL, K., *Relocating Middle Powers: Australia and Canada in a changing world order*, Vancouver : UBC press, 1994, 232p.
- FRASER, M., *Dangerous Allies*, Melbourne : Melbourne University Press, 2014, 372p.
- HOLBRAAD, C., *Middle Powers in International Politics*, Londres : Mac Millan, 1984, 234p.
- NAU, H.R., *Perspectives on International Relations: Power, Institutions, and Ideas*, Los Angeles : CQ Press, 2015, 485p.
- ORGANSKI, A.F.K., *World Politics*, New-York : Alfred A. Knopf, 1958, 509p.
- PATIENCE, A., *Australian Foreign Policy in Asia. Middle Power or Awkward Partner?*, Melbourne : Springer, 2018, 322p.
- TODD, E., *Après l'empire. Essai sur la décomposition du système américain*, Paris : Gallimard, Coll. « Folio actuel », 2004, 293p.
- WALTON, D., *Australia, Japan and Southeast Asia: Early post-War Initiatives in Regional Diplomacy*, Hauppauge : Nova Science Publishers, 2011, 159p.
- YI, W., *Australia-China Relations post-1949: Sixty Years of Trade and politics*, Farnham : Ashgate, 2012, 252p.

Ouvrages collectifs

- COOPER, A.F. (éd.), *Niche Diplomacy. Middle Power after the Cold War*, Londres : Plagrave Macmillan, 1997, 221p.

- COTTON, J., RAVENHILL, J., *Middle Power Dreaming. Australia in World Affairs 2006-2010*, Melbourne : Oxford, 2011, 360p.
- FRANK, R. (éd.), *Pour l'histoire des relations internationales*, Paris : Presses universitaires de France, 2012, 776p.
- GILLEY, B., O'NEILL, A. (éd.), *Middle Powers and the Rise of China*, Copenhague : Djof Publishing, 2014, 277p.
- TAYLOR, B. (éd.), *Australia as an Asia-Pacific Regional Power: Friendships in Flux?*, Londres : Routledge Security in Asia Pacific, 2012, 199p.
- WALTON, D., KAVALSKI, E. (éd.), *Power Transition in Asia*, New-York : Routledge, 2016, 225p.

Chapitres d'ouvrages

- ALLAIN, J.C., FRANK, R., « Les composantes de la puissance », in FRANK, R. (éd.), *Pour l'histoire des relations internationales*, Paris : Presses universitaires de France, 2012, pp.139-167.
- ALLAIN, J.C., FRANK, R., « La hiérarchie des puissances », in FRANK, R. (éd.), *Pour l'histoire des relations internationales*, Paris : Presses universitaires de France, 2012, pp.169-186.
- COOK, M., « Australia's Asian Mirror », in WALTON, D., KAVALSKI, E. (éd.), *Power Transition in Asia*, New-York : Routledge, 2016, pp.104-118.
- COOPER, D.A., YOSHIHARA, T., « US responses to Middle Powers and China », in GILLEY, B., O'NEILL, A. (éd.), *Middle Powers and the Rise of China*, Copenhague : Djof Publishing, 2014, pp.63-83.
- COOPER, A.F., « Niche diplomacy: A Conceptual Overview », in COOPER, A.F. (éd.), *Niche Diplomacy. Middle Power after the Cold War*, Londres : Plagrave Macmillan, 1997, pp.1-24.
- COTTON, J., RAVENHILL, J., « Middle power dreaming: Australian Foreign Policy during the Rudd-Gillard governments », in COTTON, J., RAVENHILL, J., *Middle Power Dreaming. Australia in World Affairs 2006-2010*, Melbourne : Oxford, 2011, pp.1-12.
- COX, M., « Asian century – western decline: critical reflexions », in WALTON, D., KAVALSKI, E. (éd.), *Power Transition in Asia*, New-York : Routledge, 2016, pp.13-25.

- DIBB, P., « Australia–United States », in TAYLOR, B. (éd.), *Australia as an Asia-Pacific Regional Power: Friendships in Flux?*, Londres : Routledge Security in Asia Pacific, 2012, pp.33-49.
- GILLEY, B., « China’s Discovery of middle Powers », in GILLEY, B., O’NEILL, A. (éd.), *Middle Powers and the Rise of China*, Copenhague : Djof Publishing, 2014, pp.45-62.
- GILLEY, B., O’NEIL, A., « China’s rise through the prism of middle powers », in GILLEY, B., O’NEILL, A. (éd.), *Middle Powers and the Rise of China*, Copenhague : Djof Publishing, 2014, pp.1-22.
- GORDON, S., « Australia-India », in TAYLOR, B. (éd.), *Australia as an Asia-Pacific Regional Power: Friendships in Flux?*, Londres : Routledge Security in Asia Pacific, 2012, pp.33-49.
- KAVALSKI, E., « Whether power transition and whiter if one? », in WALTON, D., KAVALSKI, E. (éd.), *Power Transition in Asia*, New-York : Routledge, 2016, pp.207-221.
- KERSTEN, R., « Australia and Japan: mobilising the bilateral relationship », in COTTON, J., RAVENHILL, J., *Middle Power Dreaming. Australia in World Affairs 2006-2010*, Melbourne : Oxford, 2011, pp.94-110.
- MANICOM, J., REEVES, J., « Locating middle powers in international relations theory and power transitions », in GILLEY, B., O’NEILL, A. (éd.), *Middle Powers and the Rise of China*, Copenhague : Djof Publishing, 2014, pp.23-44.
- O’NEIL, A., « Regional, alliance and global priorities of the Rudd-Gillard governments », in COTTON, J., RAVENHILL, J., *Middle Power Dreaming. Australia in World Affairs 2006-2010*, Melbourne : Oxford, 2011, pp.273-289.
- TAYLOR, B., BALL, D., « Australia-Japan », in TAYLOR, B. (éd.), *Australia as an Asia-Pacific Regional Power: Friendships in Flux?*, Londres : Routledge Security in Asia Pacific, 2012, pp.50-59.
- TSAI, T., TAI-TING LIU, T., « Hegemonic turnover in East Asia. A Historical Review since the Nineteenth Century », in WALTON, D., KAVALSKI, E. (éd.), *Power Transition in Asia*, New-York : Routledge, 2016, pp.26-44.
- WESLEY, M., « Australia-China », in TAYLOR, B. (éd.), *Australia as an Asia-Pacific Regional Power: Friendships in Flux?*, Londres : Routledge Security in Asia Pacific, 2012, pp.60-79.

- WILKINS, T.S., « Australia. A traditional middle power faces the Asian century », in GILLEY, B., O'NEILL, A. (éd.), *Middle Powers and the Rise of China*, Copenhague : Djof Publishing, 2014, pp.149-170.

Articles scientifiques

- ARGOUNÈS, F., « L'Australie : la tentation de la puissance régionale », in *Pouvoirs*, 2012, Vol.141, n°2, pp.103-116.
- ARGOUNÈS, F., « Quel espace régional pour l'Australie ? Mutations et recompositions des identités australiennes », in *Annales de géographie*, 2015, Vol.1, n°701, pp.76-98.
- BISLEY, N., « Australia and Asia's Trilateral Dilemmas. Between Beijing and Washington », in *Asian Survey*, 2014, Vol.54, n°2, pp.297-318.
- BOSA, B., « L'Australie : mises en perspective historiques », in *Pouvoirs*, 2012, Vol.141, n°2, pp.5-15.
- BUSAN, B., « Asie : une reconfiguration géopolitique », in *Politique étrangère*, 2012, Vol.Été, n°2, pp.331-344.
- CHAPNICK, A., « The Canadian Middle Power Myth », in *International Journal*, 2000, Vol.55, n°2, pp.188-206.
- COULON, G., « L'Australie dans le siècle asiatique », in *Revue internationale et stratégique*, 2012, Vol.88, n°4, pp.18-27.
- EKMAN, A., « Asie-Pacifique : la priorité de la politique étrangère chinoise », in *Politique étrangère*, 2014, Vol.79, n°3, pp.11-22.
- GILLEY, B., « Middle Powers during Great Power Transitions: China's Rise and the Future of Canada-US Relations », in *International Journal*, 2011, Vol.66, n°2, pp.245-264.
- GLOSSERMAN, B et al., « Les contours du pivot américain vers l'Asie », in *Monde chinois*, 2014, Vol.40, n°4, pp.23-27.
- HAMEL, T., « La géopolitique de l'Asie-Pacifique et l'émergence de la Chine », in *Géoéconomie*, 2014, Vol.71, n°4, pp.123-140.
- HE, K., « Institutional Balancing and International relations Theory: Economic Interdependence and Balance of Power Strategies in Southeast Asia », in *European Journal of International Relations*, 2008, Vol.14, n°3, pp.489-518.
- IKENBERRY, J., « Between the Eagle and the Dragon: America, China, and Middle State

Strategies in East Asia », in *Political Science Quarterly*, 2015, Vol.131, n°1, pp.9-43.

- JORDAAN, E., « The Concept of a Middle Power in International Relations: Distinguishing between Emerging and Traditional Middle Powers », in *Politikon*, 2003, Vol.30, n°2, pp.165-181.
- LAJOINIE, T., « Identité constitutionnelle et démocratie en Australie », in *Pouvoirs*, Vol.2, n°141, 2012, pp.17-28.
- LEE, J., « Hedging Strategies of the Middle Powers in East Asian Security: the Cases of South Korea and Malaysia », in *East Asia*, 2017, Vol.34, n°1, pp.23-37.
- LIU, W., HAO, Y., « Australia in China's Grand Strategy », in *Asian Survey*, 2014, Vol.54, n°2, pp.367-394.
- MANICOM, J., O'NEIL, A., « China's Rise and Middle Power Democracies: Canada and Australia Compared », in *International Relations of the Asia-Pacific*, 2012, Vol.12, n°2, pp.199-228.
- MCDUGALL, D., « Australian Strategies in Response to China's Rise. The Relevance of the United States », in *Asian Survey*, 2014, Vol.54, n°2, pp.319-342.
- MCKINLEY, M., ROIRON, V., « Alliance Australie-États-Unis : Les avantages officiels à l'épreuve des faits », in *Outre-Terre*, 2014, Vol.38, n°1, pp.359-371.
- NOLTE, D., « How to Compare Regional Powers: Analytical Concepts and Research Topics », in *Review of International Studies*, 2010, Vol.36, n°4, pp.881-901.
- NYE, J.S., « Soft Power », in *Foreign Policy*, 1990, n°80, pp.153-171.
- PONS, X., « La culture australienne entre Occident et Orient », in *Pouvoirs*, 2012, Vol.141, n°2, pp.133-144.
- PU, X., « One Belt, One Road: Visions and Challenges of China's Geoeconomic Strategy », in *Mainland China Studies*, 2016, Vol.59, n°3, pp.111-132.
- PUPATTI, F., « Perceptions et interprétations de l'émergence chinoise depuis la Guerre Froide : vers une approche chinoise des relations internationales ? », in *Perspectives Internationales*, 2012, n° 2, pp.55-69.
- RAVENHILL, J., « Cycles of Middle Power Activism: Constraint and Choice in Australian and Canadian Foreign Policies », in *Australian Journal of International Affairs*, 1998, Vol.52, n°3, pp.309-327.

- SCHAEFFER, D., « Les mers de Chine dans la relation Chine-États-Unis », in *Outre-Terre*, 2013, Vol.37, n°3, pp.367-391.
- SEN, C., XIONG, J., « The dilemma of interdependence: current features and trends in Sino-Australian relations », in *Australian Journal of International Affairs*, 2012, Vol.66, n°5, pp.579-597.
- STRUYE DE SWIELANDE, T., « Asie-Pacifique : Grand Strategy de réaffirmation face à la Chine », in *Outre-Terre*, 2014, Vol.38, n°1, pp.330-341.
- STRUYE DE SWIELANDE, T., HELLENDORFF, B., HONORÉ, A., « Australie, une nouvelle stratégie de puissance moyenne », in *Politique étrangère*, 2015, Vol.Printemps, n°1, pp.117-128.
- UNGERER, C., « The ‘Middle Power’ Concept in Australian Foreign Policy », in *Australian Journal of Politics and History*, 2007, Vol.53, n°4, pp.538-551.
- VAN DER KROEF, J., « L'Australie révisé sa politique étrangère », in *Politique étrangère*, 1969, Vol.34, n°2, pp.117-132.
- WILKINS, T., « Australia and Middle Power Approaches to Asia Pacific Regionalism », in *Australian Journal of Political Science*, Vol.52, n°1, pp.110-125.

Working papers

- CHAUFaux, C., *Le numéro d'équilibriste australien en Asie-Pacifique*, Paris : ANAJ – IHEDN, 2016.
- DELARUE, Q., *Le pivot vers l'Asie : l'hégémonie américaine en jeu ?*, Paris : IRIS, coll. « Asia-focus », n°4, Novembre 2016, 16p.
- DESPLANQUE, S., « *Our Great and Powerful Friend* ». *La relation États-Unis – Australie à l'épreuve des discours officiels*, Louvain-la-Neuve : Chaire InBev Baillet-Latour, coll. « note d'analyse », n°25, 2013, 21p.
- FIORINA, J.F., *L'Australie à la conquête de l'Asie-Pacifique*, Grenoble : Comprendre les enjeux stratégiques, coll. « note hebdomadaire », n°114, 2013, 3p.
- GRAHAM, E., et al., *Debating the Quad*, Australie: Strategic and Defence Studies Centre, coll. « The centre of Gravity series », n°39, 2018, 25p.
- GUILLARD, O., *L'Australie et le « siècle de l'Asie » : opportunités, risques et défis*, Paris : IRIS, coll. « Asie perspectives stratégiques », n°2, 2012, 5p.

- HELLENDORFF, B., *Entre l'Aigle et le Dragon : L'Australie à l'heure des choix face à la Chine*, Louvain-la-Neuve : Chaire InBev Baillet-Latour, coll. « note d'analyse », n°17, 2012, 37p.
- HELLENDORFF, B., ROUPPERT, B., *Le « pivot » américain vers l'Asie : conséquences sur le système de défense antimissile américain, asiatique et européen*, Bruxelles : GRIP, coll. « Les rapports du GRIP », n°6, 2013, 31p.
- HONORÉ, A., *L'Australie comme acteur régional et international : quelle influence grâce à la position stratégique du Down Under ?*, Louvain-la-Neuve : Chaire InBev Baillet-Latour, coll. « note d'analyse », n°26, 2013, 45p.
- LANG, D., *The not-quite-quadrilateral Australia, Japan and India*, Australie : Australian Strategic Policy Institute, coll. « Strategic insights », n°92, 2015, 15p.
- MARQUE, B., *Nouveau paradigme stratégique des puissances moyennes*, Louvain-la-Neuve : Chaire InBev Baillet-Latour, coll. « note d'analyse », n°16, 2011, 44p.

Articles en ligne

- CLARK, H., « Vietnam and Australia: Common interests should be reflected in closer ties », in *Lowy Institute*, 2015 [en ligne], <https://www.lowyinstitute.org/the-interpret/vietnam-and-australia-common-interests-should-be-reflected-closer-ties> .
- CROUCHER, G., « Australia as a creative middle power, again? », in *Analysis and Policy Observatory*, 2009 [en ligne], <http://apo.org.au/node/14284> .
- HELLENDORFF, B., STRUYE DE SWIELANDE, T., « Australia in Asia: Time for a 'Dolphin' Strategy », in *Australian Strategic Policy Institute*, 2015 [en ligne], <https://www.aspistrategist.org.au/australia-in-asia-time-for-a-dolphin-strategy/>.
- PERELMAN, R., « Australie : Ingérence chinoise... et réactions », in *Asia21*, 2018 [en ligne], <https://www.asie21.com/2018/01/17/australie-ingerence-chinoise-et-reactions/> .
- SIPRI, « World military spending: Increases in the USA and Europe, decreases in oil-exporting countries », in *Stockholm International Peace Research Institute*, 2017, [en ligne], <https://www.sipri.org/media/press-release/2017/world-military-spending-increases-usa-and-europe> .

Documents officiels

- *Composition of Trade Australia 2016-2017*, Canberra: département gouvernemental des affaires étrangères et du commerce, janvier 2018, 176p.

- *Defence White Paper 2016*, Canberra : département gouvernemental de la défense, 2016, 189p.
- *Foreign Policy White Paper 2017*, Canberra : gouvernement australien, 2017, 122p.
- SHERLOCK, S., *Australia's Relations with China: What's the Problem?*, Australie: département de la librairie parlementaire, 1996-97, 17p.

Informations en ligne

- GOUVERNEMENT AUSTRALIEN, « Malaysia country brief », *Site du département des affaires étrangères* [en ligne], <http://dfat.gov.au/geo/malaysia/Pages/malaysia-country-brief.aspx> (Page consultée le 3/05/2018).
- GOUVERNEMENT AUSTRALIEN, « Our Country », *Site du gouvernement australien* [en ligne], <https://www.australia.gov.au/about-australia/our-country> (Page consultée le 24/02/2018).
- GOUVERNEMENT AUSTRALIEN, « Australia and the World : Trade », *Site du département des affaires étrangère et du commerce* [en ligne], <http://dfat.gov.au/about-australia/australia-world/Pages/trade.aspx> (Page consultée le 5/03/2018).
- GOUVERNEMENT AUSTRALIEN, « Republic of Korea Country Brief », *Site du département des affaires étrangère et du commerce* [en ligne], <http://dfat.gov.au/geo/republic-of-korea/pages/republic-of-korea-south-korea-country-brief.aspx> (Page consultée le 9/03/2018).
- GOUVERNEMENT AUSTRALIEN, « Indonesia Country Brief », *Site du département des affaires étrangère et du commerce* [en ligne], <http://dfat.gov.au/geo/indonesia/pages/indonesia-country-brief.aspx> (Page consultée le 9/03/2018).
- GOUVERNEMENT AUSTRALIEN, « India Country Brief », *Site du département des affaires étrangère et du commerce* [en ligne], <http://dfat.gov.au/geo/india/pages/india-country-brief.aspx> (Page consultée le 9/03/2018).
- GOUVERNEMENT AUSTRALIEN, « United States of America Country Brief », *Site du département des affaires étrangère et du commerce* [en ligne], <http://dfat.gov.au/geo/united-states-of-america/Pages/united-states-of-america-country-brief.aspx> (Page consultée le 15/03/2018).
- GOUVERNEMENT AUSTRALIEN, « China Country Brief », *Site du département des affaires étrangère et du commerce* [en ligne], <http://dfat.gov.au/geo/china/pages/china-country-brief.aspx> (Page consultée le 20/03/2018).

- GOUVERNEMENT AUSTRALIEN, « Regional Architecture », *Site du département des affaires étrangère et du commerce* [en ligne], <http://dfat.gov.au/international-relations/regional-architecture/Pages/regional-architecture.aspx> (Page consultée le 9/03/2018).
- GOUVERNEMENT AUSTRALIEN, « Exercise Talisman Sabre 2017 », *Site du département de la défense* [en ligne], <http://www.defence.gov.au/Exercises/TS17/> (Page consultée le 16/03/2018).
- GOUVERNEMENT AUSTRALIEN, « China-Australia Free Trade Agreement (ChAFTA) », *Site de la commission du commerce et de l'investissement* [en ligne], <https://www.austrade.gov.au/Australian/Export/Free-Trade-Agreements/chafta> (Page consultée le 19/03/2018).
- GOUVERNEMENT DES ÉTATS-UNIS, « U.S. Relations with Australia », *Site du département d'État* [en ligne], <https://www.state.gov/r/pa/ei/bgn/2698.htm> (Page consultée le 16/03/2018).
- HOUSTON, A., « A Short Guide to AUSMIN », *Site du Lowy institute* [en ligne], <https://www.lowyinstitute.org/the-interpretor/short-guide-ausmin> (Page consultée le 15/03/2018).
- MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES JAPONAIS, « Japan – U.S. Security Treaty », *Site du Ministère des affaires étrangères japonais* [en ligne], <http://www.mofa.go.jp/region/n-america/us/q&a/ref/1.html> (Page consultée le 24/03/2018).
- MONITEUR DU COMMERCE INTERNATIONAL, « Australie », *Site du MOCI* [en ligne], <https://www.lemoci.com/fiche-pays/australie/> (Page consultée le 27/02/2018).
- OCDE, « OCDE données : Australie », *Site de l'OCDE* [en ligne], <https://data.oecd.org/fr/australie.htm> (Page consultée le 1/03/2018).
- UNITED NATIONS DEVELOPMENT PROGRAMME, « Human Development Reports: Australia », *Site de l'UNDP* [en ligne], <http://hdr.undp.org/en/countries/profiles/AUS> (Page consultée le 24/02/2018).
- UNIVERSITÉ DE SHERBROOKE, « Dépenses militaires, Australie », *Site de Perspective monde* [en ligne], <http://perspective.usherbrooke.ca/bilan/servlet/BMTendanceStatPays?langue=fr&codePays=AUS&codeTheme=12&codeStat=MS.MIL.XPND.GD.ZS> (Page consultée le 5/03/2018).

Articles de presse en ligne

- ALLEMANDOU, S., « Australie : "Les sous-marins, un argument de négociation politique dans la région" », France 24 [en ligne], <http://www.france24.com/fr/20160502-australie-visite-valls-contrat-dcns-sous-marins-argument-negociation-pacifique> (Page consultée le 15/02/2017).
- CORBEN, T., « Australia's Growing Security Coopération with South Korea », in *The Diplomat* [en ligne], <https://thediplomat.com/2017/10/australias-growing-security-cooperation-with-south-korea/> (Page consultée le 18/04/2018).
- L'OBS, « Asie-Pacifique: 11 pays font renaître le TPP sans Washington », in *L'Obs* [en ligne], <https://www.nouvelobs.com/topnews/20180308.AFP7238/asia-pacifique-11-pays-font-renaitre-le-tpp-sans-washington.html> (Page consultée le 3/05/2018).
- LE COURRIER DU VIETNAM, « Établissement du partenariat stratégique Vietnam – Australie », in *Le Courrier Vn* [en ligne], <https://lecourrier.vn/etablissement-du-partenariat-strategique-vietnam-australie/457036.html> (Page consultée le 3/05/2018).
- LES ECHOS, « Les dépenses militaires augmentent partout dans le monde, et d'abord en Asie », in *Les Echos* [en ligne], https://www.lesechos.fr/10/01/2017/lesechos.fr/0211678208380_les-depenses-militaires-augmentent-partout-dans-le-monde--et-d-abord-en-asie.htm (Page consultée le 6/04/2018).
- PARIS, G., SALIBA, F., TAÏX, C., Un accord sur les réfugiés avec l'Australie énerve Donald Trump, in *Le Monde, International* [en ligne], http://www.lemonde.fr/donald-trump/article/2017/02/02/un-accord-sur-les-refugies-avec-l-australie-enerve-donald-trump_5073590_4853715.html (Page consultée le 14/05/2018).
- RIORDAN, P., « US expected to expand Marine deployment in Darwin », in *The Australian* [en ligne], <https://www.theaustralian.com.au/national-affairs/defence/us-expected-to-expand-marine-deployment-in-darwin/news-story/96e7226e77fd0b3a2440574a8e4a22f3> (Page consultée le 6/04/2018).
- THE ECONOMIST, « What on earth is the CPTPP? », in *The Economist* [en ligne], <https://www.economist.com/blogs/economist-explains/2018/03/economist-explains-8> (Page consultée le 3/05/2018).

Conférence

Résumé de conférence par Sophie Boisseau du Rocher, MARQUE, B., « Australie : les intérêt géo-stratégiques d'une puissance moyenne dans un monde en transition », in Asia Centre, coll. « Memo Asia Centre of Conferences Series », Paris, 8 Mars 2011.

Annexes

Résumé : Les intérêts de la puissance moyenne traditionnelle australienne sont dépendants de la bonne relation sino-américaine. Pour assurer sa sécurité, liée aux États-Unis, et sa prospérité économique, liée à la Chine, Canberra a jusqu'à présent réussi à établir une position d'équilibriste. Néanmoins, la transition de puissance marquée par le déclin relatif américain et la montée en puissance chinoise rend cet équilibre de plus en plus difficile à maintenir. L'objectif de ce mémoire est dès lors de déterminer, en se basant sur le cadre théorique des puissances moyennes, les stratégies que l'Australie devrait adopter pour sauvegarder au mieux ses intérêts.

Mots clés : Australie, puissance moyenne, transition de puissance, Asie-Pacifique